

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 DÉCEMBRE 1913.

Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1914 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. de WOUTERS d'OPLINTER.

4^{re} PARTIE. — CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

MESSIEURS,

Le projet de budget des voies et moyens pour l'exercice 1914 est présenté à la chambre dans des conditions qui le différencient entièrement de ceux qui l'ont précédé.

Il se chiffre comme suit :

Evaluations de recettes	fr. 807,313,524,11
Prévisions de dépenses	» 806,754,379,92
Excédent fr.	559,144,08

Pour la première fois depuis 1884 le gouvernement a cru devoir recourir à de nouveaux impôts.

Le parti catholique avait inscrit à son programme une politique de sagesse financière : il n'a pas failli à ses promesses.

En vain chercherait-on parmi les autres pays de l'Europe, une nation qui dans tous les domaines ait réalisé des progrès aussi remarquables sans augmenter les charges des contribuables et par le simple rendement normalement progressif des lois fiscales en vigueur.

Pour la première fois aussi, et comme conséquence logique, certaines prévisions de recettes sont forcément aléatoires et presque impossibles à discuter

(1) Budget, n° 41.

(2) La section centrale, présidée par M. Schollaert, était composée de MM. Brifaut, Bertrand, de Wouters d'Oplinter, Ozeray, Versteyleen et Moyersoen.

Depuis 1884, les impositions nouvelles, sauf en matière d'alcool, ont été relativement insignifiantes. Toujours elles ont été justifiées par des considérations de haute moralité sociale, compensées par des dégrèvements (1), ou perçues au profit de fonds spéciaux dont les finances des communes ont largement profité. La réforme financière votée par les Chambres législatives au cours de la session 1912-1913 revêt un autre caractère.

Elle emprunte une importance toute spéciale aux multiples taxes nouvelles qui sont venues se superposer aux impôts précédemment en vigueur, aux nombreuses modifications qui ont été apportées aux bases sur lesquelles ceux-ci étaient établis, et enfin à l'importance des recettes nouvelles que le Trésor peut légitimement escompter.

Cette réforme est pleinement justifiée par des nécessités de l'heure : il serait profondément injuste d'imputer au Gouvernement l'intention secrète de couvrir des déficits inavoués.

Trente années de parfaite sincérité financière le mettent au dessus de pareils soupçons et ne permettent pas aux hommes de bonne foi de douter de la réalité des bonis considérables qui ont clôturé chaque année les budgets.

A maintes reprises cependant cette affirmation a été produite avec une légèreté qui deviendrait coupable si l'on y persistait après un examen consciencieux des chiffres actuellement connus.

Ceux-ci ont une éloquence d'une précision inexorable qui ne se laisse point solliciter.

Il suffit de consulter les projets de budgets de dépenses qui nous ont été soumis pour voir clairement à quel usage le Gouvernement réserve les fonds qu'il demande aux contribuables.

Le tableau suivant, reproduit d'après l'exposé général de 1914, présente le détail de ces chiffres mis en regard de ceux du Budget de 1913 :

(1) On trouvera, publiés en annexe à la fin de ce rapport, le tableaux des dégrèvements successifs qui ont été votés par les Chambre depuis 1884.

DÉSIGNATION DES BUDGETS.	MONTANT DES BUDGETS		DIFFÉRENCES.	
	votés pour l'exercice 1913.	en projet pour l'exercice 1914.	Augmentation.	Diminution.
Dette publique.	Dépenses ordinaires. 209,361,718.72	217,503,897.92	8,142,179.20	»
	Dépenses exceptionnelles. 10,000 »	»	»	10,000 »
Dotations	Dépenses ordinaires. 5,543,050 »	5,614,759 »	71,709 »	»
	Dépenses exceptionnelles. »	»	»	»
Ministère de la Justice	Dépenses ordinaires. 30,099,400 »	31,373,400 »	1,279,000 »	»
	Dépenses exceptionnelles. 4,783,333 »	870,000 »	»	913,333 »
Ministère des Affaires Etrangères.	Dépenses ordinaires. 4,990,686 »	5,127,091 »	136,405 »	»
	Dépenses exceptionnelles. »	»	»	»
Ministère de l'Intérieur	Dépenses ordinaires. 7,457,805 »	7,784,910 »	327,105 »	»
	Dépenses exceptionnelles. 444,000 »	195,000 »	»	249,000 »
Ministère des Sciences et des Arts.	Dépenses ordinaires. 41,204,202 »	42,091,228 »	886,926 »	»
	Dépenses exceptionnelles. 4,168,727 »	4,088,500 »	»	80,227 »
Ministère de l'Industrie et du Travail.	Dépenses ordinaires. 26,049,500 »	25,972,600 »	»	76,900 »
	Dépenses exceptionnelles. 4,308,000 »	901,000 »	»	407,000 »
Ministère des Chemins de fer.	Dépenses ordinaires. 236,043,784 »	246,484,749 »	10,440,965 »	»
	Dépenses exceptionnelles. »	»	»	»
Ministère de la Guerre	Dépenses ordinaires. 69,409,495 »	81,939,225 »	12,534,750 »	»
	Dépenses exceptionnelles. 8,636,651.82	7,890,000 »	»	746,651.82
Gendarmerie	Dépenses ordinaires. 9,313,620 »	11,267,230 »	1,953,610 »	»
	Dépenses exceptionnelles. 188,180 »	»	»	188,180 »
Ministère des Finances	Dépenses ordinaires. 25,302,150 »	26,534,050 »	1,231,900 »	»
	Dépenses exceptionnelles. 10,000 »	10,000 »	»	»
Ministère de l'Agriculture et des Travaux publics.	Dépenses ordinaires. 31,860,407 »	32,069,424 »	1,209,317 »	»
	Dépenses exceptionnelles. 6,175,500 »	2,070,000 »	»	4,105,500 »
Budget métropolitain du Ministère des Colonies.	Dépenses ordinaires. 4,121,483 »	4,442,925 »	21,442 »	»
	Dépenses exceptionnelles. »	»	»	»
Ministère de la Marine, des Postes et Télégraphes.	Dépenses ordinaires. 49,622,944 »	53,973,391 »	4,350,447 »	»
	Dépenses exceptionnelles. 122,000 »	720,000 »	598,000 »	»
Non-Valeurs et Remboursements	2,826,000 »	2,826,000 »	»	»
Total.	Dépenses ordinaires. 750,501,044.72	793,009,879.92	42,588,735.20	76,900 »
	Dépenses exceptionnelles. 19,846,391.82	13,744,500 »	598,000 »	6,699,891.82
TOTAL GÉNÉRAL.	770,347,436.54	806,754,379.92	43,183,735.20	6,776,791.82
Voies et Moyens	»	807,313,524 »		
Excédent des Recettes	»	559,144.08	+ 36,406,943.38	

L'augmentation des recettes pour 1914, provenant tant des plus values des impôts anciens, que des impositions nouvelles, se monte au total, d'après le même exposé général, à 49,658,375 francs.

Dans ce chiffre les ressources nouvelles interviennent pour une somme de 25,549,000 francs.

Elles proviennent des six lois fiscales votées au cours de la session de 1912-1913. Savoir :

1^o La loi du 12 décembre 1912, abolissant le droit de licence sur les débits de boissons alcooliques et établissant des taxes spéciales sur les eaux-de-vie indigènes et étrangères ainsi qu'une taxe d'ouverture sur les débits de boissons spiritueuses ou fermentées ;

2^o La loi du 30 août 1913, apportant des modifications aux lois sur les droits d'enregistrements, d'hypothèque, de timbre et de succession ;

3^o La loi du 1^{er} septembre 1913, établissant en remplacement du droit de patente proportionnel et de la redevance proportionnelle sur les mines, une taxe sur les revenus ou bénéfices réalisés dans les sociétés par actions et modifiant la législation en matière de droit de patente pour certaines professions financières ou industrielles ;

4^o La loi du 2 septembre 1913, établissant une taxe sur les automobiles et autres véhicules à moteurs ;

5^o La loi du 3 septembre 1913, établissant une taxe sur les spectacles cinématographiques ;

6^o La loi du 5 septembre 1913, relevant les droits sur les alcools.

L'exposé général de 1914 évalue comme suit les ressources nouvelles provenant de l'application de six lois.

Rendement présumé, en 1914, des impôts nouveaux ou transformés et du relèvement de certains droits, telles qu'elles sont inscrites au projet de Budget des Voies et Moyens :

ART. 3 DU TABLEAU. — Augmentation du droit de patente des banquiers, agents de change, etc. fr. 1,000,000

ART. 4. — Taxe sur les revenus ou bénéfices réalisés dans les sociétés par actions, déduction faite du droit de patente spécial et de la redevance proportionnelle sur les mines auxquels elle est substituée 8,549,000

ART. 5. — Taxe sur les automobiles 1,500,000

ART. 6. — Taxe sur les spectacles cinématographiques . . . 500,000

ART. 11. — Droits d'enregistrement et de transcription . . . 5,100,000

ART. 14. — Droits de succession 6,600,000

ART. 15. — Timbre 2,500,000

Total. fr. 25,549,000

Ce total correspond à peu près exactement à la moyenne entre le rendement minimum et le rendement maximum indiqués dans la séance de la Chambre du 8 août par l'honorable Ministre des Finances.

Ce tableau ne comprend point les recettes des droits d'accise.

On trouvera plus loin dans les développements que votre rapporteur a cru devoir donner à la question de l'alcool la justification de cette omission (1).

En regard de ces évaluations de recettes il est nécessaire de faire figurer les prévisions des dépenses militaires, telles qu'elles résulteront de la loi de milice du 30 août 1913 :

Budget de la guerre 1914	fr. 89.829,225
— — 1913	66,763.765
	<u>23,065,460</u>

Dépenses de casernement transférées au Budget de l'agriculture et des travaux publics.	1,577,000
--	-----------

Charges d'intérêts et d'amortissement des dépenses de 1 ^{er} établissement	<u>5,300,000</u>
---	------------------

Total des charges militaires nouvelles.. . . .	fr. 27,942,460
--	----------------

L'urgente nécessité des dépenses militaires est aujourd'hui reconnue par tous les bons citoyens, même par ceux de nos collègues qui ont cru devoir sacrifier aux contingences de la politique et ne pas leur accorder leur vote au Parlement.

Il est dans les rangs de l'opposition de nombreux députés qui ont déclaré ne pas voter la loi de milice parce qu'ils la jugeaient insuffisante !

Ceux-là du moins renieraient leur passé et sacrifieraient à l'électoralisme d'une façon assurément indigne d'eux, s'ils se faisaient de ces dépenses et des impôts qui doivent les couvrir une arme devant l'opinion publique.

N'ayant en vue que le salut de la Patrie, la droite a fait le sacrifice, douloureux pour plusieurs, d'une programme traditionnel et parfois même d'engagements précis.

Les circonstances nouvelles de la politique internationale lui en faisaient un devoir sacré.

L'opposition n'a pas en cette matière à recevoir de leçons de la majorité. Elle puisera dans son patriotisme la sage résolution de renoncer à faire usage d'arguments, facilement exploitables au cours d'une période électorale, mais indignes d'un parti qui a le sens du gouvernement et le souci de son honneur.

L'impôt nouveau produira, d'après les tableaux ci-dessus, approximativement 23,549,000 francs.

Les charges militaires nouvelles s'élèveront à 27,942,460 francs.

L'impôt nouveau n'est donc que la garantie de l'intégrité du territoire et la prime d'assurance contre les calamités de la guerre et de l'invasion !

Qui oserait prétendre que cette prime est trop élevée ?

Ces constatations nécessaires et appuyées sur des chiffres incontestables étant faites, d'aucuns se demanderont peut-être, avec un peu d'inquiétude, quelles sont les perspectives que nous réserve l'avenir.

(1) Voir pages 21 et 42.

A l'horizon, nous voyons poindre de nouvelles dépenses. Les unes seront nécessitées par l'application de lois dont le vote est très prochain, d'autres seront la réalisation d'un programme législatif conforme au vœu de la très grande majorité du Parlement.

Pour ne citer que les principaux projets de loi dont la Chambre est déjà saisie, je mentionne ici : l'augmentation du cadre et des traitements de la magistrature ; — les habitations à bon marché — les dépenses nécessitées par la loi scolaire, provenant pour une large part de l'amélioration de la situation des instituteurs — enfin et surtout le projet de loi sur les assurances contre la maladie, l'invalidité prématurée et la vieillesse qui, par son importance sociale et l'élévation des ressources qu'il nécessitera doit se placer au premier rang de nos préoccupations.

On peut se demander si il n'y aura pas lieu de recourir à de nouveaux impôts.

Cette éventualité, ultime ressource à laquelle on devrait avoir recours, n'est pas à envisager pour le moment (1).

Il ne faut évidemment pas se dissimuler que la tâche du Ministre des Finances eût été considérablement facilitée si les Chambres avaient admis, dans son ensemble, le programme des nouveaux impôts tel que le Gouvernement le lui avait proposé au cours de la session de 1912-1913.

Ce n'est pas ici le lieu de revenir sur les discussions auxquelles ont donné lieu les différentes propositions du cabinet. Nous devons nous borner à la constatation du fait acquis par le vote des différents projets de loi.

En acceptant, avec une certaine résignation, les amendements que l'initiative parlementaire apportait à son programme d'impôts, M. le Ministre des Finances a déclaré à plusieurs reprises que les concessions qu'il faisait étaient justifiées par la conviction que les impôts que la Chambre acceptait de voter, quelques réduits qu'ils fussent, lui permettraient cependant de faire face aux nécessités.

En plusieurs points du budget des Voies et Moyens nous voyons se dessiner d'heureuses perspectives qui semblent indiquer que notre situation financière n'a rien perdu de cette remarquable élasticité qui lui a permis, sans nouveaux impôts, de faire face pendant trente ans à des charges nombreuses et pressantes.

Je me contente tout d'abord de citer pour mémoire la plus-value sérieuse que l'on peut espérer sur l'évaluation du *produit des nouveaux impôts*.

La Chambre comprendra qu'il est impossible de rien préciser, nous marchons ici en plein inconnu et toute prévision est téméraire.

(1) Il est cependant un projet de loi d'impôt que la grande majorité de la Chambre désire voir voter à bref délai : Il a pour objet l'établissement d'une taxe au profit de l'État sur les enseignes-pancartes et dispositifs de réclames de toute nature destinés à la publicité industrielle et commerciale. (Document n° 52, session 1912-1913), et porte la signature de MM. Wauwermans, Destree et Neujean.

Je n'ignore pas que l'administration des Finances, soucieuse comme toujours de serrer la vérité d'aussi près que possible, jà évité de sous-évaluer ce produit prévu, — mais il est bien plus certain encore que, avec sa prudence habituelle, elle ne l'a pas surévalué.

On n'attendra pas sans une certaine curiosité les constatations que permettra de faire l'exercice 1914, mais il n'y a pas lieu, je pense, de se montrer pessimiste à ce sujet.

Nous pouvons avoir foi aussi dans les ressources nouvelles que procurera au trésor le *rendement normal des impôts existant de longue date déjà*.

L'expérience nous prouve que celui-ci croît annuellement dans des proportions considérables, suivant l'augmentation de la population et la marche ascendante de la prospérité nationale.

Il suffit pour justifier ces espérances de rappeler les deux chiffres extrêmes du tableau publié par le Gouvernement à la page XV de l'exposé général présenté à la Chambre des représentants au début de la présente session (document n° 4).

Le commerce spécial de la Belgique (importations et exportations) qui s'élevait en 1894 à 2,878,258,711 francs a atteint, en 1912, la somme de 8,909,487,771 francs — en augmentation de 821 millions sur l'année 1911.

De tels chiffres sont de nature à flatter singulièrement notre orgueil national. Il nous permettent aussi de vous montrer confiants dans l'avenir, sans que l'on nous accuse d'insouciance ou de présomption !

L'honorable Ministre des Finances a très bien établi au début du lumineux discours qu'il a prononcé à la Chambre le 8 août 1913 que la plus-value réelle sur laquelle le Gouvernement peut tabler chaque année a été en moyenne depuis 1900 de 6,000,000 environ, — au total 68,000,000 de 1900 à 1911.

Il est vrai que M. le Ministre des Finances a affirmé également que ces plus-values ont été à peu près entièrement absorbées par l'augmentation normale des dépenses. Mais dans le compte établi dans le discours du 8 août, l'honorable M. Levie considère comme augmentation normale une charge de 17,378,000 francs pour les pensions de vieillesse.

Dans les circonstances actuelles il est particulièrement intéressant de constater ce fait. Il est donc permis d'espérer, comme nous cherchons à l'établir, que les charges de la loi sur les assurances sociales pourront, pour une part notable, être supportées par la plus-value des impôts, d'autant plus que cette réforme se fera forcément par étapes.

Parmi les autres dépenses signalées également par l'honorable Ministre il en est encore qui présentent le même caractère.

Je me borne à citer l'exemple des pensions de vieillesse parce qu'il est le plus frappant et le plus pertinent.

Le chiffre de 6,000,000 dont il est question ci-dessus est établi en tenant compte du *rendement des régies* dont les produits nets n'ont guère augmenté.

Il semble même que le produit net de l'administration des chemins de fer soit en régression constante.

La réponse faite par le Gouvernement à une question posée par la section centrale constate le déficit pour 1912 et 1913.

L'honorable Ministre de la Guerre, dans son discours du 6 août 1913, et M. le Ministre des Finances dans celui du 8 août déjà mentionné, avaient du reste signalé cette situation à la Chambre.

Nous devons en trouver l'origine dans trois facteurs principaux :

Le renchérissement du combustible.

Le renchérissement des matières premières.

Les importantes augmentations de salaires que les députés de tous les partis se sont trouvés unanimes à réclamer.

Cette charge pèse en somme de tout son poids sur le budget ordinaire, puisqu'il n'y a pas eu, comme cela eût dû se faire en toute équité, de relèvement corrélatif des tarifs.

Faut-il s'étonner dans ces conditions que la section centrale du budget des voies et moyens ait porté son attention toute spéciale sur la question de *l'industrialisation du budget des chemins de fer* qui fait l'objet d'un chapitre spécial du présent rapport.

Cette mesure aurait pour résultat d'alléger le budget de l'Etat et de rendre aux yeux de l'étranger à notre dette publique son véritable caractère, celui d'une dette industrielle, pour la plus grande partie du moins.

C'est une grave erreur d'établir des statistiques comparatives basées sur l'élévation de la dette publique par tête d'habitant dans les différents états de l'Europe.

Aucun autre pays ne peut, en regard d'une dette flottante et consolidée de 4 milliards 268 millions, placer un réseau de voies ferrées, une organisation postale, téléphonique et télégraphique dont la valeur totale est certainement supérieure à 3 milliards (1).

Des attaques passionnées, qui se sont produites dans la presse et à la Chambre même, ont eu leur écho au delà des frontières, et ont peut-être fait peser sur la situation financière de la Belgique une défaveur qu'elle ne méritait pas.

Lorsque l'on aura clairement établi la valeur de notre crédit, qui est de premier ordre, les finances de l'Etat en ressentiront un heureux contre-coup.

(1) A la date du 30 novembre 1913, la dette consolidée s'élève au capital de fr. 3,756,909,538.09, se décomposant comme il suit :

Dette à 2 1/2 p. c.	fr.	219,959,651.74
Dette à 3 p. c. première série.	»	516,703,573 .
— 2 ^{me} série	»	2,755,562,582.22
— 3 ^{me} série	»	244,887,700 .
3 p. c. Servitudes militaires	»	1,794,049.13
	fr.	5,756,909,538.09

A la date du 30 novembre 1913, la dette flottante, comprenant exclusivement des bons du Trésor, s'élève à 531,018,900 francs.

La lutte incessante que le Gouvernement poursuit contre la fraude, la falsification et la consommation de *l'alcool* procurera probablement aussi au Trésor des plus-values appréciables tout en protégeant la santé publique.

La place importante que l'accise occupe au budget des Voies et Moyens, ainsi que les discussions auxquelles les dispositions nouvelles proposées aux articles 12 à 15 du présent projet de loi ont donné lieu au sein de la section centrale, nécessitent une étude plus détaillée qui trouvera sa place après ces considérations d'ordre général.

Il est un point important de la politique financière du Gouvernement, qui ne peut rester entièrement dans l'ombre : *le régime des dépenses exceptionnelles*.

Il est en effet des dépenses, engagées pour des objets mobiliers ou immobiliers périssables ou improductifs dont l'amortissement en quatre vingt-un ans, terme adopté pour notre dette consolidée, ne saurait se défendre. Mais il est non moins injuste qu'impraticable d'en faire peser la charge entière sur le budget d'une seule année en les imputant sur le budget ordinaire.

L'amortissement peut être équitablement réparti sur un nombre d'années égal à la durée de l'objet qui a occasionné la dépense en ce qui concerne les meubles, sur une durée de vingt-cinq années, terme généralement admis, pour les immeubles improductifs.

Ce résultat peut être obtenu très simplement par le moyen employé par l'honorable Ministre de la Guerre pour certaines dépenses militaires : l'inscription au budget ordinaire du Département intéressé d'une annuité de remboursement sans préjudice de la dotation inscrite au budget de la dette publique pour l'ensemble de celle-ci.

Le montant de ces annuités devrait être fixé dans le budget extraordinaire, qui autoriserait la dépense exceptionnelle.

L'exposé général de 1913 indiquait déjà, en ce qui concerne les dépenses militaires de premier établissement, une politique financière orientée dans cette voie.

Cette tendance s'accroît encore et se généralise dans l'exposé général de 1914.

Aucune objection définitive ne semble avoir été soulevée devant la Chambre contre cette manière de voir au cours de la session 1912-1913. On se demande vraiment pourquoi un système qui a été favorablement accueilli pour les dépenses militaires, ne pourrait être étendu aux différents budgets de l'Etat. Il n'est pas inutile de faire remarquer ici que sous le cabinet Frère-Orban de 1878 à 1884, sous les cabinets Malou et Beernaert et jusqu'en 1895 les dépenses exceptionnelles étaient purement et simplement portées au budget extraordinaire sans amortissement spécial.

C'est en 1895 que l'honorable comte de Smet de Naeyer, en présence des bonis importants dont pouvait disposer le Trésor, a porté au budget ordinaire les dépenses exceptionnelles.

Ce sont là deux solutions extrêmes. La sincérité budgétaire, le véritable idéal à atteindre, semble être entre les deux.

Il est peut-être réservé au cabinet actuel d'apporter cette heureuse modification à nos finances.

Il apparaît de suite que le budget ordinaire y trouverait des disponibilités qui faciliteraient singulièrement la réalisation des réformes scolaires et sociales.

Il sera bien permis à votre rapporteur, dévoué de longue date à la solution des assurances sociales, d'introduire ici une appréciation toute personnelle.

En Belgique, comme en Allemagne, en France et en Angleterre l'établissement des assurances contre la maladie, l'invalidité et la vieillesse, quelque soit d'ailleurs la système théorique adopté, entraînera des charges énormes qu'il est encore impossible d'évaluer, mais que la commission des XV s'efforce en ce moment d'établir.

Serait-il juste que la réalisation de cette grande réforme, dont les charges incombent au budget ordinaire, soit entravée par l'inscription à ce budget de charges exceptionnelles.

Les recettes annuelles doivent, en toute équité, être employées aux obligations immédiates. — Si la Chambre, en votant le principe de l'assurance obligatoire, accepte pour l'Etat le devoir de contribuer à ces assurances, — c'est à l'accomplissement de ce devoir urgent que doivent être consacrées les disponibilités annuelles : les dépenses exceptionnelles étant reportées sur chaque budget en proportion des nécessités réelles de leur amortissement.

Cette manière d'agir serait, en outre, un acte de bonne administration, qui aurait une heureuse répercussion sur la rapidité des travaux exécutés par l'Etat. C'est, en effet, dans l'irrégularité, ou même l'insuffisance des crédits annuels, soumis à toutes les fluctuations du budget ordinaire qu'il faut trouver l'explication de lenteurs devenues légendaires.

Grâce à l'application du système préconisé les travaux se poursuivraient désormais normalement, et cette régularité même permettrait d'obtenir des entrepreneurs des conditions beaucoup plus avantageuses, nouvelle source d'économie pour l'Etat.

Une politique financière basée sur ce principe nous amènerait peut-être à la modification de notre système d'emprunt et au dédoublement de la rente par la création d'un type amortissable à court terme.

Mais nous touchons ici à un problème grave qui sort du domaine du budget des Voies et Moyens pour se rattacher au budget de la dette publique. Il ne semble donc pas opportun d'y insister ici.

Enfin m'est-il permis de citer, avec quelque scepticisme cependant, comme moyen efficace d'améliorer la situation du trésor, la réduction des dépenses. La nécessité des économies a été, dans ces derniers temps surtout, préconisée par plusieurs de nos plus éminents et de nos plus sages parlementaires.

Il est évident que l'on se résigne difficilement à croire qu'un budget de dépense de 800,000,000 de francs est incompressible.

Soyons donc économes ! Mais il faudrait que tout le monde s'y mette en Belgique, et c'est l'éparpillement infini des responsabilités, qui m'empêche d'avoir la foi dans l'efficacité du remède !

Cet aperçu, forcément succinct dans un rapport rapidement dressé, suffit à indiquer quelles sont les perspectives de nos prochains budgets des Voies et Moyens.

L'augmentation du rendement des impôts anciens et spécialement des accises, l'industrialisation du budget des chemins de fer, le rendement élevé que l'on peut espérer des nouvelles taxes, et enfin le nouveau régime à appliquer éventuellement aux dépenses exceptionnelles, suffisent à écarter toute probabilité de nouvelles lois fiscales !

2^e PARTIE. — L'AUTONOMIE DES CHEMINS DE FER

La question de l'autonomie des chemins de fer est à l'ordre du jour depuis quelques années déjà.

Les conditions présentes de l'exploitation lui donnent un renouveau d'actualité.

Il y a d'ailleurs été fait allusion à la Chambre, à plusieurs reprises, dans ces derniers temps.

Il m'a paru intéressant, dans ces circonstances, d'en esquisser ici rapidement le fonctionnement éventuel d'après les quelques données que j'ai pu recueillir.

Tout d'abord, une remarque préliminaire :

Lorsque l'on parle de l'autonomie des chemins de fer il importe de distinguer formellement entre l'autonomie *administrative* et l'autonomie *financière*.

La première soulève des problèmes infiniment délicats, notamment celui de la responsabilité constitutionnelle de la Régie nationale devant le Parlement. On se trouve en présence de ce dilemme.

Ou bien le Ministre des Chemins de fer sera maintenu en fonctions et représentera la régie devant la Chambre — ce serait la solution la plus conforme à la Constitution.

Mais dans cette hypothèse, sous peine d'être réduit au rôle de simple plastron, rôle que nul ne voudrait assumer, le Ministre doit conserver dans la Régie une autorité prépondérante.

Que devient dès lors l'autonomie administrative ?

Ou bien le Ministre des Chemins de fer disparaîtra et la Chambre se trouvera en face d'un collège de plusieurs administrateurs qui n'aura à son égard qu'une responsabilité collective et fort atténuée ou pas de responsabilité de tout.

Que devient alors la Constitution ?

Je crains que la solution *administrative* de ce problème ne soit prématurée.

Sous peine de faire échec à l'instauration prochaine de l'autonomie financière, qui est de loin la plus urgente et la plus désirable, il faut se garder d'joindre indissolublement les deux questions.

La réalisation de l'autonomie *financière* par contre ne nous donne que deux questions principales à résoudre :

1^o Le règlement de compte entre l'Etat et la régie de manière à établir

exactement la charge que celle-ci aura à supporter dans l'amortissement de notre dette publique.

Ce compte a été produit annuellement et s'établit comme suit :

1^o Part des chemins de fer dans la dette belge.

Capital au 31 décembre 1911. — Compte définitif.

RECETTES.	CAPITAL primitif.	Amortissements indirects. — Produit de la vente d'immuables.	Amortissements de 1836 à 1911. — Dette consolidée et annuités.	Capital à amortir au 31 décembre 1911.
Dette consolidée et bons du Trésor	2,595,902,841 58	11,909,117 25	515,041,927 90	2,088,951,796 45
Capital des annuités.	397,006,373 55		65,956,009 85	331,070,565 70
TOTAUX . .	2,790,909,215 15	11,909,117 25	578,977,937 75	2,400,022,160 15

Capital au 31 décembre 1912. — Compte provisoire.

DETTES.	CAPITAL primitif.	Amortissements indirects. — Produit de la vente d'immuables.	Amortissements de 1836 à 1912. — Dette consolidée et annuités.	Capital à amortir au 31 décembre 1912.
Dette consolidée et bons du Trésor	2,459,601,752 49	11,967,305 58	329,579,166 92	2,118,055,261 99
Capital des annuités.	400,635,573 55		70,287,574 31	530,567,799 24
TOTAUX . .	2,860,237,106 04	11,967,305 58	399,866,741 25	2,448,423,061 25

Il n'est pas possible de faire la distinction en dette consolidée et en bons du trésor des avances concernant le capital des chemins de fer, lequel est déterminé par les dépenses effectives qui sont imputées sur le budget pour le paiement des travaux de premier établissement.

Sur le capital effectif des avances du trésor, le chemin de fer paie un intérêt dont le taux varie suivant les opérations effectuées pour le service de la dette consolidée.

Le taux d'intérêt appliqué pour les années 1911 et 1912 est de fr. 5.12 p. c.

En tenant compte du calcul des intérêts de ce taux, on constaterait que la part du chemin de fer dans le capital nominal de la dette consolidée est de fr. 2,151,709,800 au 31 décembre 1911 et de fr. 2,202,777,400 au 31 décembre 1912.

2° *Fonds de roulement affecté à l'exploitation des chemins de fer.***Encaisse des comptables des chemins de fer :**

Au 31 décembre 1911.

Numéraire	fr.	5,454.836.12
Pièces comptables (1)		10,569.603.27
	Fr.	16,124,439.39

Au 31 décembre 1912.

Numéraire	fr.	7,686,423.36
Pièces comptables		10,607,556.95
	Fr.	18,293,980.31

Le règlement de ce compte semble ne présenter ni difficultés, ni aléas, il suffira d'une vérification sérieuse et d'un simple travail de comptabilité pour arrêter des chiffres définitifs.

Rien n'empêche donc d'aboutir promptement, sur ce point du moins :

2° *Le règlement des relations financières futures entre l'Etat et la Régie nationale.*

On peut concevoir de la façon suivante le fonctionnement du nouvel organe administratif.

Le budget de la Régie nationale établi en recettes et en dépenses, avec compte de profits et pertes, comporte désormais :

EN RECETTES.*A l'ordinaire :*

- 1° Les produits du trafic ;
- 2° Les produits du domaine du chemin de fer ;
- 3° Le produit du placement des capitaux disponibles.

A l'extraordinaire :

- 1° Le solde reporté à nouveau ;
- 2° Les fonds provenant des emprunts ;
- 3° Les recettes diverses, éventuelles, notamment les aliénations d'immeubles.

EN DÉPENSES.

- 1° Les frais d'entretien et d'administration ;
- 2° Les charges de la dette incombant spécialement à la Régie ;
- 3° Les sommes revenant aux compagnies dont les lignes sont exploitées moyennant loyer ou parts de recettes ;
- 4° Les pensions accordées aux anciens fonctionnaires, employés ou ouvriers ;

(1) Dépenses payées directement par les comptables pour compte du budget.

5° Les crédits nécessaires à la reconstruction des bâtiments, les versements au fonds de renouvellement des voies, du matériel roulant et de l'outillage et au fonds de prévision ;

6° Les prélèvements à effectuer sur les excédents de recettes, notamment ceux destinés à constituer un fonds de réserve ;

7° Les pertes résultant des déficits comptables.

A ces deux postes viendra s'ajouter le compte des recettes et dépenses pour ordre.

Ce budget soumis aux Chambres avant le 1^{er} octobre, peut être mis en vigueur le 25 décembre par arrêté royal tout au moins par douzièmes provisoires, si les Chambres n'ont pas statué à cette date.

Le compte de chaque exercice est soumis aux Chambres dans le semestre qui suit la clôture et arrêté par une loi spéciale.

La Cour des comptes exerce sur la Régie nationale le contrôle qui lui est attribué sur les pièces comptables de l'État, et la Banque nationale est chargée du service financier.

Le montant et le fonctionnement du fonds de renouvellement, du fonds de prévision ainsi que la nomenclature des dépenses à amortir rapidement sont réglés par la loi organique ou par des lois subséquentes. L'excédent du budget est consacré tout d'abord à la constitution progressive d'un fonds de réserve de 50 millions au maximum, ensuite à l'extinction plus rapide des dépenses périssables et improductives. Le surplus enfin serait versé aux recettes extraordinaires des chemins de fer.

Telle est l'idée générale que l'on peut se faire du fonctionnement de la Régie nationale.

Reste à examiner le point le plus important, *le mode d'émission des emprunts nouveaux destinés à couvrir les dépenses extraordinaires de la Régie.*

Cette question se rattache aux remarques que l'on a trouvées plus haut concernant la modalité de nos futurs emprunts d'État.

Faut-il que la Régie demeure à peu près entièrement tributaire pour ses dépenses extraordinaires de la dette de l'État belge, et que ces deux dettes restent confondues comme elles le sont actuellement ? Ou bien est-il préférable que la Régie nationale émette des emprunts, distincts gagés en première hypothèque sur le réseau lui-même ?

La première solution ne saurait être absolue. Ses partisans les plus convaincus reconnaissent que pour pouvoir fonctionner la Régie devrait être autorisée à émettre par elle-même des bons du chemin de fer analogues à nos bons du trésor et amortissables à court terme (cinq ans au plus). Le montant des bons ainsi émis ne pourrait dépasser 300 millions et l'émission serait sévèrement réglementée.

Ce système qui apparaît, comme incomplet et compliqué, à première vue, aurait le grave inconvénient de supprimer le principal avantage de l'autonomie financière des chemins de fer.

La rente belge ne cesserait de s'accroître et notre dette industrielle, au lieu de se spécialiser, continuerait à peser sur l'ensemble de la nation, comme elle le fait actuellement.

La solution à mon avis doit être radicale. La rente belge doit être dégagée de tout le poids des emprunts extraordinaires des chemins de fer et la Régie nationale doit avoir les coudées franches.

Ses emprunts, gagés sur le réseau, autorisés et garantis par l'Etat, pourraient assumer toute forme qui apparaîtrait comme profitable, appropriée aux besoins auxquels ils auraient à faire face, et ce, sans affecter en quoi que ce soit le cours de la rente belge consolidée ni le taux de ses futures émissions.

L'émission d'obligations hypothécaires des chemins de fer belges, à 4 p. c. par exemple, remboursables au pair, serait évidemment moins préjudiciable aux porteurs des 3 milliards 500 millions de la rente belge 3 p. c. actuelle, que l'émission de rente belge consolidée au même taux (4 p. c.).

Qui peut répondre que, dans un avenir prochain, telle ne sera pourtant pas la solution à laquelle on devra s'arrêter, et que l'on sera peut-être très heureux d'obtenir.

Dans des questions aussi graves il faut se garder d'illusions trompeuses et ne pas se laisser égarer par les passions politiques.

Notre rente belge subit, comme les rentes des pays voisins, une dépréciation marquée, et gravement préjudiciable aux détenteurs du 3 p. c. belge, qui avaient cru faire œuvre de sagesse en achetant un fonds de tout repos.

C'est la conséquence d'une situation économique universelle, dont il serait profondément injuste d'imputer la responsabilité au Gouvernement.

Bien au contraire, le taux élevé du loyer de l'argent est la résultante normale de notre admirable activité industrielle et commerciale, qui procure un placement sûr à d'énormes capitaux.

Que ceux qui en doutent fassent un retour sur eux-mêmes et se demandent sincèrement si, disposant d'un capital, ils se contenteraient comme on le faisait naguère d'un revenu de 3 p. c.

Cette situation se modifiera peut-être, personne n'en sait rien, et les prophéties seraient hasardeuses, mais en attendant il faut chercher à pallier les inconvénients d'une situation dont nous profitons largement par d'autres côtés.

C'est la richesse du particulier qui produit la gêne de l'Etat.

Une autre considération, qui a son importance aussi, milite en faveur de la séparation des deux dettes.

Il importe que l'autonomie des chemins de fer soit une œuvre de sincérité si l'on veut qu'elle porte tous ses fruits.

Il faut que nos chemins de fer soient *industrialisés* (c'est le terme couramment employé). Or, il est de l'essence de toute bonne industrie de se suffire à elle-même.

Il faut que le budget des chemins de fer s'équilibre par lui-même en recettes et dépenses, ce doit être là le *minimum* de nos exigences.

C'est seulement lorsque les charges de ce budget, et spécialement celles de la dette, apparaîtront clairement et au premier examen, sans que l'on puisse jamais accuser l'Etat de retirer des chemins de fer des bénéfices dissimulés pour masquer des déficits, que l'on pourra agir comme le bon sens industriel l'exige : augmenter les recettes jusqu'à ce qu'elles couvrent les dépenses.

Lorsqu'il s'agit de chemins de fer augmenter les recettes c'est augmenter les tarifs : voyageurs et marchandises.

Il faut que le prix de revient du transport soit établi d'une manière indubitable pour que les tarifs puissent être relevés, si cela est nécessaire, sans provoquer de virulentes protestations.

Il est notoire que nous voyageons en Belgique à bien meilleur marché que dans les pays voisins. Est-il équitable de faire supporter, le cas échéant, le déficit que laisse le transport voyageurs par le budget ordinaire, c'est-à-dire par la collectivité des contribuables?

Pour le tarif des voyageurs, la réponse est facile à formuler.

Le relèvement du tarif des marchandises exige plus de prudence à cause des multiples intérêts en cause, mais là encore il importe de rechercher minutieusement la vérité.

Je ne pousserai pas plus loin l'examen de cette question si intéressante.

La conclusion naturelle des quelques considérations que l'on vient de lire est qu'il faut agir, et agir vite !

Le moment paraît opportun ! après plusieurs années de recherches la commission spéciale nommée par le ministère des Chemins de fer vient de terminer ses travaux.

La section centrale des voies et moyens exprime le vœu de voir la Chambre trouver au cours de 1914 le temps nécessaire pour instaurer tout au moins l'autonomie financière, la question de l'autonomie administrative étant disjointe et ajournée jusqu'à plus ample examen.

Une part notable de cette réforme pourrait d'ailleurs être réalisée par arrêté royal.

3^{me} PARTIE. — L'ALCOOL.

L'alcool joue, tant au point de vue social qu'au point de vue financier, un rôle prépondérant dans tous les pays de l'Europe.

Il suffit pour s'en convaincre de constater que la France perçoit de ce chef annuellement 338,000,000, l'Angleterre 480,000,000, et l'Allemagne 162,000,000, produits par la taxe intérieure sur l'alcool.

La recette prévue au budget des Voies et Moyens de 1913 pour le droit d'accise sur les eaux de vies indigènes se monte à 49,954,000 francs.

Comme ses grands voisins la Belgique a toujours tenu à honneur de suivre une politique financière qui, tout en lui procurant de larges ressources, tend à limiter la plaie sociale de l'alcoolisme.

Cette politique s'est accentuée sous le ministère de l'honorable comte de Smet de Naeyer.

L'augmentation progressive de l'accise sur l'alcool, jointe à l'action bienfaisante de la loi de 1889 sur le droit de licence a eu de très heureux résultats.

Le projet de budget des Voies et Moyens pour 1914 contient de nombreuses dispositions qui se rapportent à la fabrication et à la vente de l'alcool (articles 5 à 8 — et 11 à 15).

Avant de les examiner il importe d'établir quelle est la situation actuelle en Belgique tant au point de vue de la consommation humaine que du nombre des débits.

Le tableau ci-dessous formé d'après les statistiques tenues par l'administration centrale indique les diminutions successives qu'a subies depuis 1890, la consommation humaine de l'alcool.

	1890	1891	1892	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°
Fabrication indigène.											
Quantités légalement constatées . . .	566,284	588,155	587,822	584,570	584,751	628,451	546,471	⁽¹⁾ 592,645	595,541	678,456	716,951
Excédents indemnes sous l'ancien régime (8 p. c. des quantités légalement constatées) . .	45,505	47,051	47,026	46,720	46,776	50,272	45,712	51,600	»	»	»
Total de la production	611,587	635,186	634,848	631,090	631,507	678,723	590,185	624,245	595,541	678,456	716,951
Importations	15,050	16,429	16,509	16,020	18,041	18,288	17,612	12,175	12,484	12,297	15,960
TOTAUX	626,637	651,615	651,357	647,110	649,548	696,989	607,825	656,418	605,825	690,755	730,911
Exportations avec décharge des droits	17,418	10,202	9,798	4,502	4,455	4,764	5,740	2,972	26,161	108,868	85,567
Reste pour la consommation . .	609,219	641,415	641,559	642,808	645,095	692,225	604,085	655,446	579,664	581,885	647,544
Quantités utilisées à des usages industriels (2) . .	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	20,047
Quantités destinées à la consommation humaine. .	594,219	626,415	626,559	627,808	650,095	677,225	589,085	641,446	564,664	566,885	627,297
Population (3). . . .	6,069,521	6,129,054	6,189,575	6,250,289	6,511,805	6,575,922	6,459,655	6,500,001	6,565,975	6,628,575	6,695,810
Consommation présumée par habitant (4). (Nombre de litres.) . .	9 lit. 79	10 lit. 22	10 lit. 12	10 lit. 04	9 lit. 98	10 lit. 62	9 lit. 15	9 lit. 51	8 lit. 60	8 lit. 55	9 lit. 57
	10 lit. 03					9 lit. 76			8 lit. 98		

(1) Dont 595,205 hectolitres produits sous le régime antérieur à la loi du 15 avril 1896 et 197,442 sous le nouveau régime.

(2) Antérieurement à la loi de 1896, il n'était pas accordé décharge de l'accise pour les alcools utilisés à des usages industriels; après enquête, on a évalué à 15,000 hectolitres la quantité d'alcool employée annuellement à ces usages antérieurement à 1897. En 1897, la quantité utilisée avec décharge de l'accise par les industries employant de l'alcool a été de 10,000 hectolitres environ. On estime que la différence de 5,000 hectolitres a continué d'être utilisée sans décharge des droits; cette quantité est comprise dans les chiffres mentionnés pour les années 1897 à 1912.

des années 1890 à 1912.

1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908	1909	1910	1911	1912	1913	1914
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°
736,905	657,163	492,215	658,034	618,726	656,505	667,650	720,626	697,057	710,871	758,645	835,604		
D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D		
736,905	657,163	492,215	658,034	618,726	656,505	667,650	720,626	697,057	710,871	758,645	835,604		
17,857	41,850	10,471	10,622	12,516	12,784	14,058	15,142	17,756	25,806	15,806	17,942		
754,742	669,015	502,684	668,656	651,042	649,287	681,688	735,768	714,775	754,677	754,449	853,545		
58,549	52,287	67,415	161,100	128,101	127,809	108,510	85,852	72,687	94,701	56,990	55,971		
696,595	616,728	435,271	507,556	502,941	521,478	573,578	649,916	642,086	659,976	697,459	817,572		
26,568	40,129	65,172	94,290	96,358	112,297	175,150	251,157	240,140	251,051	288,921	332,241		
670,025	576,599	570,099	413,266	400,585	409,181	400,228	418,779	401,940	588,025	408,538	485,551		
6,759,690	6,826,219	6,893,403	6,961,248	7,029,761	7,098,048	7,168,816	7,239,571	7,310,621	7,423,784	7,501,024	7,579,068		
9 lit. 91	8 lit. 45	5 lit. 57	5 lit. 94	5 lit. 78	5 lit. 76	5 lit. 58	5 lit. 78	5 lit. 50	5 lit. 25	5 lit. 43	6 lit. 40		
				5 lit. 69				5 lit. 67					

(5) La population de 1890, de 1900 et de 1910 s'entend de la population de droit accusée par le recensement décennal. Pour les autres années, la population a été établie d'après une progression constante résultant des chiffres de 1890, de 1900 et de 1910.

(4) La réalité ne répond à cette présomption que pour autant que le stock existant au 1^{er} janvier n'ait subi ni augmentation ni réduction dans le courant de l'année.

Antérieurement à l'année 1896, la consommation annuelle de l'alcool s'élevait en moyenne à 101.03 (1) par habitant.

La loi du 17 juin 1896 en portant le droit d'accise sur les eaux-de-vie de 64 à 100 francs a eu pour effet de réduire cette consommation à 81.98.

L'administration considère que ces données peuvent être regardées comme exactes.

En 1889 intervient la loi établissant un droit de licence et l'on constate que depuis 1893 la consommation serait tombée en moyenne à 51.68 par habitant. Mais ce chiffre est très sujet à caution. Sans doute, la loi du 18 février 1903, qui a élevé l'impôt de 100 à 150 francs, a provoqué une certaine régression mais celle-ci n'a pas eu l'importance accusée par le tableau. Il y a lieu de tenir compte des fraudes qui ont sévi dans les distilleries depuis cette époque et grâce auxquelles de fortes quantités d'alcool ont échappé à la constatation des agents du fisc.

Ces fraudes ont été très sérieusement entravées en 1911, par les mesures complémentaires de surveillance prises en ce qui concerne l'installation des usines et le transport des flegmes ou alcools.

Les mesures en question ont encore été renforcées par la loi du 12 décembre 1912 (surveillance à la sortie et surveillance de la circulation des alcools). Ces mesures sont considérées par l'administration centrale comme tellement efficaces qu'elle croit pouvoir affirmer que les fraudes en matière de distillerie peuvent être considérées comme enrayées dans la mesure du possible.

En ce qui concerne l'année courante il a été déclaré en consommation, pendant les six premiers mois, 287,934 hectolitres d'alcool, soit en moyenne 43,000 hectolitres environ par mois.

Les quantités livrées à la consommation se sont élevées pendant les mois de juillet, août, septembre et octobre à 93,494 hectolitres, soit environ 24,000 hectolitres par mois (2).

(1) Alcool à 50° Gay Lussac température 15° centigrade. Tous les chiffres du rapport sont établis sur cette base.

(2) Production mensuelle de l'alcool indigène pendant les dix premiers mois de 1913 (ces chiffres se rapportent non à l'alcool livré à la consommation mais à la production générale quelque soit sa destination : consommation, dénaturation, exportation, etc.)

Hectolitres.

Janvier	72,619
Février	66,730
Mars	69,129
Avril	64,617
Mai	62,571
Juin	59,928
Juillet	53,819
Août	32,415
Septembre	57,702
Octobre	58,900
Total.	615,430

Le chiffre renseigné par le tableau ci-dessus (page 18) nous donne, pour 1912, une consommation moyenne d'alcool de bouche de 40,000 hectolitres par mois.

Sans préjuger de l'avenir on peut conclure de la comparaison de ces chiffres que la récente augmentation des droits aura pour conséquence une notable diminution de la consommation.

Il serait bien hasardeux de préciser davantage : il se produit, en effet, pour l'établissement de telles statistiques un véritable phénomène de compensation entre deux éléments essentiels : l'augmentation des quantités d'alcool déclarées, due à la répression de la fraude et la diminution de la consommation effective par suite de l'élévation de l'accise.

Cette considération justifie l'extrême prudence que le Gouvernement a apportée à l'évaluation des recettes de 1914.

Enfin, il est intéressant, après avoir dressé, au point de vue absolu, la statistique de la consommation des alcools de bouche en Belgique, de faire la comparaison avec les autres pays :

Consommation par habitant.

	Litres
1 Danemark	9.18
2 France	7.18
3 Autriche	7.10
4 Etats-Unis	7.06
5 Pays-Bas	7.02
6 Suède	6.60
7 Russie	6.12
8 Allemagne	5.70
9 Belgique	5.67
10 Angleterre.	3.50

Cette statistique est toutefois fort incomplète et donnée sous toute réserve.

Elle se rapporte presque entièrement à l'année 1910. Outre qu'il est difficile d'arrêter des chiffres exacts par suite des procédés divers employés dans les différents pays pour la mensuration de l'alcool, j'ai signalé plus haut que la fabrication clandestine, qui existe partout plus ou moins, leur enlève beaucoup de leur force probante.

En Allemagne les chiffres renseignés pour 1909 donnent une consommation de 8 l. 36 et de 5 l. 70 seulement pour 1910. Il est vrai que les droits d'accise ont été augmentés en 1909 et que la propagande antialcoolique individuelle a redoublé d'activité. Ce fléchissement si marqué doit nous encourager, il vient corroborer l'expérience que nous-même avons faite de l'efficacité d'une législation sévère et d'une propagande constante.

Il importe également de donner ici quelques renseignements concernant le nombre des débits de boissons alcooliques et son influence sur la consommation.

Au 1^{er} mars 1912, date de la dernière statistique il existait dans le royaume : 109,448 débitants de boissons alcooliques et 102,651 débitants de boissons fermentées, soit au total 212,099 débits de boissons.

D'après les renseignements que j'ai pu recueillir, la loi du 12 décembre 1912 avait au 13 novembre 1913 amené une réduction de 7 p. c. sur ce chiffre.

La loi belge du 18 mars 1838 établit un impôt sur le débit en détail des boissons distillées alcooliques, il y avait à ce moment en Belgique un débit d'alcool par 89 habitants.

Cette loi fut modifiée et partiellement abrogée par la loi du 1^{er} décembre 1849. Au début de 1850, la proportion n'était encore que de un débit d'alcool par 83 habitants. La progression avait été peu sensible.

Mais à partir de cette date l'augmentation devient beaucoup plus rapide et avait atteint un débit par 52 habitants lors du vote de la loi du 5 juillet 1871 abolissant le droit sur le débit en détail de boissons alcooliques à partir du 1^{er} octobre 1871.

Dès lors l'ascension devient plus inquiétante encore et la proportion atteint en 1889 : un débit par 51 habitants !

Chiffre réellement effrayant, qui n'a pas manqué d'émouvoir les pouvoirs publics. C'est bien-là que nous devons trouver l'origine de la loi du 19 août 1889 établissant le droit de licence.

Les effets bienfaisants de cette taxation nouvelle se sont faits sentir progressivement et, en 1908, au moment où était soumis à la Chambre le projet de loi modifiant la loi de 1889, déposé par l'honorable M. Liebaert, ministre des Finances, la proportion était revenue au chiffre de 1871, un débit d'alcool par 50 habitants environ. — Il est vrai qu'il y a lieu d'y ajouter un nombre considérable de débits de boissons fermentées non alcoolisées — ce qui ramène le nombre total des débits de boissons généralement quelconques à 1 par 34 habitants.

Ce chiffre réserve à la Belgique le triste privilège de se trouver et de beaucoup en tête de la liste ci-dessous.

Belgique	un débit d'alcool par	51 habitants.	
France	—	87	—
Italie	—	170	—
Iles Britanniques. .	—	181	—
Hollande	—	200	—
Autriche	—	204	—
Allemagne	—	246	—
Etats-Unis	—	380	—
Russie	—	1,170	—
Suède	—	3,000	—
Canada	—	9,000	—
Finlande	—	9,000	—
Norwège	—	9,000	—

Je m'empresse, pour la sauvegarde de notre honneur national de rapprocher cette statistique du tableau publié plus haut et donnant la consommation d'alcool par tête d'habitant.

Nous avons heureusement la satisfaction de constater que le Belge n'y occupe que le neuvième rang !

Espérons que ce n'est pas parce que la fraude était, en 1910, organisée chez nous mieux que partout ailleurs !

Il est cependant intéressant d'insister ici sur le peu de concordance qui existe entre ces deux tableaux. Il en résulte en somme très clairement que le nombre des débits d'alcool n'a qu'une influence très faible sur la consommation.

Le Belge est grand amateur de bière et très sociable ; il va au café ou au cabaret plus pour causer que pour boire. Mais encore ne faut-il pas le mettre trop souvent dans l'occasion prochaine de succomber à la tentation.

Ces considérations ont leur importance car elles nous aideront à apprécier à leur juste valeur les *mesures nouvelles contenues dans le Budget des Voies et Moyens de 1914*.

Ces mesures se divisent en deux groupes bien distincts.

Le premier comprend des dispositions d'ordre purement administratif ayant pour objet de renforcer encore la lutte contre la fabrication clandestine et la falsification de l'alcool. On trouvera à ce sujet de plus amples détails à la fin de ce rapport, à l'examen des articles 3 à 8 du projet de loi, articles qui semblent d'ailleurs devoir être approuvés sans réserve.

La section centrale a, par contre, porté spécialement son attention sur les articles 11 à 15. L'article 15 (dispositions transitoires) a soulevé de nombreuses objections.

L'honorable Ministre des Finances en introduisant ces dispositions dans la loi a eu pour but unique de régler les difficultés auxquelles avait donné lieu l'application des articles 20 et 21 de la loi du 12 décembre 1912, supprimant la loi de licence.

Le § 1^{er} de l'article 21 est ainsi conçu : « Si un débit est tenu pour le » compte d'un tiers par un gérant ou autre préposé, le commettant est seul » considéré comme débitant pour l'application de la taxe. »

Cet article d'allures bien anodines a soulevé des tempêtes qui ne sont pas encore apaisées. Pour en apprécier l'importance il faut se rappeler que les brasseurs ont depuis quelques années, pour assurer le placement de leur production, l'habitude de louer ou d'acheter des cafés ou estaminets. Ceux-ci sont exploités pour leur compte, en vertu de contrats de formes variables, et leur bière y est seule vendue.

L'on cite certaines brasseries dont dépendent ainsi plusieurs centaines de débits.

Sur les 212,000 débits existant actuellement en Belgique, 40,000 environ se trouvent dans ce cas.

A qui serait réservé le privilège de l'exemption du droit d'ouverture ?

L'article 21 cité ci-dessus tranchait la question formellement au profit du débitant. Des contestations nombreuses sont nées cependant entre débiteurs et préposés.

Les premières réclamations ont été vives surtout de la part des brasseurs.

L'administration voulant mettre fin à ces discussions a interprété les

intentions du législateur par la circulaire n° 3053 du 31 mai 1913, dont il faut retenir surtout les §§ 42 et 43.

L'interprétation est entièrement favorable aux brasseurs. La circulaire décide que « comme il n'y a qu'un seul privilège et un seul privilégié », c'est « l'intérêt le plus important » qui doit avoir la préférence.

L'intérêt le plus important, c'est d'après l'administration, le brasseur qui « a bâti, acheté ou pris en location » une maison pour en faire un café.

Les brasseurs ont été satisfaits naturellement, mais les préposés ont immédiatement cherché à faire valoir des droits dont ils se croyaient frustrés.

Certains d'entre-eux avaient fait des dépenses considérables pour améliorer le local qu'ils détenaient à titre précaire et former une clientèle qui était bien leur œuvre.

D'autres, préposés par un brasseur à la vente de la bière seulement, avaient acquitté le droit de licence pour leur compte personnel, et voyaient un commettant qui n'avait jamais rien déboursé, profiter à leur détriment de l'exemption de la taxe d'ouverture.

D'où réclamations nouvelles au contentieux et conflits portés devant les tribunaux, où la plupart sont encore pendants.

La multiplicité, la complication, la diversité des cas et l'enchevêtrement des droits acquis rendaient la situation inextricable.

Par la disposition transitoire de l'article 15, le ministre des Finances demande à la Chambre de trancher le nœud gordien. Il reconnaît le droit à la dispense de la taxe d'ouverture aux deux parties en cause.

Désormais, sous les conditions restrictives déterminées au dit article, le préposé comme le commettant aura droit d'ouvrir un débit sans acquitter la taxe.

Le Ministre croyait contenter tout le monde; il paraît, hélas!, que les brasseurs voient cette nouvelle disposition d'un œil jaloux, ils craignent la concurrence de leurs anciens préposés.

Ceux-ci, il faut le reconnaître, méritaient cependant quelques égards.

Pourquoi faut-il que la reconnaissance des droits qu'ils croient pouvoir revendiquer ait pour effet d'augmenter encore le nombre des débits de boissons alcooliques, qui sont déjà légion dans notre pays.

Les préposés sont 40,000 — combien ouvriront un nouveau débit de boissons dans le délai fixé par la disposition transitoire?

Le Département des Finances, très compétent en la matière, estime à 4,000 tout au plus le nombre des débits nouveaux dont la création résultera du vote de l'article 15, mais tout le monde n'est pas aussi optimiste. S'il en était ainsi, le mal ne serait pas très grand et l'on pourrait accepter une solution qui mettrait fin à des conflits désagréables, surtout s'il était possible de placer le remède à côté du mal.

La section centrale a donc été tout naturellement amenée à rechercher le *palliatif nécessaire*.

Il semble bien, tout d'abord, que le relèvement à un taux quasi-prohibitif de la taxe d'ouverture amènerait par voie d'extinction, la disparition de

nombreux débits. Il faut attendre, pour se prononcer, les résultats définitifs de la loi du 12 décembre 1912.

Le remède qui se présente ensuite tout naturellement à la pensée — le plus radical et le plus efficace de tous semble-t-il, est la *limitation numérique des débits d'alcool* proportionnellement à la population.

Un examen plus approfondi de cette solution ne la fait pas apparaître sous un jour aussi favorable.

Nous avons vu que l'influence du nombre des débits sur la consommation était en somme minime.

On a cité comme pouvant être admis comme maximum le chiffre de 1 débit par 50 habitants. C'est la proportion normale depuis 1871 — dépassée par la suppression de la taxe au cours de cette année — et reconquise à la suite de l'établissement du droit de licence. Le législateur belge de 1912 a eu pour intention évidente en établissant la taxe d'ouverture, de maintenir ce chiffre malgré la suppression du droit de licence. Il serait logique d'assurer ce résultat, qui n'a pas été atteint par la loi du 12 décembre 1912 et qui paraît plus menacé encore par les mesures inscrites au présent budget.

Un tel résultat serait cependant insignifiant, et ne vaut guère la peine de légiférer.

Dans les divers pays où l'on a eu recours à la limitation du nombre des débits de boisson pour combattre l'alcoolisme, la proportion adoptée ou proposée était bien plus élevée.

En Hollande les lois du 28 juin 1881 et du 12 octobre 1904 ont fixé le chiffre de :

1	débit	par	400	habitants	dans les localités de plus de 20,000 habitants.
1	—	300	—	—	10,000 —
1	—	250	—	—	moins de 10,000 —

Ce chiffre devait être atteint progressivement par extinction en 20 ans — soit en 1901. Or, à cette date, le nombre des débits qui était en 1881 de 42,000, aurait dû, en vertu de la loi, être ramené à 12,000; en 1899, il était encore de 24,000. 18,000 débits avaient donc disparu au lieu de 30,000 comme l'exigeait la loi, et la consommation n'avait diminué que de 8 1/2 p. c.!

Ces résultats sont peu encourageants et ne nous incitent guère à suivre exemple de nos voisins du nord.

En France, la loi votée par le Sénat le 17 janvier 1911, n'a pas encore reçu l'adhésion de la Chambre des députés. Renvoyée à la Commission, elle y dormira sans doute quelque temps encore.

La proportion adoptée était de 1 débit par 200 habitants avec minimum de 3 débits pour les petites localités.

Une loi analogue à la loi hollandaise et au projet français, soit 1 débit par 200 habitants, nous obligerait à *faire fermer en Belgique 175,000 débits de boissons!!!*

La Belgique proposant seulement le chiffre de 1 débit par 50 habitants paraîtrait presque ridicule.

On ne peut envisager sans appréhension les difficultés que rencontrerait la réalisation d'une mesure sur l'efficacité de laquelle il y a lieu, comme on le voit, de se montrer sceptique. Il faut remarquer en effet que la statistique établissant le chiffre de 1 débit sur 52 habitants est générale et non locale. Dans les villes la proportion est moindre, mais elle descend parfois, à la campagne, à 1 débit par 17 habitants. Première difficulté d'application ! Certaines contrées seraient révolutionnées, d'autres ne se ressentiraient pas de la loi — à moins que l'on n'établisse une proportion différentielle bien délicate à fixer.

Chaque vacance de débit de boissons donnerait lieu à de multiples intrigues, où la politique aurait beau jeu.

Le cabaretier deviendrait presque un fonctionnaire public ou tout au moins un privilégié, ce qui n'est guère conforme à cette tournure d'esprit que l'on a souvent appelée notre tempérament national.

C'est dans l'immunité accordée aux anciens débitants que l'on peut trouver une des causes de l'impopularité du droit de licence, il ne faut pas revenir au régime des inégalités.

De plus on verrait se constituer des sociétés qui chercheraient à éviter les rigueurs de la loi en s'accaparant de nombreux débits de boissons. Le titulaire anonyme serait éternel.

Tous ces inconvénients ne sont ici qu'esquissés mais suffisent à écarter ce moyen. Est-ce à dire qu'il n'y a rien à faire ?

Tel n'est point notre avis.

Ne pourrait-on suppléer à l'insuffisance de la taxe d'ouverture par l'établissement *d'une taxe annuelle sur les débits de boissons* ?

Cette taxe pourrait frapper soit les débits de boissons alcooliques seules, soit les débits de boissons en général.

Cette dernière solution est de loin la meilleure, elle ne ferait pas renaître la vente clandestine.

De plus il est grand temps de réclamer au nom de la moralité publique une réglementation de plus en plus sévère du débit de boisson, surtout dans les grandes agglomérations.

Cet ordre d'idées sort du cadre de mon rapport. Je dois cependant mentionner ici l'initiative d'un membre de la section centrale qui a saisi celle-ci de renseignements convaincants. Il est urgent d'agir énergiquement, et de venir à la rescousse des administrations communales trop souvent impuissantes à assurer la police des bouges.

Si le droit de licence a été condamné, ce n'est certes pas à cause du principe lui-même, qui était excellent, mais à cause de modalités défectueuses.

En 1908, l'honorable M. Liebaert l'avait fort bien compris. Comme je l'ai dit plus haut, il déposa à cette époque un projet de loi qui modifiait le droit de licence et eut peut-être assuré sa durée en atténuant ses défauts.

Ce projet, rapporté par l'honorable M. Francotte, est venu à tomber par suite de la dissolution de 1912.

Quels étaient les principaux reproches que l'on pouvait faire au droit de licence ?

1° Tout d'abord l'immunité accordée aux anciens débiteurs, établissait entre eux et les nouveaux débiteurs, astreints à la taxe, une inégalité irritante.

2° Le montant élevé du droit de licence provoquait la vente clandestine singulièrement favorisée par l'existence de nombreux débits de boissons fermentées non alcooliques.

3° L'uniformité du droit de licence dans une même commune n'était pas équitable.

Une taxe modérée et proportionnée soit à la valeur locative, soit à la patente, ne présenterait aucun de ces inconvénients.

L'une et l'autre serait facile à appliquer.

La base de la valeur locative a, du reste, été admise en Angleterre, où la taxe annuelle est fixée de 250 à 1,250 francs, ce dernier chiffre maximum pour un loyer de 12,500 francs et plus.

Un tel système serait facilité en Belgique par l'obligation récemment imposée de timbrer les baux.

Pour éviter à la mesure tout caractère inquisitorial, on pourrait laisser au débiteur l'alternative entre l'acceptation d'une taxation arrêtée par le fisc, ou la production d'un bail régulier.

Il est évident qu'il ne saurait être question d'un taux aussi élevé que celui de l'Angleterre, la terre promise de la lutte fiscale contre l'alcool.

Une taxe annuelle de 20 à 100 francs sur 212.000 débits de boissons rapporterait de 7 à 10 millions environ.

Pour enlever tout soupçon de fiscalité de la part du gouvernement le produit cette taxe devrait servir d'abord à combler la perte que subit le fonds commun du chef des taxes nouvelles, le surplus devrait aller ensuite aux assurances sociales, dont le nom revient sous la plume chaque fois que l'on entrevoit au budget des possibilités de recettes nouvelles.

Comment pourrait-il en être autrement !

Les quelques remarques qui précèdent n'ont évidemment que la valeur d'une indication ; la section centrale ne peut songer à mettre sur pied en quelques jours des projets de loi sur ces matières difficiles. Je ne me fais guère d'illusion sur l'accueil que recevra, pour le moment du moins une telle proposition. Beaucoup la jugeront téméraire ou tout au moins inopportune.

On peut évidemment penser que cette taxe eut trouvé sa place toute naturelle dans la loi du 12 décembre 1912. Il n'est cependant jamais trop tard pour bien faire.

J'estime pour ma part que, à côté du courage militaire, il existe un courage politique. L'un et l'autre nous poussent à faire notre devoir, même lorsque celui-ci présente du danger ou de réelles difficultés.

Toucher du doigt des maux aussi graves que ceux que je me suis vu forcé de signaler au cours de cette courte étude, et se refuser à y porter remède pour des motifs électoraux, ce serait ravalier la fonction du législateur.

Quelque soit le moyen nouveau auquel le Gouvernement s'arrête pour

accentuer sa lutte continuelle contre l'alcoolisme, la section centrale espère que son intervention sera une fois de plus prompte et énergique.

Ce ne sera, d'ailleurs, que la continuation d'une politique constante. Il serait injuste de considérer comme un fléchissement la suppression du droit de licence et les mesures d'application qu'il nécessite.

Le département des Finances a déposé une arme qu'il savait impopulaire et d'ailleurs peu efficace par suite de la vente clandestine impossible à réprimer; il a eu soin de s'en forger d'autres par la même loi.

Cette loi du 12 décembre 1912, la loi des trois douze, comme on l'appelle dans le monde des distillateurs est, et demeurera, le cauchemar des fraudeurs.

Jamais on n'avait poussé aussi loin la lutte à outrance contre la fabrication clandestine; les effets s'en sont déjà fait largement sentir.

L'élévation considérable des droits d'accise, le réglementation sévère des débits, l'établissement de la taxe d'ouverture, les mesures récentes prises pour empêcher la falsification de l'alcool prouvent largement que le gouvernement n'a pas manqué à son devoir de protection de la santé publique. Voulant rendre hommage à ces efforts, la section a cru pouvoir entériner la disposition de l'article 15 portant dédoublement dans certains cas de la dispense de la taxe d'ouverture.

Plusieurs membres ont estimé cependant que, pour l'avenir, il n'était pas désirable de voir introduire dans le budget des voies et moyens des dispositions, modifiant les lois organiques de l'impôt.

La Chambre peut se trouver dans ce cas dans la pénible alternative ou de refuser les voies et moyens de gouverner à un ministre qui a toute sa confiance, ou d'accepter des modalités, contingentes en somme, mais qui froissent des principes hautement respectables.

En théorie cette manière de voir est inattaquable; il faut remarquer cependant que la méthode de travail de la Chambre rend, en pratique, le recours à ce procédé indispensable dans les cas urgents.

4^e PARTIE. — QUESTIONS POSÉES AU GOUVERNEMENT PAR LA SECTION CENTRALE.

PREMIÈRE QUESTION.

Aucune dépense n'est prévue au budget de 1914 en vue de l'application de la nouvelle loi scolaire.

Combien coûtera l'application de cette loi ?

Où compte-t-on trouver les ressources nécessaires puisque le Budget des Voies et Moyens ne prévoit qu'un excédent de 559,000 francs ?

RÉPONSE.

Le Gouvernement n'avait pas à inscrire au Budget de 1914 des crédits adéquats au surcroît des dépenses devant résulter d'une loi future.

L'exposé des motifs du projet de loi scolaire renferme l'évaluation de

ce supplément de charges pour une année entière (P. P. 38-39). Le montant qui incombera au Budget de 1914 dépendra des dispositions qui seront votées, de l'époque où elles seront mises en vigueur et de la marche plus ou moins accélérée de la nouvelle organisation.

La balance indiquée dans l'Exposé général du Budget de 1914 n'est qu'une prévision; nous sommes accoutumés, depuis trente ans à peu près, à voir le Budget général se clôturer plus avantageusement qu'on ne l'avait prévu au moment de sa présentation aux Chambres.

Rien n'indique un arrêt prochain de la progression annuelle des ressources du Trésor public.

2^e QUESTION.

Le Gouvernement dispose-t-il encore des crédits nécessaires pour les travaux d'achèvement du casernement de l'armée et de la gendarmerie ?

Sinon, quel sera approximativement, le montant des ressources nouvelles qui seraient nécessaires ?

RÉPONSE.

1^o Casernement de l'armée.

Le budget extraordinaire pour le présent exercice (loi du 30 août dernier) renferme, à l'article 42, un crédit de 9 millions de francs dont la destination est libellée ainsi qu'il suit :

« Bâtiments militaires et camps d'instruction; acquisitions, travaux de » construction, d'aménagement, d'amélioration, etc.; ameublement. »

Ce crédit est valable jusqu'au 31 décembre 1913 (article 10 de la loi).

Un crédit similaire sera demandé au budget extraordinaire pour 1914, ainsi que le Gouvernement l'a annoncé dans l'exposé général du budget ordinaire pour le même exercice, au chapitre intitulé : « Les dépenses militaires de premier établissement », ainsi que dans la note préliminaire du projet de budget de la Guerre (article 27).

Des crédits suivront ainsi d'année en année en vue des dépenses de premier établissement des casernes et autres bâtiments militaires, dépenses dont l'évaluation totale a été indiquée dans l'exposé financier présenté aux Chambres le 11 juin 1913 (doc. n° 290 de la Chambre des Représentants). Les charges d'intérêt et d'amortissement à résulter de ces dépenses seront couvertes par les ressources fiscales récemment créées en vue de l'ensemble des nouvelles charges militaires.

2^o Casernement de la gendarmerie.

Les nécessités du casernement de la gendarmerie ne sont pas comparables à celles de l'armée, dont les effectifs, infiniment plus importants, viennent d'être augmentés d'un seul coup dans des proportions très considérables.

La construction, l'agrandissement et l'aménagement de locaux pour la gendarmerie ont suivi les extensions successives du corps.

Les crédits nécessaires pour la continuation du casernement de la gendarmerie seront inscrits annuellement au budget extraordinaire sans qu'il soit question de créer, de ce chef, des ressources nouvelles.

5^e QUESTION.

- 1^o *Comment se présente le compte des chemins de fer pour l'année 1912 ?*
 2^o *Pour 1913, de combien les prévisions de dépenses seront-elles dépassées ?*
 3^o *Les recettes, en 1913, ne seront-elles pas inférieures aux prévisions budgétaires ?*
De combien ?

RÉPONSE.

1 ^o Le compte approximatif de l'exploitation pour l'exercice 1912 accuse un excédent des recettes sur les dépenses de fr.	101,447,738
Les charges des capitaux s'élevant à	108,616,663
Il y a un passif de fr.	4,168,925
2 ^o De 11 millions de francs environ.	
3 ^o Prévisions	347,500,000
Recettes effectives probables	340,000,000
En moins. fr.	7,500,000

4^e QUESTION.

- 1^o *Le Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour 1914 sera-t-il déposé prochainement ?*
 2^o *Monsieur le Ministre ne pourrait-il pas indiquer approximativement, dans la note préliminaire de ce budget, le montant des dépenses qui seront nécessaires pour les années 1915, 1917 et 1917, pour :*
 1^o les chemins de fer, lignes nouvelles;
 2^o les travaux militaires d'Anvers;
 3^o les travaux maritimes d'Anvers, etc. ?

RÉPONSE.

I^o Oui.

II^o Il est impossible d'établir de pareilles évaluations, deux, trois et quatre ans à l'avance. Les travaux d'outillage industriel, notamment, dépendent des nécessités qui se révèlent successivement, des études de détail qui se poursuivent, de la marche des expropriations; le montant des dépenses dépend aussi du résultat des adjudications, etc.

5^e PARTIE. — A. EXAMEN DES ARTICLES DU PROJET DE LOI.TITRE 1^{er}.

DISPOSITIONS DIVERSES.

SECTION I.

Contributions directes, droit de patente des employés.

ARTICLE PREMIER.

« L'article 1^{er} § 1^{er}, de la loi du 30 décembre 1901, contenant le Budget
» des Voies et Moyens pour l'exercice 1902, est abrogé et remplacé par les
» dispositions suivantes :

» Les employés ou commis au service des particuliers, sociétés, entreprises
» ou institutions privées, désignés au tableau n° XI annexé à la loi du
» 21 mai 1819, sont exempts du droit de patente lorsque le montant de leurs
» traitements, salaires et autres émoluments de la dernière année écoulée est
» inférieur à 2,000 francs.

» Lorsque ce montant est de 2,000 à 3,000 francs exclusivement, la coti-
» sation est réglée à raison des deux tiers des dites rémunérations. »

Cet article a pour but d'appuyer sur un texte légal une pratique appliquée depuis de nombreuses années par le fisc dans un but de modération et pour respecter l'égalité proportionnelle entre les contribuables d'une même catégorie.

Taxes sur les revenus et profits réels : Société du Crédit communal.

ART. 2.

« La Société anonyme du Crédit communal est exempte, quant aux intérêts,
» primes et lots d'obligations, de la taxe sur les revenus et profits réels établis
» par la loi du 1^{er} septembre 1913. »

L'article 15 du projet de loi déposé par le Gouvernement le 31 mai 1913, établissant en remplacement du droit de patente proportionnel une taxe sur les revenus ou bénéfices réalisés dans les sociétés par actions, était rédigé comme suit :

« Sont exempts de la taxe :

» 1^o La Société nationale des Chemins de fer vicinaux ;

- » 2° Les sociétés ayant pour objet exclusif soit la construction, l'achat, la
- » vente ou la location d'habitations ouvrières ou d'habitations à bon marché,
- » soit des prêts pour la construction ou l'achat d'habitations de l'espèce ;
- » 3° Les Associations de communes et de particuliers pour l'établissement
- » de services de distribution d'eau ;
- » 4° La Société du Crédit communal, celle du Canal et des Installations
- » maritimes de Bruxelles, et toutes autres qui seraient constituées à l'inter-
- » vention des pouvoirs publics dans un but d'intérêt général.

Un amendement dû à l'initiative de la section centrale a été adopté et le texte définitif de l'article 15 de la loi du 1^{er} septembre 1913 est conçu comme suit :

« Art. 5. — Sont exemptées de la taxe, les sociétés constituées, à l'inter-
 » vention des pouvoirs publics, dans un but d'utilité générale et actuelle-
 » ment exemptes de la patente ».

Dans le rapport de la section centrale, cet amendement était justifié de la manière suivante :

« La section centrale est d'avis qu'il est également dangereux de faire une
 » énumération qui pourrait être inexacte, et de décréter des exemptions en
 » faveur des sociétés à créer dans l'avenir.

» L'objet de la loi est de substituer la taxe au droit de patente ; l'article 15
 » ne doit avoir d'autre but que de sauvegarder les situations acquises en
 » substituant l'exemption de la taxe à l'exemption du droit de patente ».

En vertu du texte nouveau toutes les sociétés existantes au moment du vote de la loi et expressément mentionnées dans le texte proposé par le gouvernement, étaient, en fait, exemptées de la nouvelle taxe, *sauf le Crédit communal*.

Nous ne trouvons nulle part exprimé le motif de cette exclusion.

Le Crédit communal, qui n'était nullement directement visé par la section centrale, a été en somme indirectement victime d'une décision générale dont le principe est excellent. La section centrale a voulu substituer ce principe à une énumération qui aurait ouvert la porte à des adjonctions abusives.

Pourquoi faut-il que le Crédit communal en soit seul victime ?

Les motifs, qui ont amené le Gouvernement à proposer l'exemption en faveur de la Société nationale des chemins de fer vicinaux, de la Compagnie intercommunale bruxelloise des eaux, de la Société du canal et des installations maritimes de Bruxelles militent *a fortiori* en faveur du Crédit communal, dont, en vertu des statuts mêmes, les provinces et communes peuvent seules être actionnaires. Les sociétés ci-dessus nommées, par contre, comptent des particuliers au nombre des leurs.

Le Crédit communal, à son berceau a été moins favorisé que les sociétés analogues qui lui sont postérieures en date. Il est permis de supposer que s'il eut été de quelques vingt ans plus jeune, il eut joui de l'exemption de la patente tout comme la Société nationale des chemins de fer vicinaux.

Le simple examen des chiffres ci-dessous suffit à prouver combien cette situation anormale menace de coûter cher au Crédit communal.

Pour l'exercice 1912, le Crédit communal a payé en 1913 comme droit de patente :

1° A l'Etat, fr. 26,780.89, dont fr. 23,457.71 revenant à l'Etat lui-même et fr. 3,313.18 revenant à la province de Brabant;

2° A la province de Brabant fr. 14.661.07;

3° A la ville de Bruxelles fr. 9,774.07.

L'application au Crédit communal, de la taxe nouvelle, lui imposerait le paiement d'une redevance à l'Etat de plus de fr. 472,614.92, si l'on prenait pour base les chiffres du Bilan au 31 décembre 1912, savoir :

Dividende aux actions	fr.	858,887
Parts de réserves réparties entre les actionnaires »		241,332
Administrateurs et commissaires »		31,000
Coupons des obligations »		10,684,154
	fr.	11.813,373

L'adoption de l'article 2 du Budget des voies et moyens pour l'exercice 1913, ramènerait cette redevance, d'après les éléments actuellement connus du bilan de cette année, à 36,000 francs environ, perçus sur les bénéfices des actions seulement. A cette somme viendrait naturellement s'ajouter les redevances à payer à la Province et à la Commune.

Les conséquences du rejet de l'article 2 sont évidentes : au lieu de pouvoir porter environ 100,000 francs au fonds de réserve, il y aurait lieu de prélever, en vertu de l'article 19 des statuts du Crédit communal, environ 500,000 francs, peut-être davantage, sur le fonds de réserve pour payer le dividende aux actionnaires. L'article 19 des statuts, approuvés par l'arrêté royal du 8 décembre 1860, stipule en effet, que en cas d'insuffisance des bénéfices, un prélèvement de cette nature doit être effectué jusqu'à concurrence d'un dividende de 5 p. c. au profit des actionnaires. Après peu d'années, le fonds de réserve, si nécessaire au fonctionnement de la société, serait épuisé et le dividende ne serait plus assuré au capital versé par les actionnaires, qui sont exclusivement les communes et les provinces du pays. L'établissement des budgets de toutes ces provinces et communes serait troublé, et l'action du Crédit communal singulièrement entravée.

Votre section centrale estime donc que le vote de l'article 2 s'impose à la Chambre, mais là ne se bornent pas les désirs du Crédit communal.

Celui-ci voudrait se voir exempter aussi de la taxe sur les actions. Une telle mesure aurait un tout autre caractère : ce ne serait plus la dispense d'une surcharge, mais un dégrèvement.

La Section centrale n'a pas cru devoir se prononcer sur l'opportunité d'une solution favorable à cette demande : elle se borne à prier l'honorable ministre des Finances de bien vouloir la soumettre à un très bienveillant examen.

SECTION II.

Accises : méthylène, alcool méthylique ; sucres.

ART. 3.

« § 1^{er}. Le Gouvernement est autorisé à réglementer la fabrication et le
» commerce du méthylène et de l'alcool méthylique.

» Il peut, notamment, prescrire la dénaturation de l'alcool méthylique et
» déterminer celles des dispositions des articles 14 à 16 de la loi du 15 avril 1896
» relative à la fabrication et à l'importation des alcools, qui seront appliquées
» dans l'espèce.

» § 2. Toute contravention aux mesures prises en exécution du § 1^{er} sera
» punie d'une amende de 1,000 à 5,000 francs. »

ART. 4.

« Les dispositions des articles 6, 7 et 12 à 14 de la loi du 12 décembre 1912
» relatifs à la circulation des eaux-de-vie et des liqueurs, sont rendues appli-
» cables au transport du méthylène et de l'alcool méthylique et à l'enlèvement
» de ces liquides des usines de production. »

Les dispositions contenues dans l'article 3 et l'article 4 ont pour but de combler une lacune dans la législation sur l'alcool. Cette législation, comme on le sait, permet au Gouvernement de poursuivre une lutte sans merci contre la fraude, surtout grâce à la loi du 12 décembre 1912.

Les alcools méthyliques, ou alcools provenant de la distillation du bois n'étaient pas soumis à cette surveillance rigoureuse, or le méthylène est toxique et ne peut être absorbé sans danger.

Il était à craindre dès lors, vu l'élévation nouvelle des droits d'accises que ces produits fussent détournés de leur destination industrielle et livrés à la consommation.

Outre ces mesures de surveillance, le Département des Finances, justement soucieux de la santé publique vient d'organiser au Département même un service d'analyse des échantillons, qui seront désormais fréquemment prélevés par les agents du fisc dans les débits de boissons.

Il y a lieu de féliciter M. le Ministre des Finances de cette heureuse initiative.

ART. 5.

« § 1^{er}. Tout transport de sucre dans le pays, par quantités supérieures à
» 50 kilogrammes, doit être accompagné d'un document formé dans les condi-
» tions à déterminer par le Ministre des Finances.

» Le vendeur ou l'expéditeur est tenu, en outre, d'inscrire dans un registre,
» l'espèce, la date et le numéro du document de transport, les quantités de
» sucres livrées, le nom et l'adresse exacts des acheteurs ainsi que des destina-
» taires de la marchandise.

» § 2. *Le document et le registre dont il est question au § 1^{er} doivent être représentés aux agents de l'administration à toute réquisition. »*

ART. 6.

« *Tout transport de sucre, non couvert par un document valable, entraîne l'application des dispositions des articles 19, 22 à 25 de la loi du 6 avril 1843, sur la répression de la fraude. Les pénalités prévues par l'article 25 de la loi du 6 août 1849 sur le transit sont, en outre, appliquées aux transports des sucres. »*

ART. 7.

« *Toute contravention non prévue par l'article 6 est punie d'une amende de 1,000 à 5,000 francs, sans préjudice, éventuellement, de paiement des droits fraudés. »*

Les dispositions reprises aux articles 5, 6 et 7 ont, comme les articles 3 et 4, pour but de compléter la législation répressive des fraudes en matière d'alcool. Elles étendent aux sucres les dispositions édictées précédemment à l'égard des glucoses, sirops ou mélasses.

Les développements du budget des voies et moyens font ressortir que « actuellement les distillateurs clandestins utilisent de préférence le sucre. Ils y ont été incités par la diminution que le sucre a subie ensuite de l'abaissement du droit d'accises et principalement par la facilité avec laquelle ils peuvent se procurer cette matière première sans éveiller les soupçons ».

Jusqu'à ce jour la circulation du sucre, déclaré en consommation, n'était soumise à aucune formalité.

Il n'est pas inutile de remarquer que les mesures en question auront un heureux effet aussi pour la répression de la faculté de l'accise du sucre.

Des fraudes de cette nature, relativement importantes ont été découvertes en 1913.

ART. 8.

« *Sont aptes à délivrer des warrants et des cédules par application du § 3 de l'article 1^{er} de la loi du 18 novembre 1862, les tiers auxquels ont été loués ou cédés dans les conditions prévues par l'article 71, § 3, de la loi du 21 août 1903 relative à la fabrication et à l'exportation des sucres, les magasins mentionnés aux articles 31, 54 et 56 de cette dernière loi. »*

Cette disposition a uniquement pour but de mettre fin aux controverses qui se sont élevées à maintes reprises entre l'administration et les intéressés au sujet de l'application de la loi du 21 août 1903 (article 71), relative à la fabrication et à l'importation des sucres.

SECTION III.

Timbre : Titres étrangers; registres; conversion de titres; certificats d'obligations.

ART. 9.

« Par dérogation à l'article 60, IV, 2^e alinéa de la loi du 30 août 1913, le droit de timbre sur les titres étrangers à terme illimité ou d'une durée de plus de cinq ans à partir de leur émission, qui seront soumis au timbrage à l'extraordinaire avant le 6 mars 1914, est réduit ainsi qu'il suit :

» Pour les titres de 100 francs et au-dessous, àfr. 0.10

» Pour ceux de plus de 100 francs jusqu'à 250 francs, à . . . 0.25

» Les titres excédant 250 francs continueront à être timbrés jusqu'au 5 mars 1914, d'après le tarif de l'article 14 du Code du 25 mars 1891. »

Cette disposition a été introduite dans le budget des voies et moyens pour donner satisfaction à un vœu légitime des bourses de commerce.

Les titres de moins de 500 francs sont surtout acquis par la petite épargne. Le type de titres en coupures de 100 francs et même de une livre sterling a souvent été adopté dans ces derniers temps par les Sociétés étrangères.

Un droit de timbre de 50 centimes apparaît comme excessif peut-être au point de vue absolu, mais en tous cas comme disproportionné en comparaison des titres de valeur plus élevée.

L'article 15, § 3 de la présente loi consacre au profit des débiteurs, nouvellement admis à la dispense de la taxe d'ouverture des débits de boissons, le principe de la restitution du droit payé depuis le 14 septembre 1913.

Il a paru à la section centrale, que l'équité imposait une mesure identique en faveur des porteurs de titres, timbrés depuis le 14 septembre 1913, date de la publication de la loi du 30 août.

La section centrale a donc cru pouvoir proposer à la Chambre le vote d'un amendement consacrant cette manière de voir.

Le dit amendement a été rédigé en concordance avec les usages administratifs, de manière à faciliter l'opération de la ristourne, et à assurer la sincérité de la réclamation.

Amendement proposé par la section centrale.

Ajouter à l'article 9 la disposition suivante :

« Pour les titres de l'espèce n'excédant pas 250 francs qui ont été timbrés avant le 1^{er} janvier 1914 au droit minimum de fr. 0.50, les titulaires ou les porteurs sont admis jusqu'au 31 décembre 1915, à se faire restituer, au bureau du timbre extraordinaire, où la formalité a été donnée, la différence entre ce droit et celui qui aurait été perçu d'après le tarif prévu ci-dessus.

» La restitution dont il s'agit est subordonnée à l'annulation du timbre

- » appliqué sur les titres et à l'apposition de la nouvelle empreinte. L'acquit
 » est mis au pied du procès-verbal d'annulation.
 » La restitution ne sera pas accordée si l'administration établit que les
 » titres sont devenus sans valeur, qu'ils ont été enregistrés ou qu'il en a été
 » fait usage dans le sens des articles 15, 67 et 68 de la loi du 25 mars 1891,
 » le tout avant le 14 septembre 1913. »

ART. 10.

- « Les dispositions des articles 12, 3^e, 14, 16, 46, 47 et 48 de la loi
 » du 25 mars 1891 sont rendues applicables aux registres des obliga-
 » tions nominatives de sociétés belges.
 » Sont timbrées sans frais les actions et obligations nominatives de sociétés
 » belges, créées en remplacement de titres au porteur dûment timbrés et dont
 » le timbre sera annulé.
 » Sont exempts du timbre les certificats d'obligations nominatives de sociétés
 » belges. »

Pour des motifs identiques à ceux qui ont été exposés à l'article 9, la section centrale propose à la Chambre le vote de l'amendement ci-dessous, qui s'inspire des mêmes motifs d'équité :

Amendement à l'article 10.

Ajouter à la suite de l'article 10 la disposition suivante :

- « Le Gouvernement est autorisé à restituer les droits de timbre qui ont été
 » perçus depuis le 11 juin 1913 (1) sur les actions et obligations nominatives
 » créées en remplacement des titres au porteur désignés au 2^e alinéa.
 » Le remboursement doit être demandé dans les deux années du paye-
 » ment des droits. Il est subordonné à l'annulation du timbre apposé sur les
 » titres au porteur correspondants aux titres nominatifs. »

SECTION IV.

Fonds communal. — Taxe d'ouverture de débits de boissons.

Fonds communal.

ART. 11.

- « Par modification au § 3 de l'article 2 de la loi du 29 septembre 1906, rela-
 » tive à la répartition du fonds communal et du fonds spécial, les dispositions
 » des §§ 1^{er} et 2 du même article, ayant pour objet de garantir aux communes
 » la distribution d'un minimum de revenus du fonds communal, ne cesseront
 » leurs effets qu'à partir du 1^{er} janvier 1922. »

(1) Date de la mise en vigueur de la loi sur les sociétés commerciales.

*Taxe d'ouverture des débits de boissons.***ART. 12.**

« Par modification au n° 3 de l'article 19 et au n° 4 de l'article 20 de la loi
 » du 12 décembre 1912, concernant la taxe d'ouverture des débits de boissons
 » spiritueuses ou fermentées, n'est pas considéré comme nouveau débitant
 » celui qui transporte son débit dans une autre commune ou partie de com-
 » mune.

» Toutefois, si le taux de la taxe, dans la nouvelle commune ou partie de
 » commune, est plus élevé que dans l'ancienne, le débitant est redevable à con-
 » currence de la différence en plus, d'une taxe supplémentaire ou partielle,
 » selon qu'il a ou non acquitté la taxe antérieurement. »

ART. 13.

« § 1^{er}. Sauf preuve contraire, sont présumés commettants dans le sens du
 » § 1^{er} de l'article 21 de la loi du 12 décembre 1912 :

» 1° Les cercles, sociétés ou associations particulières, relativement aux
 » débits de boissons établis dans les locaux dont ils sont propriétaires ou prin-
 » cipaux locataires ;

» 2° Les brasseurs, distillateurs, liquoristes ou marchands de bières, relative-
 » ment aux débits tenus par d'autres personnes dans les locaux dont ils sont
 » propriétaires ou principaux locataires et où sont vendues les boissons de leur
 » fabrication ou faisant l'objet de leur commerce.

» § 2. Le commettant est responsable des impositions relatives au débit ; à
 » défaut de paiement par le préposé, il peut être poursuivi par voie directe. »

ART. 14.

« La taxe d'ouverture n'est pas due en cas d'apport d'un débit dans une
 » société dont l'ancien débitant ou ses ayants-droits font partie, elle n'est pas
 » due non plus dans le cas où la société change de forme. »

*Dispositions transitoires.***ART. 15.**

« § 1^{er}. La qualité d'ancien débitant établi à la date du 9 décembre 1912, ne
 » sera reconnue aux cercles, sociétés, associations ou commerçants désignés au
 » § 1^{er} de l'article 13 que s'ils ont fait reconnaître ladite qualité avant le
 » 1^{er} novembre 1913 ou avant le 1^{er} février 1914 dans le cas où ils auraient
 » ignoré ce premier délai.

» § 2. Celui qui, personnellement patenté, tenait à la date du 9 décembre
 » 1912, un débit pour lequel un tiers s'est fait reconnaître en qualité de com-
 » mettante, ne sera pas considéré comme nouveau débitant s'il s'établit pour son
 » compte personnel avant le 1^{er} janvier 1917 ou au plus tard dans les six mois
 » qui suivront l'expiration du terme obligatoire en cours d'un bail dont il serait
 » dûment justifié. »

« § 3. Il sera fait restitution de la taxe d'ouverture qui aurait été payée par
 » les personnes ou sociétés pouvant bénéficier des dispositions qui précèdent,
 » à la condition qu'elles en fassent la demande, au directeur provincial des
 » contributions, avant le 1^{er} avril 1914. »

Les articles 12 à 13 trouvent un commentaire détaillé dans les considérations exposées au chapitre du présent rapport qui traite du régime de l'alcool.

TITRE II.

Voies et Moyens.

ART. 16.

« Les impôts directs et indirects, en principal et centimes additionnels au
 » profit de l'Etat, existant au 31 décembre 1913, seront recouvrés pendant
 » l'année 1914 d'après les lois et les tarifs qui en règlent l'assiette et la per-
 » ception. »

ART. 17.

« Les recettes ordinaires de l'Etat pour l'exercice 1914 sont évaluées à la
 » somme de huit cent et sept millions trois cent et treize mille cinq cent vingt-
 » quatre francs (807,313,524 francs), conformément au tableau ci-annexé »

B. — EXAMEN DE QUELQUES ARTICLES DU TABLEAU

Le détail des recettes à effectuer par l'Etat au cours de l'exercice de 1914, ainsi que l'évaluation de ces recettes, mise en regard de l'énumération des recettes effectives des années précédentes est publié à la suite du projet de loi contenant le budget des voies et moyens.

Il pourra y être facilement consulté. Il a donc paru inutile de reproduire entièrement ces tableaux en annexe au présent rapport.

On trouvera ci-dessous quelques courtes remarques au sujet de certains articles du tableau I, qui présentent un caractère un peu spécial.

Les autres articles se rapportent à des recettes perçues depuis nombre d'années déjà et dont les fluctuations sont normales.

ART. 3 du tableau.

Patentes (principal et 20 p. c. additionnels).

Produit moyen réalisé pendant les cinq dernières années (1908-1912)	 fr.	16,276,879
Evaluation pour 1913.		17,500,000
Evaluation pour 1914.		9,500,000
	Diminution :	8,000,000

La loi du 1^{er} septembre 1913 a supprimé la patente des sociétés par actions et l'a remplacé par une taxe sur les revenus ou produits réels.

La diminution de ce chef est évaluée à fr. 9,000,000. Le relèvement de la patente des banquiers, agents de change, etc., etc., produira, par contre, une recette de 1,000,000 environ.

Le déficit escompté est donc réduit à 8,000,000, mais est largement compensé par la recette inscrite à l'article suivant qui figure pour la première fois au budget des voies et moyens.

ART. 4 du tableau.

Taxe sur les revenus ou bénéfices réalisés dans les sociétés par actions et dans certaines professions financières ou industrielles. 18,000,000

Cette recette entièrement nouvelle sera perçue en vertu de la loi du 1^{er} septembre 1913.

L'évaluation, forcément approximative, ne prête donc à aucun commentaire.

ART. 5 du tableau.

Taxe sur les automobiles et autres véhicules à moteurs . . . 1,500,000

Cette taxe sera perçue en vertu de la loi du 2 Septembre 1913. Même remarque que pour l'article 4.

ART. 6 du tableau.

Taxe sur les spectacles cinématographiques. fr. 500,000

Recette nouvelle opérée en vertu de la loi du 3 septembre 1913.

ART. 7 du tableau.

Redevance fixe sur les mines :

Recette effectuée en 1912 fr. 579,596

Evaluation pour 1913 680,000

— 1914 29,000

Diminution. . . fr. 651,000

La loi du 1^{er} septembre a supprimé la redevance proportionnelle sur les mines. Désormais la redevance fixe sera seule perçue. La recette moyenne de cette taxe a été au cours des cinq dernières années de 29,000 francs. Chiffre auquel est évaluée la recette de 1914.

ART. 8 du tableau.

Douanes.

Recette moyenne des cinq dernières années (1907-1912) fr. 61,999,695

Evaluation de recette pour 1913 67,270,650

Evaluation de recette pour 1914 72,051,000

Augmentation . . fr. 4,760,350,000

Les évaluations ci-dessus sont établies après prélèvement de la part de ces recettes devant être versées au fonds communal créé par la loi du 18 juillet 1860 (abolition des octrois) et du fonds spécial créé par la loi du 19 août 1889.

On trouvera le relevé détaillé de ces prélèvements aux pages 13 et 32 (note 1) du projet de Budget des Voies et Moyens pour 1914.

ART. 9 du tableau.

Accises.

Recette moyenne pour les cinq dernières années (1908-1912).	fr.	82,809,536
Evaluation pour 1913.		87,396,500
Evaluation pour 1914.		94,703,500
Augmentation	fr.	7,307,000

Les éléments multiples qui influencent la perception des droits d'accise sur les eaux de vie indigènes ne permettent point d'évaluations certaines, il est encore bien plus impossible de déterminer la proportion dans laquelle chacun de ces éléments influence le rendement de l'impôt.

Il est certain que l'augmentation des accises amène une diminution de la consommation. Celle-ci est-elle compensée par l'élévation des droits?

La répression de la fraude diminue la fabrication clandestine, peu de produits échappent désormais au fisc, mais par un jeu de balance, la fabrication diminue aussi au point de vue absolu dans les distilleries qui établissaient leurs prix de revient en tablant sur un bénéfice illicite.

Le Gouvernement ignore si la plus-value escomptée proviendra de l'une ou l'autre de ces causes.

On ne peut donc faire état de cette plus-value dans le calcul du rendement des nouveaux impôts.

ART. 11 du tableau.

Enregistrement et transcription.

Produit moyen des cinq dernières années (1908-1912)	fr.	39,749,924
Evaluation pour 1913		44,000,000
Evaluation pour 1914		49,000,000
Augmentation.	fr.	5,100,000

Cette augmentation, d'après la note préliminaire du Budget des Voies et Moyens est due entièrement à l'application de la loi du 30 août 1913.

L'évaluation paraît très modérée car l'on n'a tenu aucun compte de la plus-value annuelle qui a été considérable dans ces dernières années.

Cette plus-value de 1911 à 1912 dépasse 3 millions.

Les recettes de 1913 (10 premiers mois) s'élèvent à 35,483,547 francs.

On n'atteindra que péniblement l'évaluation prévue (44,000,000) et ce grâce à des recettes assez importantes provenant de l'application de la nouvelle loi.

ART. 14 du tableau.

Successions.

Produit moyen des cinq dernières années (1908-1912) . fr.	26,545,264
Évaluation pour 1913	28,000,000
Évaluation pour 1914	32,100,000
Augmentation. fr.	4,000,000

La recette nouvelle est évaluée à 6,600,000 francs (loi du 30 août 1913), Elle provient du relèvement de certains taux et des mesures préventives et répressives de la fraude.

Par contre le projet de budget se montre d'une extrême prudence dans l'évaluation des recettes devant provenir de l'application de l'ancienne loi. Un fléchissement assez sérieux ayant été constaté pour les neuf premiers mois de 1913, on ne prévoit pour 1914 qu'une somme de 23,500,000 francs de ce chef.

Les recettes des 10 premiers mois de 1913 s'élèvent à 18,936,832 francs. Les 2 derniers mois donnent probablement 4,000,000. Il y aura donc déficit sur les évaluations pour 1913.

ART. 19 du tableau.

Péages. Rivières et canaux.

Recette moyenne des 5 dernières années	2,363,234
Évaluation pour 1913	2,500,000
Évaluation pour 1914	2,700,000

L'augmentation de ce poste du budget est régulière et normale.

La question de la navigation intérieure étant à l'ordre du jour, on a fréquemment réclamé dans ces derniers temps la suppression des péages sur les canaux, fleuves et rivières.

Il est cependant difficile de ne pas rapprocher le faible rendement des péages, des sommes considérables qui ont été dépensées pour la normalisation et la canalisation de nos voies d'eau intérieures.

Ce dégrèvement insignifiant n'aurait guère d'effet sur le trafic et ne compenserait pas l'abandon du principe du péage, qui est de nature à retarder peut-être la réalisation de certains travaux de toute première nécessité.

ART. 23 du tableau.

Chemins de fer.

Recette de 1908.		262,637,604
— 1909.		274,842,938
— 1910.		302,085,243
— 1911.		306,488,365
— 1912.		323,527,288
Evaluation pour 1913.		347,500,000
— 1914.		352,300,000
Augmentation.		4,800,000

Il résulte de la réponse du Gouvernement à une question de la section centrale que la moins-value sur les prévisions adoptées pour 1913 seront probablement de 7,500,000 francs.

Cette constatation suffit à justifier la prudence que l'on apporte dans l'évaluation des recettes probables de 1914.

La plus-value prévue n'est que de 4,100,000 francs, tandis que le budget des dépenses ordinaires du chemin de fer est en augmentation de 10 millions 440,965 francs, soit 236,043,784 francs pour 1913 et 246 millions 484,749 francs pour 1914.

A cette dépense vient s'ajouter naturellement la part du chemin de fer dans le service de la dette consolidée et des bons du trésor.

Si les prévisions ci-dessus devaient se réaliser sans amélioration, le déficit du chemin de fer s'accroîtrait donc cette année.

Cette remarque est de nature à nous pousser à réaliser l'industrialisation du chemin de fer dans le plus bref délai possible.

ART. 43 du tableau.

Part réservée à l'Etat dans les bénéfices de la Banque Nationale de Belgique.

Recette moyenne des cinq dernières années (1908-1912).	. . fr.	5,472,705
Evaluation pour 1913.		2,600,000
Evaluation pour 1914.		8,600,000
Augmentation.		6,000,000

L'article 43 du Budget des voies et moyens de 1914, comporte une augmentation très notable — 6,000,000 de francs — qui ne peut manquer d'attirer l'attention.

Les développements du budget justifient cette prévision optimiste en ces termes :

« Après avoir dépassé 6,000,000 en 1910 et en 1911, la part attribuée à l'Etat, en 1912, s'est élevée à 8,278,800 francs; elle atteindra probablement 11 millions en 1913. L'état des affaires permet de prévoir avec modération 8,600,000 francs en 1914 ».

On a fait remarquer que le Gouvernement profitait ici largement d'une situation malheureuse pour le commerce et que l'espoir d'une amélioration du marché de l'argent rendait cette recette trop aléatoire pour que l'on puisse y compter d'une manière absolue.

Ces deux objections sont aussi peu fondées l'une que l'autre.

La recette en question provient de l'application de la loi du 26 mars 1900 concernant l'organisation de la Banque nationale dont l'article 7bis est ainsi conçu :

« Art. 7bis. — Le bénéfice résultant pour la Banque de la différence » entre l'intérêt de 5 1/2 p. c. et le taux d'intérêt perçu par cette institution » est attribué à l'État. »

C'est donc bien l'élévation actuelle du taux de l'e compte qui est la cause de l'augmentation de la recette prévu à l'article 115

Mais l'État n'est pour rien dans cette situation. Il serait injuste de lui reprocher d'en profiter; si cette recette n'entrait pas dans les caisses du Trésor, elle viendrait augmenter les bénéfices de la Banque Nationale au profit de ses actionnaires seuls, et non de la collectivité.

De plus l'État subit un préjudice au moins équivalent du chef de relèvement du taux de l'argent, préjudice qu'il est facile de constater au Budget de la dette publique. Il s'établit donc ici une véritable compensation.

Cette simple remarque suffit à mettre à néant la deuxième objection relevée plus haut. Cette recette n'est point aléatoire puisque sa disparition entraîne pour l'État une diminution de dépenses au moins équivalente, par suite des facilités considérables qu'il trouverait soit pour la consolidation des bons du Trésor soit pour le placement de ceux-ci à un taux plus avantageux.

ART. 49 du tableau.

Chemins de fer vicinaux.

Recette moyenne pour les cinq dernières années (1908-12). fr.	2,698,656
Evaluation pour 1913	3,300,000
Evaluation pour 1914	3,800,000
Augmentation	500,000

Il n'est pas inutile de rappeler ici quelle est la situation actuelle de l'État à l'égard de la Société nationale des Chemins de fer vicinaux.

L'État liquide chaque année les engagements pris en une annuité qui est soldée à la date du 30 juin.

L'annuité payée par l'État au 30 juin 1913 s'élevait à fr. 4,589.50 correspondant à une intervention de 130,582,000 francs dans le capital de 304,708,000 francs.

Au 15 novembre 1913, le capital total des lignes concédées à la Société Nationale est de 370,948,000 comportant une intervention de l'État de 163,544,000 francs.

Si l'on rapproche ces chiffres de la prévision de recette pour 1913 — soit

5,800,000 francs, on constate que la charge annuelle que les vicinaux imposent à l'Etat est de plus de 800.000 francs.

Il est vrai que les recettes de beaucoup de ces lignes sont en augmentation continuelle, mais d'autre part la création constante de lignes nouvelles viendra occasionner de nouvelles charges.

La cherté du taux de l'argent fait aussi sentir ici son influence. La rente à garantie par l'Etat, les provinces et les communes qui, il y a quelques années, n'était que de fr. 5.65 p. c., a augmenté progressivement.

Elle atteint aujourd'hui près de 4.40 p. c.

CONCLUSION.

Le budget des voies et moyens embrasse l'ensemble des intérêts financiers de l'Etat. Il est impossible de condenser cette vaste matière en un cadre imité.

Votre rapporteur s'est cependant efforcé de jeter un coup d'œil d'ensemble sur la situation et de vous la présenter sous son aspect réel.

Tout nous permet, pour l'avenir, d'avoir confiance dans les ressources inépuisables de notre agriculture, de notre commerce et de notre industrie : nous ne pouvons cesser cependant de les outiller, sans nous inquiéter de sacrifices onéreux sans doute, mais combien féconds !

Les chemins de fer, les ports, les voies de navigation intérieure appellent donc notre sollicitude.

Nous devons aussi à notre peuple si laborieux, la prompte solution des problèmes sociaux actuellement à l'ordre du jour.

Grâce à la continuation de cette politique sagement progressive, la Belgique peut entrevoir une nouvelle ère de paix et de prospérité !

La section centrale a bien voulu approuver le présent rapport par 4 voix et une abstention.

Par 4 voix contre 1, elle adopte le budget des voies et moyens pour l'exercice 1914.

Le Rapporteur,

FERNAND DE WOUTERS.

Le Président,

F. SCHOLLAERT.

46

ANNEXE

RELEVÉ DES LOIS CONSENTANT DES DÉGRÈVEMENTS DE 1884 A 1913.

Contributions directes.

DATE.	OBJET.	CONSÉQUENCES.
9 août 1889 et 18 juillet 1895.	<i>Contribution personnelle.</i> — Habitations ouvrières.	Alors qu'en 1889, 80,079 ouvriers ont bénéficié de cette exemption à concurrence de 745,185 francs, en 1913, on comptait 257,352 exemptés pour 2,762,751 francs.
11 avril 1895.	<i>Contribution personnelle.</i> — Exemption totale ou partielle (1/2) pour les maisons dont la valeur locative ne dépasse pas un certain chiffre fixé suivant la population des communes.	Indépendamment d'un grand nombre de contribuables totalement exemptés de l'impôt, 37,000 ont, en 1912, bénéficié de la réduction de moitié. On peut évaluer à plus de 200,000 francs le total des dégrèvements résultant de l'application de cette loi.
29 décembre 1899.	<i>Droit de patente.</i> — Réduction du droit de patente des bateliers.	Le droit dû par tonneau a été réduit de moitié et il n'est plus tenu compte du nombre de voyages effectués. 5,700 bateliers ont profité de cette réduction dont le montant total atteint 95,000 francs environ.
30 décembre 1901.	<i>Droit de patente.</i> — Exemption des petits employés.	Cette exemption a été consentie à 20,000 employés environ et le montant du dégrèvement s'élève au moins à 100,000 francs.
30 décembre 1905.	<i>Contribution personnelle.</i> — Exemption aux cultivateurs proprement dits pour les chevaux qu'ils emploient principalement à l'agriculture et accessoirement à la selle et à l'attelage de voitures suspendues.	4,000 cultivateurs ont bénéficié de cette exonération à concurrence d'une somme de 100,000 francs.
30 décembre 1910.	<i>Droit de patente.</i> — Exemption à de nombreux petits artisans travaillant seuls ou aidés seulement de leur famille.	Cette exemption s'étend à plus de 8,500 petits artisans qui, sous l'empire de l'ancienne législation, payaient à l'Etat plus de 100,000 francs de patente.

Douanes.

DATE.	OBJET.	Conséquences. — (Degrèvement annuel).
		Francs.
Loi du 30 juin 1887.	Réduction des droits d'entrée sur le café . . .	850,000
Loi du 30 janvier 1892.	Réduction des droits sur :	
	sur les bœufs, brebis et moutons . . .	75,000
	les bières en cercles	50,000
	le gibier	35,000
	les pruneaux importés en tonneaux de 180 kilo- grammes au moins ou en sacs de 80 kilogrammes au moins, poids brut, sans emballage intérieur.	70,000
	les poteries communes non dénommées	»
	Suppression des droits sur :	
	les chaînettes de toute longueur, servant à la fabrication de la bijouterie et de l'orfèvrerie. .	»
	les tresses autres que de coton, de paille, en sparte, en écorce, en fibre de palmier ou en erin pour la fabrication des chapeaux. . . .	»
Loi du 12 juillet 1893	Réduction des droits sur les bois de construction et d'ébénisterie, autres que de chêne et de noyer.	430,000
	Suppression du droit d'entrée sur le cacao en fèves, les pelures et le beurre de cacao . . .	160,000
	Réduction des droits sur :	
	les fils	100,000
	un certain nombre de produits classés dans la catégorie des « produits divers pour l'industrie » et qui suivaient précédemment le régime de la « mercerie et quincaillerie »	»
	Suppression des droits sur le vieux fer et réduc- tion du droit sur la fonte brute, le fer ébauché et les massiaux en fer, l'acier fondu brut, les brames et les blooms et les billettes et largets .	120,000
	Suppression des droits sur :	
	le fer-blanc non ouvré.	50,000
	les peaux de chèvre et de mouton tannées en croûte et de chevreau mégies en croûte	26,000

N. B. Les conséquences des lois de dégrèvement ont été indiquées dans la mesure où il a été possible de le faire.

DATE.	OBJET.	Conséquences — (Degrèvement annuel).
		Francs.
Loi du 50 décembre 1896.	Autorisation de ranger dans la catégorie des « produits divers pour l'industrie » les articles classés sous une autre rubrique du tarif et qui sont destinés à être adaptés à des machines, mécaniques et outils ou à servir d'accessoires à ces appareils	»
	Réduction des droits sur les poutres sciées . . .	40,000
	Réduction des droits sur les vins importés autrement qu'en bouteilles	170,000
Loi du 9 août 1897.	Suppression des droits sur les thés	60,000
Loi du 28 décembre 1897.	Réduction du droit d'entrée sur les raisins frais écrasés importés en récipients de 400 kilogrammes au moins, poids brut	»
	Exemption des droits d'entrée sur les pièces de bois en grume ou non sciées, ayant moins de 1 ^m .90 de longueur, destinées à la fabrication de pâtes à papier et de fibres de bois. . . .	»
Loi du 17 mai 1898.	Réfaction pour tare de 20 p. c. sur le poids des betteraves importées en vrac	»
Loi du 29 décembre 1899.	Réduction du droit d'entrée sur les eaux distillées de fruits ne renfermant pas plus de 3 p. c. d'alcool.	»
	Dégrèvement de la caséogomme ou caséine préparée à l'aide d'alcalis pour des usages industriels.	»
	Abaissement à 5 p. c. ad valorem du droit de 15 p. c. ad valorem afférent aux peaux et plumes d'oiseaux ayant reçu une certaine préparation	»
	Réduction du droit d'entrée sur les fleurs en faïence ou en porcelaine.	»
	Dégrèvement du jus d'épine vinette pur. . . .	»
	Autorisation pour le Ministre des Finances d'admettre en franchise de droits les matériaux servant à la construction, à l'armement, au gréement et à l'ameublement des navires et bateaux, non exemptés des droits d'entrée par le Tarif des douanes	150,000

DATE.	OBJET.	Conséquences. — (Dégrèvement annuel).
		Francs.
Loi du 51 décembre 1900.	Abaissement à 20 francs l'hectolitre du droit de 60 francs l'hectolitre sur le moût de vin (jus de raisin non fermenté) stérilisé, sans alcool et logé en bouteilles	»
	Exemption pour une période de trois années, des droits d'entrée afférents aux rouleaux compresseurs à vapeur servant au cylindrage de l'empierrement des routes	6,300
	Autorisation d'accorder, à titre de réciprocité, l'exemption des droits d'entrée pour les emblèmes officiels, tels que drapeaux, sceaux, écussons et autres objets du même genre, destinés à l'usage des consulats étrangers établis dans le pays	»
Loi du 50 décembre 1901.	Suppression des droits d'entrée sur les bois de fusils et les pierres à feu.	»
	Réduction de 30 francs à 15 francs les 100 kilogrammes du droit sur les peaux de mouton dites « peaux paille ».	»
Arrêté royal du 10 février 1902.	Exemption des droits d'entrée de divers produits appartenant à la classe des « parfumeries » . . .	20,000
Loi du 27 décembre 1902.	Réfaction pour tare de 20 p. c. sur le poids net des cafés importés en parche ou parchemin . . .	»
	Exemption définitive des droits d'entrée sur les rouleaux à vapeur servant au cylindrage de l'empierrement des routes	»
	Dispense du paiement de l'amende ainsi que des droits ou de la valeur en cas de perte, par suite de force majeure dûment constatée, de marchandises expédiées en transit sous surveillance douanière	»
Loi du 18 février 1903.	Suppression du droit d'entrée sur le café non torréfié.	3,000,000
	Abaissement de 15 francs à 10 francs les 100 kilogrammes du droit d'entrée sur le café torréfié . .	8,000

DATE.	OBJET.	Conséquences. — (Dégrèvement annuel).
		Francs.
Loi du 21 août 1903.	Réduction des droits d'entrée sur : les sucres, les sirops et mélasses le cacao préparé. les conserves alimentaires au sucre Suppression du droit d'entrée sur les betteraves .	» 160,000 » 150,000
Loi du 28 décembre 1904.	Libre entrée 1° des peaux d'oiseaux décolorées, blanchies ou teintes non autrement apprêtées ni montées; 2° des plumes d'oiseaux simplement dégraissées, décolorées, blanchies ou teintes, non racées	3,000
Loi du 16 juin 1905.	Exemption des droits d'entrée sur certains fils d'acier employés à la confection des montures de parapluies ou parasols, ainsi qu'à la confection de garnitures de cardes Réduction au droit de 3 francs les 100 kilogrammes, du droit de 10 p. c. « ad valorem » sur les tôles ou feuilles d'aluminium découpées en rond ou suivant croquis Modification du régime de douane : des objets rangés dans la catégorie de la « Mercerie et Quincaillerie » des ouvrages en fer ou en acier spécialement dénommés des bouteilles, fioles, bonbonnes, dames-jeannes et tourées Réduction des droits d'entrée sur : la lingerie de toute espèce garnie les vêtements autres qu'en soie, pour femmes garnis les impressions lithographiques en plus de deux couleurs les carnets à images ou dessins les tissus de coton mélangé de soie, le coton dominant en poids	5,000 2,500 206,000 60,800 » 16,000 36,000 62,700 2,500 18,000

DATE.	OBJET.	Conséquences. — (Dégrèvement annuel.
		Francs.
Loi du 30 décembre 1905.	Réduction des droits d'entrée sur : les bananes en régime ou détachées de leur tige . les boutons en porcelaine pour la fabrication des bouchons mécaniques	10,000 »
	Suppression des droits d'entrée sur : les tissus caoutchoutés, doublés ou non de feutre, spécialement fabriqués pour la confection de rubans de cardes	12,000
Loi du 24 décembre 1906.	Réduction à 1 franc les 100 kilogrammes des droits d'entrée de 2 ou 3 francs les 100 kilogrammes, sur les fils d'acier, clairs ou galvanisés, d'un diamètre inférieur à 5 millimètres, et d'une résistance de 120 kilogrammes au moins par millimètre carré, destinés à la fabrication des câbles et des cordes	13,000
Loi du 23 décembre 1907.	Réduction du droit d'entrée sur les pièces de bois sciées sur les quatre faces, mesurant au moins 0 ^m 25 x 0 ^m 25 d'équarrissage	»
	Suppression des droits d'entrée sur les fils d'acier pour la confection de montures de parapluies ou de parasols, importés en rouleaux.	»
	Assimilation des tubes et tuyaux en fer ou en acier recouverts d'une enveloppe de tissu enduite de goudron ou d'asphalte, aux produits de même espèce simplement goudronnés ou enduits de minium.	»
Loi du 30 décembre 1908.	Réduction du droit d'entrée sur les galets en poterie émaillée destinés à la fabrication de roulettes pour meubles	»
Loi du 29 décembre 1909.	Exemption des droits d'entrée sur le diastafor destiné à des usages industriels et préalablement dénaturé	»
Loi du 30 décembre 1910.	Exemption des droits d'entrée sur les extraits de malt destinés à des usages industriels et préala- blement dénaturés	»

Enregistrement.

DATE.	OBJET.	CONSÉQUENCES.
11 juin 1887	Timbre sur les polices d'assurance. Abrogation de la loi du 26 août 1888	Dégrèvement annuel : environ (1). fr. 1,000,000
17 juin 1887	Echange de biens ruraux non bâtis. Réduction du droit d'enregistrement et exemption du droit de transcription	Id. id. 80,000
3 août 1887	Baux de toute nature. Réduction du droit d'enregistrement	Id. id. 120,000
28 avril 1888	Certificats de vie et pétitions pour pensions inférieures à 2,000 francs. Exemption du droit de timbre.	Id. id. 20,000
31 décembre 1888	Prestations de serment. Réduction du droit d'enregistrement	Id. id. 25,000
9 août 1889-30 juillet 1892	Habitations ouvrières. Exemption et réduction des droits d'enregistrement et d'hypothèque	Id. id. 200,000
6 septembre 1895	Mandats à ordre. Exemption de l'enregistrement	Id. id. 75,000
21 mai 1897	Petites propriétés rurales. Réduction des droits d'enregistrement et de transcription	Id. id. 260,000
13 mai 1905	Actes de partage. Modification des droits d'enregistrement et d'hypothèque.	Id. id. 400,000

(1) Chiffres approximatifs à l'époque où les dégrèvements ont été décrétés. Depuis lors, ces chiffres ont été dépassés d'année en année.

Accises.

DATE.	OBJET.	CONSEQUENCES.
-------	--------	---------------

Bières et vinaigres.

20 mai 1898.	Loi exemptant de tout droit d'accise la fabrication des vinaigres de pommes, de poires ou de miel indigène.	Mesure prise principalement pour favoriser l'apiculture.
--------------	---	--

Acide acétique

Arrêté royal du 14 mars 1903, pris en exécution de la loi du 11 juin 1897.	Réduction du taux du droit d'accise sur l'acide acétique.	Le droit d'accise sur l'acide acétique, qui était de fr. 1.80 par hectolitre et par kilogramme d'acide acétique obtenu, a été réduit à fr. 0.95 par kilogramme d'acide acétique monohydraté. Cette mesure a été prise dans l'intérêt de l'industrie nationale.
--	---	--

Eaux-de-vie.

15 avril 1896.	a) Décharge totale ou partielle des droits pour les alcools destinés à certains usages industriels. b) Décharge supplémentaire de l'accise pour perte à la rectification sur les alcools et les eaux-de-vie rectifiés lorsqu'ils sont exportés ou dénaturés pour des usages industriels avec exemption totale des droits.	Les industries admises jusqu'à ce jour à bénéficier de cette décharge sont les suivantes : Fabrication des éthers, de la soie artificielle, de la résine pure destinée à la vente, des vernis et du vinaigre; dorure des cadres; épuration et lavage des huiles brutes; gazage des ficelles; fabrication de peptones à l'aide de levures de brasseries; fabrication de feutres et chapeaux, de fulminate de mercure, de produits pharmaceutiques ou chimiques d'où l'alcool est entièrement éliminé au cours de l'opération; fabrication des simili-cuirs, de collodion utilisé dans l'usine même, d'ouates antiseptiques et médicamenteuses, de couleurs d'aniline, de fleurs artificielles, de savons transparents, du tannin, de produits pyrotechniques et de poudre sans fumée. Cette mesure a favorisé la plupart des industries nationales qui font usage d'alcool et a permis à diverses industries de s'implanter en Belgique, notamment celles des éthers et de la soie artificielle. En vertu de l'arrêté royal du 15 juin 1915 (<i>Moniteur</i>, nos 167-168) cette décharge supplémentaire est actuellement fixée comme suit : 1° A 1 p. c. pour les eaux-de-vie ou alcools rectifiés titrant 40° ou plus de l'alcomètre de Gay-Lussac, température 15°, lorsque ces produits sont exportés; 2° A 1 1/2 p. c. pour les alcools rectifiés titrant 90° ou plus, température 15°, lorsqu'ils sont dénaturés pour des usages industriels avec exemption totale des droits. Cette décharge supplémentaire a pour conséquence de compenser le déchet résultant de la rectification des flegmes ou des alcools bruts.
----------------	---	--

DATE.	OBJET.	CONSÉQUENCES.
-------	--------	---------------

Glucoses, maltase, sirops et sucre interverti.

19 mai 1898.	a) Déduction en compensation du déchet résultant de l'épuration des jus saturés et de la perte provenant de la fabrication.	Cette déduction, dont le montant a été fixé par l'arrêté royal du 27 juillet 1898 (<i>Moniteur</i> n° 212) à 10 p. c. de la partie de jus déclarée, a pour conséquence d'exonérer de l'impôt les quantités perdues au cours de la fabrication et de l'épuration des jus.
	b) Décharge des droits pour les glucoses exportées.	Mesures ayant pour conséquence de permettre à l'industrie nationale des glucoses de lutter plus favorablement sur les marchés d'exportation.
	c) Décharge des droits pour les glucoses dénaturés destinés à des usages industriels non alimentaires.	Jusqu'à présent, cette décharge a été accordée pour les glucoses employés dans les industries de la filature, du tissage, de l'apprêtage des tissus, de la teinturerie et de la tannerie; dans la fabrication des cartes à jouer, du cirage, des papiers parcheminés et du glaçage du riz, de même que dans la préparation du cuir. [.]
		Cette mesure a permis à ces diverses industries de travailler à des conditions moins onéreuses.
Arrêté royal du 8 décemb. 1903 pris en exécution de la loi du 19 mai 1898.	Décharge de 5 francs par 100 kilogrammes de sucre employé à la fabrication du sucre interverti et une décharge de 15 francs par 100 kilogrammes d'extrait sec contenu dans le sucre interverti destiné à l'exportation.	Cette mesure a eu pour conséquence d'implanter dans le pays l'industrie de la fabrication du sucre interverti. En cas d'exportation, le sucre interverti est dégrevé de tout droit d'accise.

Margarine.

12 juillet 1895.	Décharge des droits pour les margarines exportées.	Cette mesure a pour effet de favoriser l'industrie nationale.
------------------	--	---

Sucres.

21 août 1905.	a) Réduction du taux du droit d'environ 2/5.	Cette réduction a occasionné une augmentation considérable de la consommation du sucre.
---------------	--	---

DATE.	OBJET.	CONSÉQUENCES.
	b) Décharge des droits pour les sucres employés à la fabrication de conserves de légumes, de confitures, de gelées ou de sirops de fruits, de biscuits, de lait condensé et de farine lactée. c) Décharge des droits pour les sucres ou sirops de raffinage destinés, après dénaturation, à des usages industriels ou à l'alimentation du bétail.	La décharge dont il s'agit a développé considérablement l'industrie des confitures, des conserves de légumes, des biscuits, etc., tout en mettant à la portée des classes populaires des aliments nutritifs à des conditions très avantageuses. Cette double mesure a permis aux industriels faisant usage de sucre pour la préparation de leurs produits, de réduire les frais de fabrication et aux cultivateurs ou détenteurs d'animaux de nourrir le bétail au moyen d'aliments sucrés, à bon compte.

(1)
(Nr 34.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 5 DECEMBER 1913.

Begrooting van 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1914 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER de WOUTERS d'OPLINTER.

I. — ALGEMEENE BESCHOUWINGEN.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van begrooting van 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1914 wordt de Kamer voorgesteld onder zoodanige omstandigheden dat zij volkomen verschilt van de vroegere begrootingen.

De ramingen zijn :

Voor de ontvangsten fr.	807,313,524.11
Voor de uitgaven	806,754,379.92
Overschot. . . . fr.	559,144.08

Voor de eerste maal sedert 1884 dacht de Regeering nieuwe belastingen te moeten invoeren.

De katholieke partij had in haar programma opgenomen eene politiek van financieele wijsheid : aan hare beloften kwam zij niet tekort.

Vergeefs zou men onder de overige landen van Europa uitzien naar een land dat op elk gebied zulken merkbaaren vooruitgang deed zonder verzwaaring van de lasten der schatplichtigen, doch alleen door de geregeld toenemende opbrengst van de bestaande belastingwetten.

Ook voor de eerste maal, en als logisch gevolg, zijn sommige ramingen van ontvangsten noodzakelijk wisselvallig en schier onmogelijk na te gaan.

Sedert 1884 waren de nieuwe belastingen, behalve die op den alcohol, betrekkelijk onbeduidend. Steeds steunden zij op redenen van hooge maatschappelijke zedelijkheid en werden zij vergoed door verminderingen van belasting (3) ofwel geheven ten bate van bijzondere fondsen, die in groote

(1) Begrooting, n^o 41.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Schollaert, bestond uit de heeren Brifaut, Bertrand, de Wouters d'Oplinter, Ozeray, Versteylen en Moyersoën.

(3) Op dit verslag volgen, als bijlage, de tabellen van de achtereenvolgende verminderingen, door de Kamers sedert 1884 toegestaan.

mate ten goede kwamen aan de financiën van de gemeenten. De financieele hervorming, door de Wetgevende Kamers goedgekeurd gedurende het zittingsjaar 1912-1913, is van een anderen aard.

Zij levert een gansch bijzonder belang op wegens de onderscheidene nieuwe belastingen gevoegd bij de vroeger bestaande, de talrijke wijzigingen gebracht in de grondslagen, waarop zij geheven worden, en eindelijk wegens de hoegrootheid van de nieuwe ontvangsten waarop de Schatkist gerechtigd is te rekenen.

Deze hervorming wordt volkomen gebillijkt door de dadelijke behoeften : het ware uiterst onrechtvaardig, staande te houden dat de Regeering het geheim plan heeft, niet bekendgemaakte tekorten te dekken.

Dertig jaren lang gaf de Regeering blijk van oprechtheid op financieel gebied; zij staat dus boven soortgelijke verdenkingen en geen man van goede trouw mag twijfelen aan de wezenlijkheid van de aanzienlijke boni's, waarmede de begrootingen telken jare werden gesloten.

Deze bevestiging werd nochtans meermaals herhaald, en wel met eene lichtzinnigheid die laakbaar zou zijn, indien men ze mocht volhouden na een nauwgezet onderzoek van de thans gekende cijfers.

Deze cijfers zijn onwrikbaar juist en daarop is niets af te wijzen.

Het inzien van de ons overgemaakte ontwerpen van begrootingen van uitgaven volstaat om duidelijk te bewijzen welk gebruik de Regeering bestemt voor het geld dat zij aan de belastingschuldigen vraagt.

In onderstaande tabel, overgenomen uit de algemeene toelichting der Begrooting voor 1914, zijn die cijfers omstandig vermeld en vergeleken met die van de Begrooting voor 1913 :

AANWIJZING DER BEGROOTINGEN		Bedrag der begrootingen		Verschillen	
		goedgekeurd voor het dienstjaar 1913.	ontwerp voor het dienstjaar 1914.	Vermeerderingen	Verminderingen.
Openbare Schuld.	Gewone uitgaven.	209,361,718.72	217,503,897.92	8,142,179.20	»
	Uitzonderlijke uitgaven.	10,000 »	»	»	10,000 »
Dotatiën	Gewone uitgaven.	5,543,030 »	5,614,759 »	71,709 »	»
	Uitzonderlijke uitgaven.	»	»	»	»
Ministerie van Justitie.	Gewone uitgaven.	30,099,400 »	31,373,400 »	1,279,000 »	»
	Uitzonderlijke uitgaven.	1,783,333 »	870,000 »	»	913,333 »
Ministerie van Buitenland- sche Zaken.	Gewone uitgaven.	4,990,686 »	5,127,091 »	136,405 »	»
	Uitzonderlijke uitgaven.	»	»	»	»
Ministerie van Binnen- landsche Zaken.	Gewone uitgaven.	7,437,805 »	7,784,910 »	327,105 »	»
	Uitzonderlijke uitgaven.	444,000 »	195,000 »	»	249,000 »
Ministerie van Weten- schappen en Kunsten.	Gewone uitgaven.	41,204,202 »	42,091,223 »	886,926 »	»
	Uitzonderlijke uitgaven.	1,168,727 »	1,088,500 »	»	80,227 »
Ministerie van Nijverheid en Arbeid.	Gewone uitgaven.	26,049,500 »	25,972,600 »	»	76,900 »
	Uitzonderlijke uitgaven.	1,308,000 »	901,000 »	»	407,000 »
Ministerie van Spoor- wegen.	Gewone uitgaven.	236,043,784 »	246,484,749 »	10,440,965 »	»
	Uitzonderlijke uitgaven.	»	»	»	»
Ministerie van Oorlog.	Gewone uitgaven.	69,409,495 »	81,939,225 »	12,534,750 »	»
	Uitzonderlijke uitgaven.	8,636,651.82	7,890,000 »	»	746,651.82
Gendarmerie	Gewone uitgaven.	9,313,620 »	11,267,230 »	1,953,610 »	»
	Uitzonderlijke uitgaven.	188,180 »	»	»	188,180 »
Ministerie van Financiën.	Gewone uitgaven.	25,302,150 »	26,534,050 »	1,231,900 »	»
	Uitzonderlijke uitgaven.	10,000 »	10,000 »	»	»
Ministerie van Landbouw en Openbare Werken.	Gewone uitgaven.	31,860,107 »	32,069,424 »	1,209,317 »	»
	Uitzonderlijke uitgaven.	6,175,500 »	2,070,000 »	»	4,105,500 »
Begrooting van het Mi- nisterie van Koloniën voor het Moederland.	Gewone uitgaven.	1,121,483 »	1,442,925 »	21,442 »	»
	Uitzonderlijke uitgaven.	»	»	»	»
Ministerie van Zeezezen, Posterijen en Telegrafen	Gewone uitgaven.	49,622,944 »	53,973,391 »	4,350,447 »	»
	Uitzonderlijke uitgaven.	122,000 »	720,000 »	598,000 »	»
Onwaarden en Terugbetalingen.		2,826,000 »	2,826,000 »	»	»
Totaal.	Gewone uitgaven.	750,501,044.72	793,009,879.92	42,585,735.20	76,900 »
	Uitzonderlijke uitgaven.	19,846,391.82	13,744,500 »	598,000 »	6,699,891.82
ALGEMEEN TOTAAL		770,347,436.54	807,754,379.92	43,183,735.20	6,776,791.82
's Lands Middelen.		»	807,313,524 »	+ 36,406,943.38	
OVERSCHOT DER ONTVANGSTEN.		»	559,144.08		

De toeneming van de ontvangten voor 1914, zoowel wegens de meerdere opbrengst van de vroegere belastingen als wegens de nieuwe belastingen, bedraagt in 't geheel, volgens bedoelde algemeene toelichting, 49 miljoen 638,375 frank.

Daarin zijn begrepen 23,549,000 frank wegens de nieuwe middelen verschaft door de zes fiscale wetten, aangenomen in den loop van het zittingsjaar 1912-1913, met name :

1^o De wet van 12 December 1912, waarbij werd afgeschaft het vergunningsrecht op de slijterijen van alcoholhoudende dranken en tevens werden ingevoerd bijzondere belastingen op inlandschen en uitlandschen brandewijn, alsmede eene openingstaxe op de slijterijen van geestrijke of gegiste dranken ;

2^o De wet van 30 Augustus 1913 tot wijziging van de wetten op de rechten van registratie, hypotheek, zegel en successie ;

3^o De wet van 1 September 1913, waarbij, ter vervanging van het evenredig patentrecht en het evenredig mijnrecht, eene taxe wordt gevestigd op de inkomsten of winsten der vennootschappen op aandeelen en de wet op het patentrecht voor zekere financieele of nijverheidsbedrijven wordt gewijzigd ;

4^o De wet van 2 September 1913 tot heffing eener belasting op de motorrijtuigen en andere motorvoertuigen ;

5^o De wet van 3 September 1913 tot heffing eener belasting op de kinemavertooningen ;

6^o De wet van 5 September 1913 tot verhooging van de rechten op den alcohol.

In de algemeene toelichting der Begrooting voor 1914 worden de nieuwe inkomsten wegens de toepassing dier wetten geraamd als volgt :

Vermoedelijke opbrengst, in 1914, van de nieuwe of gewijzigde belastingen en van sommige verhoogde rechten, zooals zij zijn vermeld in het ontwerp van Begrooting van 's Lands Middelen.

ART. 3 DER TABEL. — Verhooging van het patentrecht der bankiers, wisselagenten, enz. fr. 1,000,000

ART. 4. — Belasting op de inkomsten of winsten der vennootschappen op aandeelen, na aftrek van het bijzonder patentrecht en van het evenredig mijnrecht, die daardoor vervangen zijn fr. 8,349,000

ART. 5. — Belasting op de motorrijtuigen 1,500,000

ART. 6. — Belasting op de kinemavertooningen. 500,000

ART. 11. — Registratie- en overschrijvingsrechten 5,100,000

ART. 14. — Successierechten 6,600,000

ART. 15. — Zegelrecht 2,500,000

Te zamen. 23,549,000

Dit bedrag komt nagenoeg overeen met het gemiddeld cijfer tusschen de

minimumopbrengst en de maximumopbrengst, door den achtbaren Minister van Financiën aan de Kamer medegedeeld ter vergadering van 8 Augustus.

In deze tabel is niet vermeld de opbrengst van de accijnsrechten.

De redenen daarvan worden hierna uiteengezet in het deel, dat uw verslaggever meende te moeten wijden aan het alcohol-vraagstuk (1).

Tegenover deze ramingen van ontvangsten dienen te worden opgenomen de vermoedelijke militaire uitgaven, waartoe de militiewet van 30 Augustus 1913 zal aanleiding geven.

Begroting van Oorlog, 1914	fr.	89,829,225
— — — — — 1913		66,763,763
		23,065,460
Uitgaven wegens kazerneering thans uitgetrokken op de		
Begroting van Landbouw en Openbare Werken		1,577,000
Interesten en delging der uitgaven wegens eerste inrichting		3,500,000
Geheel bedrag der nieuwe militaire lasten.	fr.	27,942,460

Al de goede burgers, zelfs diegene onzer medeleden die meenden te moeten toegeven aan den aandrang der politiek en in het Parlement hunne goedkeuring aan bedoelde uitgaven te moeten onthouden, erkennen thans dat de militaire uitgaven volstrekt dringend en noodig waren.

Onder de leden der oppositie zijn er tal van vertegenwoordigers die verklaarden niet te stemmen voor de militiewet, omdat zij deze onvoldoende achtten!

Dezen zouden, in elk geval, zich zelf verloochenen en op eene hun gewis onwaardige wijze toegeven aan kiesbelang, mochten zij die uitgaven en de belastingen, welke deze moeten dekken, aangrijpen als een middel om de Regeering bij het volk te bestrijden.

De rechterzijde, alleen het heil van het Vaderland beoogend, zag af — aan menig lid van de rechterzijde deed het leed — van haar traditioneel programma en soms zelfs van bepaalde verbintenissen.

De nieuwe toestanden op het gebied van de internationale politiek maakten dit tot een heiligen plicht.

De oppositie behoeft op dit gebied geene lessen te ontvangen van de meerderheid. Aangespoord door hare vaderlandsliefde, zal zij het wijs besluit nemen, af te zien van argumenten die men zonder moeite kan aanvoeren in verkiezingstijd, doch die onwaardig zijn van eene partij welke den regeeringszin bezit en zich om hare eer bekommert.

Volgens bovenstaande tabellen zal de nieuwe belasting ongeveer 25 miljoen 549,000 frank opbrengen.

De nieuwe militaire lasten zullen 27,942,460 frank bereiken.

De nieuwe belasting geldt dus slechts als een waarborg om ons grondge-

(1) Zie bl. 17.

bied ongeschonden te bewaren en als de premie eener verzekering tegen oorlogsrampen en vreemde overrompeling !

Wie zou durven beweren dat deze premie te hoog is ?

Na deze noodige, op onbetwistbare cijfers steunende bevindingen, zullen sommigen wellicht, niet zonder kommer, zich afvragen wat de toekomst ons voorbehoudt.

In het verschiet zien wij nieuwe uitgaven opdagen, waarvan enkele zullen worden vereischt door eerlang goed te keuren wetten ; andere zullen voortspuiten uit de toepassing van een programma op wetgevend gebied, dat beantwoordt aan den wensch van de overgrootste meerderheid der Kamers.

Om slechts te gewagen van de voornaamste wetsontwerpen, die reeds bij de Kamer zijn ingediend, vermeld ik hier de verhooging van het kader en van de jaarwedden der magistratuur ; — de goedkoope woningen ; — de uitgaven wegens de nieuwe schoolwet, grootendeels uit hoofde van de verbetering van den toestand der onderwijzers ; — eindelijk en vooral, het ontwerp van wet op de verzekering tegen ziekte, vroegtijdige invaliditeit en ouderdom, welk ontwerp, om zijne sociale belangrijkheid en de aanzienlijke geldmiddelen die het vergen zal, ons in de eerste plaats moet bekommeren.

Men mag zich afvragen of het niet noodig zijn zal, nieuwe belastingen in te voeren.

Deze mogelijkheid, welke het laatste redmiddel wezen moet, is vooralsnu niet te voorzien (1).

Het is klaar dat men de taak van den Minister van Financiën aanzienlijk zou verlicht hebben, indien de Kamers hare goedkeuring hadden gehecht aan het geheele programma van nieuwe belastingen, zooals de Regeering het haar voorgesteld had gedurende het zittingsjaar 1912-1913.

Het past niet, thans terug te komen op de besprekingen, waartoe de verscheidene voorstellen van het Kabinet aanleiding gaven. Wij moeten ons er bij bepalen, vast te stellen dat het eene gedane zaak geldt, vermits de verschillende wetsontwerpen aangenomen zijn.

Toen de Minister van Financiën, met eene zekere berusting, toetrad tot de wijzigingen, door de Kamerleden gebracht in zijn programma van belastingen, verklaarde hij herhaaldelijk, dat hij toegaf omdat hij overtuigd was, dat de belastingen, waarmede de Kamer instemde, hem zouden toelaten — hoe beperkt zij ook waren — in de behoeften te voorzien.

Op menige plaats schijnt de Begrooting van 's Lands Middelen de hoop te wettigen, dat onze financieele toestand niets verloren heeft van die wonderbare lenigheid, welke het mogelijk maakte, in talrijke en dringende behoeften gedurende dertig jaren te voorzien zonder nieuwe belastingen.

Vooreerst wijs ik, ter herinnering, op het feit, dat men verwachten mag

(1) Niettemin bestaat er een ontwerp van belastingwet, waaraan de groote meerderheid der Kamer verlangt leerlang hare goedkeuring te hechten : het geldt het wetsvoorstel tot invoering, ten bate van den Staat, van eene belasting op de uithangborden, plakkaaten en reclame-toestellen tot bekendmaking van nijverheids- en handelsbedrijven, en is onderteekend door de heeren Wauwermans, Destrée en Neujean (Stuk n^o 52, zittingsjaar 1912-1913).

dat de opbrengst van de nieuwe belastingen de ramingen zal overschrijden,

De Kamer zal begrijpen dat het onmogelijk is, iets met zekerheid te bepalen : wij staan hier voor het onbekende; elke voorspelling is bijgevolg gewaagd.

Ik weet wel dat het Beheer van Financiën, steeds er op bedacht de waarheid zoo dicht mogelijk te benaderen, er voor zorgde, die vermoedelijke opbrengst niet te laag te ramen, doch nog minder heeft het Beheer, dat altijd met de uiterste omzichtigheid handelt, bedoelde opbrengst te hoog geraamd.

Met eene zekere nieuwsgierigheid ziet men te gemoet wat het dienstjaar 1914 ons aanbrengen zal, doch er bestaat, mijns dunkens, geen reden opdat men hieromtrent de toekomst donker inzie.

Wij mogen ook vertrouwen op de nieuwe geldmiddelen, welke *de normale opbrengst der sedert lang bestaande belastingen* zal verschaffen aan de Schatkist.

Uit het verleden blijkt dat deze opbrengst ieder jaar aanmerkelijk stijgt naar gelang van den aangroei der bevolking en den vooruitgang van 's lands welvaart.

Het volstaat, om die hoopvolle verwachting te staven, de twee eindeijfers aan te halen uit de tabel, welke de Regeering deed verschijnen in de algemeene toelichting (bl. XV), aan de Kamer der Volksvertegenwoordigers medegedeeld bij den aanvang van dit zittingsjaar (stuk n^o 4).

De speciaalhandel van België (invoer en uitvoer), die 2 milliard 878,235,711 frank bedroeg in 1894, bereikt 8,909,487,774 frank in 1912, — dus 821 miljoen meer dan in 1911.

Zulke cijfers zijn geschikt om onzen nationalen trots te vleien. Daardoor ook mogen wij de toekomst met vertrouwen inzien, zonder dat men ons kunne beschuldigen van lichtzinnigheid of laatdunkendheid.

De achtbare Minister van Financiën heeft, in het eerste deel zijner schitterende redevoering ter Kamer op 8 Augustus 1913, duidelijk bewezen dat de meerdere ontvangsten, waarop de Regeering ieder jaar kan rekenen, sedert 1900 werkelijk en gemiddeld 6,000,000 bedroegen — in 't geheel 68,000,000 van 1900 tot 1911.

Waar is het, dat de Minister van Financiën tevens bevestigde dat die meerdere ontvangsten bijna geheel en gansch werden opgeslorpt door de normale toeneming van de uitgaven. Doch de achtbare heer Levie, in zijne redevoering van 8 Augustus, beschouwt eene uitgave van 17,375,000 frank voor de ouderdomspensioenen als eene normale toeneming.

In den huidige toestand is het bijzonder van belang, dit feit vast te stellen. Wij mogen dus terecht hopen, zooals wij trachten te bewijzen, dat een ruim deel van de uitgaven, veroorzaakt door de wet op de sociale verzekeringen, zal kunnen bestreden worden door de hogere opbrengst van de belastingen, te meer daar die hervorming geleidelijk moet en zal ingevoerd worden.

Onder de andere, door den Minister aangehaald uitgaven zijn er nog meer, waarvan hetzelfde kan gezegd worden.

Ik wijs enkel op de ouderdomspensioenen, omdat wij daarin het meest treffende en meest afdoende voorbeeld vinden.

Bij het bepalen van bovengemeld cijfer van 6,000,000, werd rekening gehouden met de *opbrengst der Staatsbedrijven*, waarvan de zuivere opbrengsten slechts in geringe mate toenamen.

Het schijnt zelfs dat de zuivere opbrengst van het spoorwegbestuur voortdurend vermindert.

Het antwoord van de Regeering op eene vraag van de Middenafdeeling stelt het tekort vast voor 1912 en 1913.

De Minister van Oorlog en de Minister van Financiën hadden overigens dien toestand aan de Kamer blootgelegd, de eerste in zijne redevoering van 6 Augustus 1913, de tweede in die van 8 Augustus.

Tot dien toestand werd bijgedragen door drie voorname factoren :

De duurte der brandstoffen ;

De duurte der grondstoffen ;

De belangrijke loonsverhoogen die de Kamerleden uit alle partijen eenparig eischten.

Deze last drukt eigenlijk met zijne volle zwaarte op de gewone begrooting, vermits daartegen niet opwoog eene gelijke tariefverhooging welke men billijkheidshalve had moeten invoeren.

Onder deze omstandigheden is het niet te verwonderen, dat de Middenafdeeling, belast met het onderzoek van de Begrooting van 's Lands Middelen, zich bijzonder bezighield met het vraagstuk der *industrialisatie van de begrooting der spoorwegen* (toepassing van de regelen eener volledige koopmansboekhouding op het spoorwegbedrijf) ; aan dit vraagstuk is een bijzonder hoofdstuk van dit verslag gewijd.

Het gevolg van deze maatregelen zou zijn, dat de begrooting van den Staat werd verlicht en dat de Staatsschuld in de oogen van het buitenland haren werkelijken aard zou verkrijgen, namelijk dien van een bedrijfsschuld, althans voor het grootste deel daarvan.

Het is een grove dwaling, vergelijkende statistieken te maken, gegrond op de verhooging van de Staatsschuld per inwoner in de verschillende Staten van Europa.

Geen enkel ander land kan tegenover een vlottende en gevestigde schuld van 4 milliard 268 millioen een net van spoorwegen, een inrichting van post-, telefoon- en telegraafwezen stellen, waarvan de geheele waarde zeker boven 3 milliard gaat (1).

De geweldige aanvallen, waaraan men zich overleverde in de bladen en in

(1) Op 30 November 1913 bereikte de gevestigde schuld een kapitaal van fr. 3 milliard 736,909,538.09, samengesteld als volgt :

Schuld 2 1/2 t. h.	fr. 219,939,634.74
» 3 t. h., eerste reeks	516,705,575 —
» tweede reeks	2,753,562,582.22
» derde reeks	244,887,700 —
3 t. h. Krijgsdienstbaarheden	1,794,049.15
	fr. 3,736,909,538.09

Op 30 November 1913 bedroeg de vlottende schuld, uitsluitend bestaande uit Schatkistbiljetten, 531,018,900 frank.

de Kamer zelve, hebben weerklank gevonden tot over de grenzen en wellicht de financiën van België ten onrechte in ongunst gebracht.

Wanneer men de waarde van ons krediet, dat zeer sterk is, duidelijk zal hebben vastgesteld, zullen's Rijks geldmiddelen hiervan den gunstigen terugslag ondervinden.

De onverpoosde strijd van de Regeering tegen bedrog, vervalsching en verbruik van *alcohol* zal waarschijnlijk de Schatkist merkelijk meer opbrengen en tevens de openbare gezondheid vrijwaren.

Wegens de aanzienlijke plaats, welke het accijnsrecht inneemt in de begroting van 's Lands Middelen, alsmede wegens de beraadslaging, die in de Middenafdeeling plaats had naar aanleiding van de nieuwe bepalingen, voorgesteld onder de artikelen 12 tot 15 van het aanhangig wetsontwerp, is eene meer omstandige studie noodig; die studie volgt op deze algemeene beschouwingen.

Een gewichtig punt van de financieele politiek der Regeering, *het stelsel van de uitzonderlijke uitgaven*, mag niet gansch onopgehelderd blijven.

Trouwens, de aflossing van sommige uitgaven voor vergaankelijke of niets-opbrengende roerende of onroerende zaken binnen den voor onze gevestigde schuld bepaalden termijn van een en tachtig jaar, kan niet gerechtvaardigd worden. Maar het is evenzeer onrechtvaardig als ondoenlijk, den ganschen last daarvan te doen drukken op de begroting van een enkel jaar en tevens die uitgaven op de gewone begroting aan te rekenen.

De aflossing kan billijkerwijs worden verdeeld over een aantal jaren gelijkstaande met den duur der zaak waarvoor de uitgave werd gedaan, waar het roerende voorwerpen geldt, en over vijf en twintig jaren, een termijn die doorgaans wordt gesteld voor nietsopbrengende onroerende goederen.

Dien uitslag kan men gemakkelijk bekomen door het middel dat de achtbare Minister van Oorlog aanwendt voor sommige militaire uitgaven, namelijk het inschrijven, op de gewone begroting van het betrokken Departement, van eene annuïteit tot aflossing, onverminderd het krediet op de begroting van 's Lands Schuld uitgetrokken voor geheel deze schuld.

Het bedrag van deze annuïteiten zou moeten bepaald worden in de buitengewone begroting, die machtiging zou geven tot de uitzonderlijke uitgave.

Reeds in de algemeene toelichting van 1915 werd, voor de militaire uitgaven tot eerste inrichting, eene financieele politiek in die richting aangegeven.

Deze strekking wordt duidelijker merkbaar en meer algemeen in de algemeene toelichting van 1914.

In den loop van het zittingsjaar 1912-1913 schijnt ter Kamer geen beslist bezwaar te zijn ingebracht tegen deze zienswijze. Te vergeefs vraagt men zich af, waarom een stelsel, dat instemming vond voor de militaire uitgaven, niet zou kunnen gelden voor al de begrotingen van den Staat. 't Zal niet overbodig zijn, hier aan te merken dat onder het Ministerie Frère-Orban, van 1878 tot 1884, onder dit van Malou en dit van Beernaert, en tot in 1893, de uitzonderlijke uitgaven doodeenvoudig werden gebracht op de buitengewone begroting, zonder bijzondere aflossing.

't Is in 1895 dat de achtbare graaf de Smét de Naeyer, uit hoofde van de groote overschotten, waarover de Schatkist kon beschikken, de uitzonderlijke uitgaven bracht op de gewone begrooting.

Dit zijn twee uiterste oplossingen. De oprechtheid van de begrooting, het echte ideaal dat we moeten hereiken, schijnt tusschen de beide oplossingen te liggen.

Wellicht is het aan het tegenwoordig kabinet voorbehouden, deze heilzame wijziging in ons financieewezen te brengen.

Dadelijk blijkt het, dat de gewone begrooting daardoor zou kunnen beschikken over sommen, welke het tot stand brengen van de hervormingen op onderwijsgebied en sociaal gebied merkelyk zouden vergemakkelijken.

Het zal uwen verslaggever, sedert lang bezorgd om de oplossing van de sociale verzekering, wel veroorloofd zijn, hier lucht te geven aan een gansch persoonlijk oordeel.

In België zal het invoeren van de verzekering tegen ziekte, invaliditeit en ouderdom, welk theoretisch stelsel ook zij aangenomen, evenals in Duitschland, Frankrijk en Engeland overgroote lasten meebrengen, welke men nog niet kan ramen, doch welke de Commissie der XV thans tracht te bepalen.

Ware het billijk, het invoeren van deze groote hervorming, waarvan de lasten door de gewone begrooting moeten bestreden worden, te belemmeren door uitzonderlijke lasten op die begrooting te brengen?

Naar alle billijkheid moeten de jaarlijksche ontvangsten worden bestemd om te voldoen aan onmiddellijke verplichtingen. Zoo de Kamer, wanneer zij het beginsel van verzekeringsplicht aanneemt, den Staat den plicht oplegt, bij te dragen in deze verzekeringen, dan moeten de elk jaar beschikbare sommen worden aangewend om dezen dringenden plicht te vervullen : de uitzonderlijke uitgaven zouden op elke begrooting gebracht worden naar de werkelijke behoeften van hare delging.

Dit ware overigens eene daad van goed bestuur, welke voor gevolg zou hebben dat de door den Staat uitgevoerde werken spoediger tot stand zouden komen. Trouwens, de verklaring van de legendarisch geworden traagheid is te zoeken in de onregelmatige of ontoereikende kredieten, welke jaarlijks onderhevig zijn aan al de schommelingen van de gewone begrooting.

Werd het aangeprezen stelsel toegepast dan zouden de werken voortaan regelmatig worden voortgezet, en ten gevolge van deze regelmatigheid zou men van de aannemers veel voordeelige voorwaarden bekomen, wat nogmaals voor den Staat eene besparing zou medebrengen.

Eene financieele politiek, steunende op dit beginsel, zou wellicht leiden tot de wijziging van ons stelsel van leening en tot de splitsing van de rente door het uitgeven van titels welke op korten termijn zouden worden gedelgd.

Doch hier geldt het een ernstig vraagstuk, dat vreemd is aan de begrooting van 's Lands Middelen en in verband staat met de begrooting van 's Lands Schuld. Het schijnt dus niet gepast, er hier bij stil te blijven.

Is het mij ten slotte veroorloofd, te wijzen, doch zonder daarop te veel te

vertrouwen, op de vermindering van uitgaven als een doelmatig middel om den toestand der Schatkist te verbeteren? Op noodzakelijke bezuiniging werd vooral in den jongsten tijd aangedrongen door de meest uitstekende, meest verstandige Kamerleden.

Blijkbaar neemt men bezwaarlijk aan, dat eene begrooting van 800 miljoen frank niet kan besnoeid worden.

Laten wij dus bezuinigen! Doch daaraan behoeft eenieder in België mee te doen, en, daar ik weet dat de verantwoordelijkheid op zoo talrijke hoofden berust, kan ik niet veel vertrouwen stellen in de doelmatigheid van het middel!

Dit overzicht, noodzakelijkerwijs beknopt in een in der haast opgesteld verslag, volstaat om aan te toonen wat er voor de volgende begrootingen van 's Lands Middelen kan worden gedaan.

Elke vrees voor nieuwe fiskale wetten wordt geweerd door de meerdere opbrengst van de vroeger bestaande belastingen, inzonderheid van de accijsrechten, door de toepassing van de regelen eener volledige koopmansboekhouding op de begrooting der spoorwegen, eindelijk door de nieuwe regeling, bij voorkomend geval toe te passen op de uitzonderlijke uitgaven.

II. — ZELFSTANDIG SPOORWEGBEDRIJF.

Reeds sedert jaren is er sprake van het zelfstandig spoorwegbedrijf.

De tegenwoordige toestand van het spoorwegbedrijf maakt het vraagstuk opnieuw van dadelijk belang.

In den jongsten tijd werd er overigens herhaaldelijk op gewezen ter Kamer.

Onder die omstandigheden kwam het mij belangwekkend voor, hier met korte trekken te schetsen hoe de onderneming kan op touw worden gezet, en wel volgens de enkele gegevens welke ik kon vereenigen.

Eerst en vooral, als inleiding, eene opmerking.

Waar sprake is van het zelfstandig spoorwegbedrijf, dient uitdrukkelijk een onderscheid te worden gemaakt tusschen zelfstandigheid in zake van *bestuur* en zelfstandigheid in zake van *financiën*.

De zelfstandigheid op administratief gebied werpt uiterst kiesche vraagstukken op, namelijk de grondwettelijke verantwoordelijkheid van het Staatsbedrijf tegenover het Parlement. Hier staat men voor een dilemma.

Of de Minister van Spoorwegen behoudt zijn ambt en vertegenwoordigt het bedrijf tegenover de Kamer; — deze oplossing strookt het best met de Grondwet.

Doch in dit geval moet de Minister een overwegend gezag in het Staatsbedrijf behouden; zooniet treedt hij slechts op als een zondenbok en daartoe zou niemand zich willen leenen.

Wat zal er dan geworden van de zelfstandigheid op administratief gebied?

Of de Minister van Spoorwegen treedt af en staat de Kamer tegenover een college van verscheidene beheerders, welk college ten haren opzichte slechts eene gemeenschappelijke en zeer verzwakte verantwoordelijkheid, zooniet geene verantwoordelijkheid hoegenaamd zal dragen.

Wat zal er dan van de Grondwet geworden?

Ik vrees dat de *administratieve* oplossing van dit vraagstuk voorbarig is.

Wil men de aanstaande instelling van de zelfstandigheid op financieel gebied, op verre na de meest spoedvereischende, de meest wenschelijke, niet doen mislukken, zoo mag men de beide vraagstukken niet onafscheidelijk aaneensluiten.

Voor de zelfstandigheid op *financieel gebied* hebben wij daarentegen slechts twee hoofdpunten op te lossen :

1° *De verrekening tusschen den Staat en het Staatsbedrijf* op zoodanige wijze dat het aandeel, door laatstgemeld bedrijf te dragen in de delging van 's Lands Schuld, nauwkeurig wordt bepaald.

Die verrekening werd elk jaar ingediend en luidt als volgt :

a) *Aandeel der Spoorwegen in 's Lands Schuld.*

Kapitaal op 31 December 1911. — Eindrekening.

SCHULDEN.	Aanvankelijk KAPITAAL	Onrechtstreeksche delgingen. — Ophrengst van den verkoop van onroerende goederen	Delgingen van 1856 tot 1911. — Gevestigde schuld en annuïteiten.	Kapitaal te delgen op 31 December 1911.
Gevestigde schuld en Schatkistbiljetten .	2,595,902,841 58	11,909,117 25	513,041,927 90	2,088,951,706 48
Kapitaal der annuïteiten	597,006,573 55		65,956,009 88	531,070,565 70
TE ZAMEN. .	2,790,909,215 13	11,909,117 25	578,977,937 78	2,400,022,160 18

Kapitaal op 31 December 1912. — Voorloopige rekening.

SCHULDEN.	Aanvankelijk KAPITAAL	Onrechtstreeksche delgingen. — Ophrengst van den verkoop van onroerende goederen	Delgingen van 1856 tot 1912. — Gevestigde schuld en annuïteiten.	Kapitaal te delgen op 31 December 1912.
Gevestigde schuld en Schatkistbiljetten .	2,439,601,752 49	11,937,303 58	529,379,166 92	2,118,035,261 99
Kapitaal der annuïteiten	400,655,573 55		70,287,574 31	530,567,799 24
TE ZAMEN. .	2,830,257,106 04	11,937,303 58	599,666,741 25	2,448,423,061 25

De voorschotten betreffende het kapitaal der spoorwegen kunnen onmogelijk gesplitst worden in gevestigde schuld en in Schatkistbiljetten : dit kapitaal wordt bepaald door de werkelijke uitgaven, die op de begroting worden aangerekend voor de betaling der werken van eerste inrichting.

Op het werkelijk kapitaal der voorschotten, gedaan door de Schatkist, betaalt de spoorweg een interest volgens een rentevoet die verschilt naar gelang van de gedane verrichtingen voor den dienst der gevestigde schuld.

De rentevoet voor de jaren 1911 en 1912 is fr. 3.12 t. h.

Berekent men de interesten volgens dien rentevoet, dan zou men bevinden dat het aandeel van den spoorweg in het nominaal kapitaal van 's Lands gevestigde schuld fr. 2,151,709,800 bedraagt op 31 December 1911 en fr. 2,202,777,400 op 31 December 1912.

b) *Bedrijfsfonds voor het spoorwegbedrijf.*

In-kas der rekenplichtigen van den spoorweg :

Op 31 December 1911.

Gereed geld	fr. 5,454,836.12	
Betaalde rekeningen (1).	10,569,603.27	
		Fr. 16,124,439.39

Op 31 December 1912.

Gereed geld	fr. 7,686,423.36	
Betaalde rekeningen.	10,607,556.95	
		Fr. 18,293,980.31

De afsluiting van deze rekening schijnt geen aanleiding te geven tot bezwaren of teleurstelling : een ernstig nazicht met eene eenvoudige comptabiliteitsbewerking zal volstaan om eindcijfers vast te stellen.

Niets belet dus spoedig tot een uitslag te komen, althans op dat gebied.

2° *Regeling van de financieele betrekkingen in de toekomst tusschen den Staat en het zelfstandig Staatsbedrijf.*

Men kan de werking van de nieuwe bestuursinstelling opvatten als volgt :

Op de begrooting van het Staatsbedrijf (ontvangsten en uitgaven, met winsten- en verliesrekening) worden voortaan gebracht :

ONTVANGSTEN.

Gewone dienst :

- 1° De opbrengsten van het vervoer ;
- 2° De opbrengsten van het spoorwegdomein ;
- 3° De opbrengst van de belegging der beschikbare kapitalen.

Buitengewone dienst :

- 1° Het overgebracht saldo ;
- 2° De gelden uit de leeningen ;
- 3° De ontvangsten van allerlei aard, de toevallige ontvangsten, namelijk de opbrengst der verkochte onroerende goederen.

(1) Sommen, door de rekenplichtigen rechtstreeks betaald voor rekening van de begrooting.

UITGAVEN.

- 1° De onderhouds- en bestuurskosten ;
- 2° De interesten der schuld, welke bijzonder ten laste van het Staatsbedrijf valt ;
- 3° De sommen verschuldigd aan de maatschappijen, waarvan de lijnen in bedrijf worden genomen mits een huurgeld of een aandeel in de ontvangsten ;
- 4° De pensioenen verleend aan de gewezen ambtenaren, bedienden of werklieden ;
- 5° De noodige kredieten tot herbouwing van de gebouwen, de stortingen in het fonds tot hernieuwing van de sporen, van het rollend materieel en van de toerusting, alsmede in het voorzorgsfonds ;
- 6° De sommen te betalen op de overschotten der ontvangsten, namelijk die, welke zijn bestemd tot het vestigen van een reservefonds ;
- 7° De verliezen wegens de tekorten in de kas der rekenplichtigen.

Bij die twee posten dient te worden gevoegd de rekening der ontvangsten en uitgaven voor order.

Die begrooting, aan de Kamers onderworpen vóór 1 October, kan op 23 December van kracht worden verklaard bij koninklijk besluit, althans bij voorloopige twaalfden, indien de Kamers op dien dag nog geen uitspraak deden.

De rekening van ieder dienstjaar wordt aan de Kamers onderworpen binnen zes maanden na de afsluiting; zij wordt door eene bijzondere wet afgesloten.

De Rekenkamer oefent op het zelfstandig Staatsbedrijf het toezicht uit, waarmee zij is belast wat aangaat de boekhouding van den Staat; de Nationale Bank is belast met den financieelen dienst.

Het bedrag en de werking van het hernieuwingsfonds, van het voorzorgsfonds, alsmede de omstandige opgave van de spoedig te delgen uitgaven worden geregeld door de organieke wet of door latere wetten. Het overschot van de begrooting wordt in de eerste plaats besteed aan de geleidelijke vestiging van een reservefonds van ten hoogste 50 miljoen, vervolgens aan het spoediger delgen van de uitgaven wegens vergankelijke en nietsopbrengende zaken. Eindelijk, zou het overige gevoegd worden bij de buitengewone ontvangsten van den spoorweg.

Dat is de algemeene opvatting van de wijze waarop men de werking van het zelfstandig Staatsbedrijf kan beseffen.

Nu dient te worden onderzocht het gewichtigste punt : *de wijze van uitgifte der nieuwe leeningen tot dekking der buitengewone uitgaven van het Staatsbedrijf.*

Deze quaestie staat in verband met bovenstaande beschouwingen betreffende de wijze van uitgifte van onze latere Staatsleeningen.

Moet het Staatsbedrijf, voor zijne buitengewone uitgaven, nagenoeg geheel blijven afhangen van de Schuld van den Belgischen Staat, en moeten die beide schulden onafscheidbaar blijven, zooals thans? Of is het

beter dat het Staatsbedrijf afzonderlijke leeningen aangaat; gewaarborgd door eene hypotheek in eersten rang op het spoorwegnet zelf?

De eerste oplossing zou niet als eene volstreekte oplossing kunnen gelden. De meest overtuigde voorstanders daarvan erkennen dat het Staatsbedrijf, om te kunnen werken, zou moeten bevoegd zijn om zelf Spoorwegbiljetten, naar den aard van onze Schatkistbiljetten, uit te geven, welke spoorwegbiljetten op korten termijn (ten hoogste vijf jaar) zouden uitdelgbaar zijn. Het bedrag van de aldus uitgegeven biljetten zou 300 miljoen niet mogen overschrijden en de uitgifte ervan zou streng geregeld worden.

Dit stelsel, welk op het eerste gezicht onvolledig en ingewikkeld schijnt, zou dit erg bezwaar opleveren, dat daardoor het bijzonderste voordeel van de zelfstandigheid der spoorwegen op financieel gebied zou vervallen.

De Belgische schuld zou gestadig toenemen en onze nijverheidsschuld, in plaats van te drukken op bijzondere ondernemingen, zou, evenals thans, op gansch de natie drukken.

Mijns dunkens, moet de oplossing radicaal zijn. De Belgische rente moet niet langer den vollen last van de buitengewone leeningen voor de spoorwegen dragen en het Staatsbedrijf moet vrij spel kunnen hebben.

Zijne leeningen, met het spoorwegnet tot pand, alsmede met de machtiging en den waarborg van den Staat, zouden kunnen aangegaan worden in elken vorm, die voordeelig zou blijken, in verband met de behoeften waarin zij moeten voorzien, en wel zonder den minsten invloed te oefenen op den koers der gevestigde Belgische schuld, noch op den rentevoet van hare latere leeningen.

De uitgifte van hypothecaire schuldbrieven der Belgische Spoorwegen, bijvoorbeeld tegen 4 t. h., terugbetaalbaar al pari, zou ongetwijfeld minder nadeelig zijn voor de bezitters der 3 milliard 500 miljoen huidige Belgische rente 3 t. h. dan de uitgifte van gevestigde Belgische rente tegen denzelfden interest (4 t. h.).

Wie kan er voor instaan dat dit niet binnenkort de oplossing zal zijn, waartoe men zal moeten besluiten en welke men wellicht zeer gelukkig zal zijn te bekomen?

Waar het zulke gewichtige zaken geldt, moet men zich wachten voor bedrieglijke hersenschimmen en zich niet door de politieke driften laten misleiden.

Onze Belgische rente ondergaat, evenals de renten der naburige landen, eene merkelijke daling, welke erg nadeelig is voor de houders van Belgische rente 3 t. h., die dachten wijselijk te handelen door vaste en zekere fondsen aan te koopen.

't Is het gevolg van een algemeenen economischen toestand: het zou hoogst onrechtvaardig zijn, de Regeering daarvoor aansprakelijk te maken.

Wel integendeel: de hooge prijs van het geld is het normaal gevolg van onze wonderbare bedrijvigheid op nijverheids- en handelsgebied, waardoor ontzaglijke kapitalen met zekerheid kunnen belegd worden.

Wie er aan twijfelt, onderzoekte zijn geweten en vrage zich openhartig af, of hij, over een kapitaal beschikkend, zich, evenals vroeger werd gedaan, zou tevreden stellen met een interest van 3 t. h.

Die toestand kan wellicht veranderen; dat weet niemand en elke voorspelling zou gewaagd zijn; intusschen moet worden gezocht naar het middel tot verhelping van de bezwaren van een toestand, waaruit wij langs andere kanten veel voordeel trekken:

De rijkdom van den burger verwekt den nood van den Staat.

Nog eene andere, ook gewichtige beschouwing pleit voor de scheiding van beide schulden.

De zelfstandigheid der spoorwegen dient vrij en vrank te bestaan, zoo men wil dat zij al hare vruchten afwerpt.

Onze spoorwegen dienen te bestaan en te werken zooals de bijzondere nijverheidsondernemingen, bestaan en werken. Welnu, elke nijverheid moet, om degelijk te mogen heeten, geen vreemde middelen noodig hebben.

De begrooting der spoorwegen moet, in ontvangsten en uitgaven, op zich zelf sluitend gemaakt worden : *minder* kunnen wij niet eischen.

Alleen dan wanneer de lasten van deze begrooting, inzonderheid die van de schuld, klaar en duidelijk zullen blijken, zonder dat men den Staat kunne beschuldigen, op bedekte wijze winsten te trekken uit de spoorwegen om tekorten te vermommen, alleen dan zal men kunnen handelen zooals de gezonde rede in nijverheidszaken het eischt, namelijk de ontvangsten verhoogen totdat zij de uitgaven dekken.

Is er sprake van spoorwegen, dan beteekent verhooging der ontvangsten verhooging van de tarieven voor reizigers- en goederenvervoer.

Wil men de tarieven bij voorkomend geval verhoogen zonder hevig verzet uit te lokken, dan moet de kostende prijs van het vervoer op onaantastbare wijze zijn vastgesteld.

Het is algemeen bekend dat wij in België veel goedkooper reizen dan in de naburige landen. Is het billijk dat men, bij voorkomend geval, het tekort wegens het reizigersvervoer ten laste van de gewone begrooting legge, m. a. w. ten laste van al de belastingschuldigen?

Wat aangaat het vervoertarief voor de reizigers, lijdt het antwoord geen bezwaar.

De verhooging van het vervoertarief voor de goederen eischt meer omzichtigheid uit hoofde van de talrijke betrokken belangen, doch ook hier moet men uiterst zorgvuldig de waarheid zoeken.

Ik zal deze zoo gewichtige zaak niet verder onderzoeken.

Het besluit, dat men natuurlijk uit deze enkele beschouwingen moet trekken, is dat men behoeft handelend op te treden, en wel onverwijld!

Het is thans de gepaste tijd. De bijzondere commissie, door het Ministerie van Spoorwegen benoemd, heeft, na vele jaren aan opzoekingen te hebben gewijd, hare werkzaamheden geëindigd.

De Middenafdeeling, belast met het onderzoek der begrooting van 's Lands Middelen, drukt den wensch uit, dat de Kamer, in den loop van het jaar 1914, den noodigen tijd vinde om minstens de zelfstandigheid op financieel

gebied in te voeren; het vraagstuk van de zelfstandigheid op administratief gebied kan van het eerste afgescheiden en verdaagd worden tot nader onderzoek.

Deze hervorming zou overigens voor een ruim deel bij koninklijk besluit kunnen ingevoerd worden.

III. — DE ALCOHOL.

Op sociaal gebied, evenals op financieel gebied is de rol van den alcohol overwegend in al de landen van Europa.

Om zich daarvan te overtuigen, volstaat het te wijzen op het feit, dat Frankrijk uit dien hoofde jaarlijks 338,000,000, Engeland 480,000,000 en Duitschland 162,000,000 frank innen als opbrengst van de binnenlandsche belasting op den alcohol.

Wegens het accijnsrecht op den inlandschen brandewijn voorziet de begrooting van 's Lands Middelen voor 1913 een ontvangst van 49 miljoen 954,000 frank.

Evenals zijne machtige bureu heeft België er steeds prijs op gesteld, eene financieele politiek te voeren, welke ruime inkomsten verschaft, doch tevens geschikt is om de maatschappelijke kwaal van het alcoholisme te beperken.

Deze politiek werd verscherpt onder het ministerie van den achtbaren graaf de Smet de Naeyer.

De geleidelijke verhooging van het accijnsrecht op den alcohol en tevens de heilzame invloed der wet van 1889 op het vergunningsrecht hadden zeer gunstige gevolgen.

In het ontwerp van begrooting van 's Lands Middelen voor 1914 komen talrijke bepalingen voor, welke betrekking hebben op de vervaardiging en den verkoop van alcohol (artikelen 3 tot 8, alsmede 11 tot 15).

Alvorens deze bepalingen te onderzoeken, is het van belang vast te stellen, in welken toestand België thans verkeert, wat betreft de hoeveelheid verbruikte alcohol en het getal drankslijterijen.

In de volgende tabel, opgemaakt naar de statistieken van het hoofdbestuur, wordt aangegeven in welke mate, sedert 1890, minder alcohol gedronken werd.

Brandewijnen. — Toestand gedurende

	1890	1891	1892	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900
	H. 50°	H. 50°	H. 50°	H. 50°	H. 50°	H. 50°	H. 50°	H. 50°	H. 50°	H. 50°	H. 50°
Inlandsche alcohol.											
Wettelijke vastgestelde hoeveelheden.	586,284	588,155	587,822	584,570	584,751	628,451	546,471	592,645 ⁽¹⁾	595,341	678,456	716,951
Overblijvende niet belaste hoeveelheden (8 l. h. van de wettelijk vastgestelde hoeveelheden).	45,303	47,051	47,026	46,720	46,776	50,272	45,712	51,600	„	„	„
Algeheele voortbrenging.	611,587	635,189	631,84	631,000	631,507	678,725	590,185	621,215	595,541	678,456	716,951
Invoer.	15,050	16,429	16,509	16,020	18,011	18,286	17,612	12,175	12,484	12,297	15,960
TE ZAMEN.	626,637	651,615	651,157	647,110	649,518	696,989	607,825	636,418	605,825	690,755	750,911
Uitvoer met afschrijving van de rechten	17,118	10,202	9,798	4,502	4,455	4,764	5,740	2,972	26,161	108,868	85,567
Blijft voor het verbruik.	609,219	641,415	641,559	642,808	645,095	692,225	604,085	635,446	579,664	581,885	617,514
Hoeveelheden gebruikt in de nijverheid (2)	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	20,047
Hoeveelheden bestemd voor 's menschen verbruik	594,219	626,415	626,559	627,808	630,095	677,225	589,085	618,446	564,664	566,885	627,297
Bevolking (3)	6,069,521	6,129,054	6,189,575	6,250,289	6,311,805	6,375,922	6,436,653	6,500,001	6,565,975	6,628,575	6,695,810
Vermoedelijk verbruik per inwoner (4). (Gefol liters.)	9 lit. 79	10 lit. 22	10 lit. 12	10 lit. 04	9 lit. 98	10 lit. 62	9 lit. 15	9 lit. 51	8 lit. 60	8 lit. 55	9 lit. 57
	10 lit. 05					9 lit. 70			8 lit. 98		

(1) Daarvan werden 595,205 hectoliters vervaardigd onder het beheer der wet van 15 April 1896, en 197,142 hectoliters onder de nieuwe wet.

(2) Vóór de wet van 1896 werd geene afschrijving van het accijnsrecht toegestaan voor den in de nijverheid gebruikten alcohol; na onderzoek werd de jaarlijksche daartoe gebruikte hoeveelheid vóór 1897 geraamd op 15,000 hectoliters. In 1897 bedroeg de hoeveelheid in de nijverheid verbruikte alcohol, met afschrijving van het accijnsrecht, ongeveer 10,000 hectoliters. Men meent dat de 5,000 hectoliters — zijnde het verschil — niettemin werden gebruikt, doch zonder afschrijving van de rechten; deze hoeveelheid is begrepen in de cijfers vermeld voor de jaren 1897 tot 1912.

1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908	1909	1910	1911	1912	1913	1914
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
H. 50°	H. 50°	H. 50°	H. 50°	H. 50°	H. 50°	H. 50°	H. 50°	H. 50°	H. 50°	H. 50°	H. 50°	H. 50°	H. 50°
756,905	657,165	492,215	658,051	618,721	656,505	667,650	720,626	697,057	710,871	758,615	855,601		
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
756,905	657,165	492,215	658,051	618,720	656,505	667,650	720,626	697,057	710,871	758,615	855,601		
17,857	11,850	10,471	10,622	12,516	12,784	14,058	15,442	17,756	25,806	15,806	17,912		
754,742	669,015	502,681	668,656	631,042	649,287	681,688	735,768	714,775	731,677	754,449	855,545		
58,549	52,287	67,415	111,100	128,101	127,809	108,510	85,852	72,687	91,701	56,090	55,971		
606,595	616,728	455,211	507,556	502,941	521,478	575,578	649,916	642,086	659,976	697,459	817,572		
26,568	50,129	61,172	94,290	96,558	112,207	175,150	251,457	240,146	251,951	288,921	552,241		
670,023	576,599	570,099	415,266	408,383	409,181	400,228	418,770	401,940	398,025	408,558	485,531		
6,759,690	6,826,219	6,892,403	6,961,248	7,029,761	7,098,018	7,168,816	7,239,371	7,310,621	7,423,784	7,501,021	7,579,068		
9 lit. 91	8 lit. 45	5 lit. 57	5 lit. 94	5 lit. 78	5 lit. 76	5 lit. 58	5 lit. 78	5 lit. 50	5 lit. 25	5 lit. 43	6 lit. 40		
				5 lit. 69				5 lit. 67					

(5) Door de bevolking in 1890, 1900 en 1910 bedoelt men de bevolking van rechtswege, zooals deze blijkt uit de tienjaarlijksche volkstelling. Voor de overige jaren werd het bevolkingscijfer bepaald volgens eene trapsgewijze verhooging voortspuitende uit de cijfers van 1890, 1900 en 1910.

(4) Deze raming komt met de werkelijkheid slechts overeen, in zoverre de op 1 Januari bestaande voorraad noch toenam, noch afnam in den loop van het jaar.

Vóór 1896 bedroeg het jaarlijksch alcoholverbruik gemiddeld 10 l. 03 (1) per inwoner.

De wet van 17 Juni 1896, waarbij het accijnsrecht op de brandewijnen werd gebracht van 64 tot op 100 frank, had voor gevolg, het verbruik te doen dalen tot 8 l. 98.

Naar het oordeel van het Bestuur, mogen deze cijfers voor juist worden gehouden.

In 1889 wordt de wet ingevoerd tot instelling van het vergunningsrecht en men bevindt dat, sedert 1893, het verbruik gemiddeld tot 5 l. 68 per inwoner zou gedaald zijn. Dit cijfer kan echter zeer betwist worden. Ongetwijfeld heeft de wet van 18 Februari 1903, waarbij de belasting werd verhoogd van 100 tot 150 frank, aanleiding gegeven tot eene zekere vermindering van het verbruik, doch deze was niet zoo aanzienlijk als door de tabel wordt aangetoond. Er dient rekening te worden gehouden met het bedrag dat sedert in de stokerijen werd gepleegd en voor gevolg had dat het vervaardigen van eene aanzienlijke hoeveelheid alcohol aan de ambtenaren van den fiscus ontsnapte.

Dit bedrag werd in groote mate bestreden in 1911 door de aanvullende toezichtsmaatregelen betreffende de inrichting der stokerijen en het vervoer van de flegma's of alcoholen.

Bedoelde maatregelen werden nog verscherpt door de wet van 12 December 1912 (toezicht op den uitslag uit de stokerij en toezicht op het vervoer van de alcoholen). Deze maatregelen worden door het hoofdbestuur zoo doelmatig geacht dat het meent te mogen bevestigen dat het bedrag, wat de stokerij betreft, mag worden beschouwd als geweerd zooveel het mogelijk is.

Voor het loopende jaar werden, gedurende de eerste zes maanden, 257,934 hectoliter alcohol aangegeven voor het verbruik, dus gemiddeld 43,000 hectoliter (ongeveer) per maand.

De hoeveelheid alcohol, voor het verbruik geleverd, bedroeg gedurende de maanden Juli, Augustus, September en October 93,494 hectoliter, dus ongeveer 24,000 hectoliter per maand (2).

(1) Alcohol 50° Gay Lussac, bij een warmte van 15° C. Al de cijfers van dit verslag werden naar dezen grondslag vastgesteld.

(2) Hoeveelheid vervaardigde inlandsche alcohol per maand gedurende de eerste tien maanden van 1915 (deze cijfers betreffen niet enkel den alcohol, voor het verbruik geleverd, maar de geheele voortbrenging, welke ook de bestemming zij : verbruik, denatureering, uitvoer, enz.).

	Hectoliter.
Januari	72,619
Februari	66,730
Maart	69,129
April	64,617
Mei	62,571
Juni	59,928
Juli	55,819
Augustus	52,415
September	57,702
October	58,900
Te zamen	615,430

Uit het cijfer, vermeld in bovenstaande tabel, blijkt, dat er in 1912, gemiddeld 40,000 hectoliter alcohol per maand gedronken werd.

Zonder de toekomst te willen voorspellen, mogen wij uit de vergelijking dier cijfers besluiten dat de jongste verhooging van de rechten eene aanmerkelijke vermindering van het verbruik voor gevolg hebben zal.

Nader bepalen zou zeer gewaagd zijn : om soortgelijke statistieken op te maken, moet men rekening houden met twee hoofdzakelijke factoren die tegen elkander opwegen : eenerzijds, de vermeerdering der hoeveelheden aangegeven alcohol als gevolg van de beteugeling van het bedrog en, anderzijds, het werkelijk verbruik ten gevolge van de verhooging der accijnsrechten.

Door deze beschouwing wordt verklaard hoe omzichtig de Regeering te werk ging bij het ramen van de ontvangsten voor 1914.

Het is, ten slotte, niet van belang ontbloot, na de statistiek van het alcoholverbruik in België te hebben opgemaakt, eene vergelijking te maken met de andere landen :

Verbruik per inwoner.

	Liters
1. Danemarken.	9.18
2. Frankrijk.	7.18
3. Oostenrijk	7.10
4. Vereenigde-Staten	7.06
5. Holland	7.02
6. Zweden	6.60
7. Rusland	6.12
8. Duitschland	5.70
9. België	5.67
10. Engeland.	3.50

Deze statistiek is echter zeer onvolledig en wordt onder alle voorbehoud medegedeeld.

Zij betreft bijna uitsluitend het jaar 1910. Niet alleen is het moeilijk juiste cijfers op te geven ten gevolge van de verschillende wijzen, waarop in de onderscheidene landen de alcohol gemeten wordt; ook, zooals wij reeds zegden, wordt hunne bewijskracht ruim verzwakt door de geheime stokerij, die men overal in min of meer groote mate vaststelt.

In Duitschland blijkt uit de voor 1909 opgegeven cijfers, dat het verbruik in dit jaar 8 l. 36 en, voor 1910, slechts 5 l. 70 bedroeg. Het is waar dat de accijnsrechten in 1909 verhoogd werden en dat de persoonlijke propagande tot bestrijding van het alcoholisme met verdubbelden ijver werd doorgevoerd. Die zoo merkbare vermindering moet ons aanmoedigen; zij bevestigt de ondervinding, die wij zelf opdeden, wat betreft de doelmatigheid eener strenge wetgeving en eener aanhoudende propagande.

Van belang is het ook, thans eenige inlichtingen te geven betreffende *het aantal slijterijen van alcoholhoudende dranken* en den invloed daarvan op het verbruik.

Op 1 Maart 1912, dagteekening der jongste statistiek, bestonden er in het Rijk 109,448 slijterijen van geestrijke en 102,651 slijterijen van gegiste dranken, te zamen 212,099 slijterijen.

Volgens de inlichtingen, welke ik kon bekomen, had de wet van 12 December 1912 voor gevolg, dat dit cijfer met 7 t. h. verminderd was op 15 November 1913.

De Belgische wet van 18 Maart 1838 legde eene belasting op den verkoop in 't klein van gedistilleerde alcoholhoudende dranken; toen bestond er in België ééne slijterij op 89 inwoners.

Die wet werd gewijzigd en gedeeltelijk ingetrokken door de wet van 1^{ste} December 1849. In 't begin van het jaar 1850 was er nog slechts ééne slijterij op 83 inwoners. De vermeerdering was niet zeer belangrijk.

Doch daarna stijgt het getal slijterijen veel sneller: bij het invoeren van de wet van 5 Juli 1871 tot afschaffing van de belasting op den verkoop in 't klein van alcoholhoudende dranken van 1 October 1871 af, was er ééne slijterij op 52 inwoners.

Van dan af wordt de toeneming nog meer onrustbarend: in 1889 bereikt zij één drankhuis op 31 inwoners!

Inderdaad een afschrikkend cijfer, dat niet naliet de aandacht der Staatsmachten te trekken. Daarin ligt de oorsprong der wet van 19 Augustus 1889, waarbij het vergunningsrecht werd ingevoerd.

De heilzame gevolgen van deze nieuwe belasting deden zich geleidelijk gevoelen en in 1908, toen door den achtbaren heer Liebaert, Minister van Financiën, werd ingediend het ontwerp van wet tot wijziging der wet van 1889, was het cijfer opnieuw hetzelfde als in 1871: ééne slijterij van alcoholhoudende dranken op ongeveer 50 inwoners. Men moet er weliswaar bijvoegen een aanzienlijk getal slijterijen van alcoholvrije gegiste dranken, zoodat het juiste getal slijterijen van om't even welke dranken opnieuw was geklommen tot 1 op 34 inwoners.

Door dit cijfer bekomt België het droevige voorrecht, veruit aan het hoofd te staan op de volgende lijst:

België . . .	eene slijterij van alcoholhoudende dranken op	51 inwoners.
Frankrijk . .	— — —	87 —
Italië . . .	— — —	170 —
Engeland . .	— — —	181 —
Holland . .	— — —	200 —
Oostenrijk .	— — —	204 —
Duitschland .	— — —	246 —
Vereenigde Staten . .	— — —	380 —
Rusland . .	— — —	1,170 —
Zweden . .	— — —	5,000 —
Canada . .	— — —	9,000 —
Finland . .	— — —	9,000 —
Noorwegen .	— — —	9,000 —

Ter wille van 's lands eer stel ik dadelijk tegenover deze statistiek de tabel, die hierboven is opgenomen en waarin wordt vermeld het alcoholverbruik per hoofd der bevolking.

Met voldoening kunnen wij vaststellen dat de Belg er slechts de negende plaats inneemt !

Laten wij de hoop koesteren dat dit niet te danken is aan het feit, dat het bedrag te onzent in 1910 beter was ingericht dan overal elders !

Het is nochtans van belang, er nader op te wijzen, dat die twee tabellen weinig overeenkomen. Eigenlijk toont zij zeer duidelijk aan, dat het getal slijterijen het verbruik in zeer geringe mate beïnvloedt.

De Belg is een groote liefhebber van bier en houdt van gezelligen omgang; hij gaat naar het koffiehuis of naar de herberg veeleer om te praten dan om te drinken. Niettemin moet men hem niet te vaak gelegenheid geven om onder de bekoring te bezwijken.

Deze beschouwingen zijn van belang, daar wij daardoor de *nieuwe maatregelen, voorgesteld door de Begroting van 's Lands Middelen voor 1914*, naar hunne juiste waarde kunnen schatten.

Deze maatregelen zijn verdeeld in twee, zeer onderscheidene groepen :

Tot de eerste groep behooren bepalingen van louter administratieven aard, welke ten doel hebben, de bestrijding der geheime vervaardiging en der vervalsching van alcohol te verscherpen. Hierover wordt omstandiger gehandeld op het einde van dit verslag, bij het onderzoek van de artikelen 5 tot 8 van het wetsontwerp, welke artikelen blijkbaar zonder voorbehoud zullen moeten goedgekeurd worden.

De Middenafdeeling heeft daarentegen hare bijzondere aandacht gevestigd op de artikelen 14 tot 15. Tegen artikel 15 (overgangsbepalingen) werden talrijke bezwaren gemaakt.

Het eenige doel van den achtbaren Minister van Financiën, bij het opnemen van die artikelen in de wet, was, de bezwaren uit den weg te ruimen, waartoe de toepassing van de artikelen 20 en 21 der wet van 12 December 1912, houdende afschaffing van het vergunningsrecht, aanleiding had gegeven.

§ 1 van artikel 21 luidt als volgt : « Indien eene slijterij voor rekening » van eenen derde gehouden wordt door eenen zaakvoerder of anderen aan- » gestelde, wordt, voor de toepassing der taxe, de lastgever alleen als slijter » beschouwd. »

Dit onschuldig voorkomende artikeltje verwekte een storm, die nog niet bedaard is. Om de belangrijkheid daarvan in te zien, behoeft men zich te herinneren dat de brouwers, om den verkoop hunner voortbrengselen te verzekeren, sedert enkele jaren gewoon zijn, koffiehuizen of herbergen te huren of aan te koopen. Deze worden, krachtens overeenkomsten onder allerlei vormen, voor hunne rekening in bedrijf genomen en hun bier alleen wordt er verkocht.

Men haalt brouwerijen aan, waarvan verscheidene honderden slijterijen op die wijze afhangen.

Van de 212,000 thans in België bestaande slijterijen zijn er ongeveer 40,000 in dit geval.

Aan wien zou het voorrecht van de vrijstelling der openingstaxe toegekend worden ?

Door bovenstaand artikel 21 werd de vraag uitdrukkelijk ten voordeele van den slijter opgelost. Talrijke geschillen zijn evenwel opgerezen tusschen slijters en aangestelden.

De eerste klachten waren hevig vooral van de zijde der brouwers.

Om een eind te maken aan die betwistingen, lichtte het Bestuur de inzichten van den wetgever toe door den omzendbrief n^r 3055, dd. 31 Mei 1913, waarvan vooral de §§ 42 en 43 dienen in aanmerking te worden genomen.

Die verklarende omzendbrief is volkomen gunstig voor de brouwers; daardoor wordt beslist dat « vermits het slechts één voorrecht en één bevoorrechte geldt », « het gewichtigste belang » de voorkeur moet hebben.

Het gewichtigste belang is, volgens het Bestuur, dit van den brouwer die een huis « gebouwd, gekocht of gehuurd heeft » om daarvan een koffiehuis te maken.

Het spreekt vanzelf dat de brouwers tevreden waren, doch de aangestelden trachtten dadelijk de rechten te doen gelden, waarvan zij zich beroofd achtten.

Eenigen hunner hadden aanzienlijke kosten gedaan om het lokaal, dat zij voor zekeren tijd betrokken, te verbeteren en eene klandizie te vormen, die onbetwistbaar de vrucht van hun arbeid was.

Anderen, aangesteld door een brouwer voor den verkoop van het bier alleen, hadden het vergunningsrecht voor eigen rekening betaald en stelden vast dat een lastgever, die nooit iets had betaald, te hunnen nadeele het voorrecht van de vrijstelling der openingstaxe genoot.

Dit gaf aanleiding tot nieuwe betwistingen en geschillen, welke voor de rechtbank werden gebracht, waar zij meest alle nog aanhangig zijn.

Het aantal, de verwikkeling, de verscheidenheid der gevallen en de dooreenwarreling der verworven rechten maakten den toestand onoplosbaar.

Door de overgangsbepaling van artikel 15 vraagt de Minister van Financiën dat de Kamer den Gordiaanschen knoop zou doorhakken. Hij kent het recht tot vrijstelling van de openingstaxe aan beide partijen toe.

Onder de beperkende voorwaarden, bepaald in bedoeld artikel, zullen én aangestelde én lastgever voortaan het recht hebben, eene slijterij te openen zonder de belasting te belalen.

De Minister meende iedereen tevreden te stellen. Het schijnt helaas ! dat de brouwers deze nieuwe bepaling met een afgunstig oog aanzien; zij vreezen de concurrentie van hunne vroegere aangestelden.

Deze laatste, men moet het erkennen, verdienen wel eenigszins ontzien te worden.

Waarom moet de erkenning van de rechten, welke zij meenen te mogen opeischen, voor gevolg hebben, dat het aantal drankslijterijen, die in ons land zoo talrijk zijn, nog toeneme ?

Er zijn 40,000 aangestelden — hoeveel hunner zullen eene nieuwe slijterij openen binnen den tijd bepaald door de overgangsbepaling ?

Het Ministerie van Financiën, zeer bevoegd op dit gebied, raamt op ten hoogste 1,000 het aantal nieuwe slijterijen die zullen opgericht worden, indien artikel 15 wordt aangenomen; doch niet iedereen is zoo optimist.

Mocht het zóó zijn, dan zou het kwaad niet zeer erg zijn en zou men eene oplossing kunnen aannemen, welke een eind zou maken aan zeer onaangename geschillen, vooral indien het mogelijk was het geneesmiddel naast de kwaal te plaatsen.

De Middenafdeeling werd er dus natuurlijk toe gebracht, het *noodige redmiddel* op te zoeken.

Het schijnt vooreerst dat de verhooging van de openingstaxe tot een bedrag, dat nagenoeg zou gelden als een verbodsrecht, talrijke slijterijen geleidelijk zouden verdwijnen. Doch hieromtrent moet men de definitieve uitkomsten der wet van 12 December 1912 afwachten.

Het redmiddel, dat zich dadelijk en natuurlijker voordoet en als het meest afdoende, het doelmatigste voorkomt, is de *beperking van het getal slijterijen van alcoholhoudende dranken* naar evenredigheid van het getal inwoners.

Wanneer men deze oplossing nader onderzoekt, komt zij niet meer zoo voordeelig voor.

Wij konden reeds vaststellen dat het aantal slijterijen op het verbruik slechts een geringen invloed oefende.

Als hoogste cijfer, dat men zou kunnen aannemen, werd aangegeven 1 slijterij per 50 inwoners. Deze verhouding is de normale verhouding sedert 1871; zij nam toe ten gevolge van de afschaffing van het recht in den loop van dit jaar, doch tot het eerste cijfer kwam men terug na het invoeren van het vergunningsrecht. Door de openingstaxe in te voeren, had de Belgische wetgever van 1912 blijkbaar ten doel, dit cijfer te behouden ondanks de afschaffing van het vergunningsrecht. Logisch zou het zijn, dezen uitslag te bestendigen; hij werd niet verkregen door de wet van 12 December 1912 en schijnt thans nog meer bedreigd te zijn door de maatregelen, in de huidige Begrooting voorgesteld.

Zoodanige uitslag zou nochtans onbeduidend zijn; daartoe dient men niet eene wet te maken.

In de verschillende landen, waar men het aantal drankslijterijen beperkte ten einde het alcoholisme te bestrijden, was de aangenomen of voorgestelde verhouding veel grooter.

In Nederland werd het cijfer door de wetten van 28 Juni 1881 en 12 October 1904 bepaald als volgt :

1	slijterij	op	400	inwoners	in	gemeenten	met	meer	dan	20,000	inwoners;	
1	—		500	—		—		—		10,000	—	
1	—		250	—		—		met	minder	dan	10,000	—

Dat cijfer moest geleidelijk door staking van bedrijf, sterfte, enz., binnen een tijd van twintig jaar — dus in 1901 — worden bereikt.

Nu, in dit jaar moest het getalslijterijen — zijnde 42,000 in 1881 — krachtens de wet verminderd zijn tot 12,000; in 1899 waren er nog 24,000. Slechts 18,000 slijterijen waren dus verdwenen in plaats van 30,000, zooals de wet het vereischte, en het verbruik was slechts met 8 1/2 t. h. verminderd!

Deze uitslagen zijn weinig aanmoedigend en sporen ons geenszins aan, het voorbeeld van onze Noorderburen na te volgen.

In Frankrijk is de wet, door den Senaat den 17^{en} Januari 1911 aangenomen, nog niet goedgekeurd door de Kamer der Afgevaardigden. Deze heeft ze verwezen naar eene Commissie waar zij ongetwijfeld niet spoedig zal behandeld worden.

De bepaalde verhouding bedroeg 1 slijterij op 200 inwoners, met een minimum van 3 slijterijen voor de kleine gemeenten.

Eene wet zooals de Nederlandsche wet en het Fransche ontwerp, dus 1 slijterij op 200 inwoners, zou ons *verplichten, in België, 175,000 drank-slijterijen te doen sluiten!*

Mocht België slechts het cijfer van 1 slijterij op 50 inwoners voorstellen, dan zou het bijna bespottelijk voorkomen.

Niet zonder schroom bedenkt men, welke bezwaren de toepassing van eenen maatregel, waarvan men de doelmatigheid kan betwijfelen, zou opleveren. Men dient trouwens aan te merken, dat de statistiek, welke het cijfer van 1 slijterij op 52 inwoners aangeeft, van algemeenen en niet van plaatselijken aard is. In de steden is de verhouding lager, doch op het platteland daalt de verhouding soms tot 1 slijterij per 17 inwoners. Dat is eene eerste moeilijkheid bij de toepassing. In sommige streken zou het eene geheele verandering brengen, andere zouden de gevolgen van de wet niet gevoelen, tenzij men eene verschillende, zeer moeilijk te bepalen verhouding vaststelt.

Telkens als eene drank-slijterij zou ledig staan, zou men getuige zijn van allerlei kuiperijen, die aan de politiek de kans schoon zouden geven.

De herbergier zou nagenoeg een openbaar ambtenaar worden of, in elk geval, een bevoorrechte, hetgeen niet strookt met die gesteldheid, welke dikwijls « onze volksaard » geheeten werd.

De vrijstelling, aan de oude drank-slijters verleend, is wellicht eene van de oorzaken der ongunst, waarmede het vergunningsrecht werd onthaald; tot een stelsel van ongelijke behandeling mag men niet terugkeeren.

Daarenboven zouden er maatschappijen tot stand komen, die er zouden naar streven, de strengheid der wet te ontwijken, door talrijke drank-slijterijen aan te koopen. De naamlooze drank-slijter zou onsterfelijk zijn.

Op al die bezwaren wordt hier slechts terloops gewezen; zij volstaan echter om dat middel te doen afwijzen. Valt er dus niets te doen?

Dat meenen wij niet.

Zou men de ontoereikendheid van de openingstaxe niet kunnen vergoeden door het vestigen van *eene jaarlijksche belasting op de drank-slijterijen?*

Deze belasting zou kunnen geheven worden van de slijterijen van alcoholhoudende dranken alleen ofwel van al de drank-slijterijen in 't algemeen.

Deze laatste oplossing is verreweg de beste; zij zou den geheimen verkoop van alcohol voorgoed weren.

Daarenboven wordt het hoog tijd, in het belang van de openbare zedelijkheid te eischen dat, vooral in de groote gemeenten, de drankverkoop steeds strenger geregeld worde.

Deze beschouwingen vallen buiten het bereik van mijn verslag. Toch moet ik hier wijzen op het initiatief van een lid der Middenafdeeling: dat lid deelde haar afdoende inlichtingen mee. Men dient zonder verwijl krachtdadig te handelen en de gemeentebesturen te steunen, die te dikwijls onmachtig zijn om de politie van de kroegen te verzekeren.

Werd het vergunningsrecht afgeschaft, dan gebeurde zulks niet uit hoofde van het beginsel zelf, dat uitmuntend is, maar uit hoofde van gebrekkige wijzen van toepassing.

De heer Liebaert had dit in 1908 zeer wel begrepen. Reeds zegde ik, dat hij toen een wetsontwerp indiende tot wijziging van het vergunningsrecht: dit wetsontwerp zou het wellicht voorgoed gevestigd en tevens zijne gebreken verminderd hebben.

Ten gevolge van de Kamerontbinding, in 1912, verviel dat ontwerp, waarover de achtbare heer Francotte verslag had uitgebracht.

Welke waren de voornaamste bezwaren die men tegen het vergunningsrecht kon aanvoeren?

1^o In de eerste plaats deed de vrijstelling, aan de oude drankslijters verleend, tusschen dezen en de nieuwe slijters, die het recht moesten betalen, eene krenkende ongelijkheid ontstaan.

2^o Het hooge bedrag van het vergunningsrecht zette tot den geheimen verkoop aan: deze werd ruim bevorderd door het bestaan van talrijke slijterijen van gegiste, niet alcoholhoudende dranken.

3^o Een gelijk vergunningsrecht in eene zelfde gemeente was niet rechtvaardig.

Eene niet te hooge belasting, geëvenredigd aan de huurwaarde of aan het patent, zou geene dezer bezwaren opleveren.

In beide gevallen ware de toepassing gemakkelijk.

Overigens, de grondslag van de huurwaarde werd aangenomen in Engeland, waar de jaarlijksche belasting is bepaald op 250 tot 1,250 frank; dit laatste maximum-cijfer geldt, wanneer de huur 12,500 frank en meer bedraagt.

In België zou de toepassing daarvan vergemakkelijkt zijn door de vonlangs opgelegde verplichting, de huurakten te zegelen.

Opdat de maatregel niet als inquisitoriaal worde beschouwd, zou men den slijter vrij laten, ofwel te verklaren dat de aanslag, bepaald door den fiscus, hem voldoening geeft ofwel eene regelmatige huurakte te vertoonen.

Gewis kan er geen sprake zijn van een zoo hoogen aanslag als in Engeland, het eldorado van de fiskale bestrijding van den alcohol.

Eene jaarlijksche belasting van 20 tot 100 frank op 212,000 drankslijterijen zou ongeveer 7 tot 10 miljoen opbrengen.

Opdat de Regeering niet verdacht worde de inkomsten van de Schatkist

te vermeederen, zou de opbrengst van deze belasting moeten dienen vooreerst tot het vergoeden van het verlies dat het gemeentefonds ondergaat wegens de nieuwe belastingen; het overige zou vervolgens ten goede komen aan de sociale verzekeringen, waarvan de naam onder de pen komt, telkens als men vermoedt dat nieuwe ontvangsten op de Begrooting kunnen gebracht worden.

Hoe zou het anders kunnen geschieden ?

Het spreekt vanzelf dat de enkele bovenstaande beschouwingen slechts gelden als vingerwijzing; de Middenafdeeling kan er niet aan denken, ontwerpen van wet betreffende deze moeilijke zaken op enkele dagen tijd gereed te maken. Ook misleid ik mij zelve niet omtrent het onthaal dat, althans voor het oogenblik, aan dergelijk voorstel zal te beurt vallen. Velen zullen het vermetel of ten minste ongelegen achten.

Men kan ongetwijfeld van meening zijn, dat die belasting natuurlijkerwijze in de wet van 12 December 1912 moest opgenomen worden. Het is nochtans nooit te laat om goed te doen.

Wat mij betreft, ik ben van gevoelen dat benevens den militaire moed een politieke moed bestaat. Beide zetten ons aan, onzen plicht te kwijten, zelfs wanneer deze gevaar of werkelijke bezwaren oplevert.

Men zou de zending van den wetgever verlagen, mocht men zulke ernstige kwalen, als die waarop ik in deze korte studie wees, duidelijk onder de oogen hebben en tevens weigeren, uit kiesbelang, ze te verhelpen.

Welk ook het nieuw middel zij, dat de Regeering zal verkiezen om haren gestadigen strijd tegen het alcoholisme te verscherpen, de Middenafdeeling hoopt dat zij nogmaals spoedig en krachtdadig zal optreden.

Overigens, dit zal slechts de voortzetting zijn van eene onveranderlijke politiek. Het zou onrechtvaardig zijn, de afschaffing van het vergunningsrecht en de uit dien hoofde noodzakelijke toepassingsmaatregelen als eene toegeving te aanzien.

Het Departement van Financiën heeft een wapen afgelegd, dat het wist onvolksmatig te zijn en daarenboven weinig afdoende ten gevolge van den onmogelijk te beteugelen geheimen verkoop; het zorgde er voor, zich door dezelfde wet nieuwe wapens te verschaffen.

Die wet van 12 December 1912, — de wet der drie twaalfen, zoals de stokers haar noemen — is en blijft de nachtmerrie der knoeiers.

Nooit had men den strijd op leven en dood zoo ver gedreven tegen het geheim stoken van alcohol; reeds ondervond men in hooge mate de gevolgen daarvan.

De aanzienlijke verhooging van de accijnsrechten, de strenge regeling van de slijterijen, de heffing van de openingstaxe, de onlangs genomen maatregelen om de vervalsching van den alcohol te voorkomen, toonen genoeg aan, dat de Regeering niet te kort bleef aan hare verplichting, de volksgezondheid te vrijwaren. Hulde brengend aan hare pogingen, meende de Middenafdeeling zich te kunnen vereenigen met het bepaalde in artikel 13,

waarbij, in sommige gevallen, de vrijstelling van de openingstaxe zou gelden voor den lastgever en voor den zaakvoerder.

Verscheidene leden waren nochtans van gevoelen dat het niet wensche-lijk is, bepalingen, waarbij de organieke wetten op de belastingen gewijzigd worden, voortaan in de Begrooting van 's Lands Middelen nog op te nemen.

In zulk geval kan de Kamer tot haar spijt gedwongen zijn, ofwel de mid-delen om te regeeren te weigeren aan eenen minister, die gansch haar vertrouwen bezit, ofwel hare goedkeuring te verleenen aan maatregelen, die wel van pas komen, doch hoogst eerbiedwaardige beginselen krenken.

Theoretisch gesproken, is zulke zienswijze onaantastbaar; men dient echter aan te merken, dat, gezien de werkwijze van de Kamer, dit middel werkelijk onmisbaar is, wanneer het spoedvereischende gevallen geldt.

IV. — VRAGEN DOOR DE MIDDENAFDEELING GERICHT TOT DE REGEERING.

EERSTE VRAAG.

Op de begrooting voor 1914 is geen krediet uitgetrokken wegens de toepas-sing der nieuwe schoolwet.

Hoeveel zal de toepassing van deze wet kosten?

Waar denkt men de noodige middelen te vinden, aangezien er, volgens de Begrooting van 's Lands Middelen, een overschot van slechts 559,000 frank is voorzien?

ANTWOORD.

De Regeering was niet verplicht, op de Begrooting voor 1914 kredieten uit tetrokken om de meerdere uitgaven, welke uit eene toekomstige wet moeten voortspruiten, te bestrijden.

In de toelichting van het schoolontwerp (bl. 38-39) worden, die bijkome-nde lasten voor een gansch jaar geraamd. Het bedrag daarvan, ten laste van de Begrooting voor 1914, zal afhangen van de aangenomen bepalingen, van het tijdstip waarop zij in werking zullen treden, alsmede van de min of meer snelle wijze waarop de nieuwe regeling zal tot stand komen.

De balans, in de Algemeene Toelichting van de begrooting voor 1914 aan-gegeven, geldt slechts als een vermoeden; sinds nagenoeg dertig jaar stellen wij vast, dat het batig slot van de Algemeene Begrooting steeds hoger is dan men het had voorzien, wanneer zij bij de Kamers werd ingediend.

Nergens blijkt dat, binnenkort, 's Lands inkomsten elk jaar niet meer zullen toenemen zooals vroeger.

2^{de} VRAAG.

Beschikt de Regeering nog over de noodige kredieten voor de voltooiingswerken der kazernen van het leger en van de gendarmerie?

Zoo niet, welk zal dan het nabijkomend bedrag zijn van de daartoe vereischte nieuwe middelen?

ANTWOORD.

1^o Kazerneering van het leger.

Op de Buitengewone Begrooting voor het loopende dienstjaar (wet van 30 Augustus l. l.) is, in artikel 42, een krediet van 9 miljoen frank uitgetrokken, waarvan de bestemming is aangegeven als volgt :

« Militaire gebouwen en oefeningskampen ; aankopen, bouwwerken, » inrichtingen, verbeteringen, enz. ; meubileering. »

Dit krediet is geldig tot 31 December 1915 (artikel 10 der wet).

Een soortgelijk krediet zal worden uitgetrokken op de Buitengewone Begrooting voor 1914 ; de Regeering heeft het aangekondigd in de Algemeene Toelichting der gewone begrooting voor hetzelfde dienstjaar, hoofdstuk : « Militaire uitgaven tot eerste inrichting », alsmede in de nota die aan het ontwerp van Begrooting van Oorlog voorafgaat (artikel 27).

Aldus zullen elk jaar kredieten worden uitgetrokken voor de oprichting van kazernen en andere militaire gebouwen ; de geheele raming van die uitgaven werd vermeld in de financieele nota, op 11 Juni 1913 aan de Kamers medegedeeld (stuk n^o 290, Kamer der Volksvertegenwoordigers). De uitgaven wegens interesten en delgingen, door die uitgave veroorzaakt, zullen worden bestreden door de geldmiddelen uit de belastingen, welke onlangs werden ingevoerd om in al de nieuwe militaire lasten te voorzien.

2^o Kazerneering van de gendarmerie.

Voor de gendarmerie zijn er niet zooveel kazernen noodig als voor het leger, waarvan de sterkte, die veel belangrijker is, ineens in zeer hooge mate vermeerderd werd.

Het bouwen, het vergrooten en het inrichten van lokalen voor de gendarmerie hielden gelijken tred met de achtereenvolgende uitbreidingen van dit korps.

De noodige kredieten voor de verdere kazerneering der gendarmerie zullen ieder jaar op de buitengewone begrooting uitgetrokken worden, zonder nieuwe geldmiddelen daartoe te moeten verschaffen.

3^e VRAAG.

- 1^o *Hoe zal de rekening der spoorwegen voor 1912 sluiten?*
 2^o *In welke mate zullen, voor 1913, de vermoedelijke uitgaven overschreden worden?*
 3^o *Zullen, voor 1913, de ontvangsten niet beneden de cijfers der begrooting zijn?*
Hoeveel?

ANTWOORD.

1 ^o Volgens de benaderende rekening van het spoorwegbedrijf in 1912, bedraagt het overschot van de inkomsten op de uitgaven	fr. 101,447,738
De interesten en delgingen der kapitalen bedragen	105,616,663
Er is een tekort van	4,168,925
2 ^o Nagenoeg 11 miljoen frank.	
3 ^o Cijfers der Begrooting	347,500,000
Werkelijke ontvangsten (waarschijnlijk)	340,000,000
Minder.	7,500,000

4^{de} VRAAG.

- I. — *Zal de Begrooting der buitengewone ontvangsten en uitgaven voor 1914 eerlang worden ingediend?*
 II. — *Kan de Minister, in de toelichting van die Begrooting, bij benadering aangeven hoeveel uitgaven in de jaren 1915, 1916 en 1917 zullen noodig zijn voor :*
 1^o *De spoorwegen, nieuwe lijnen;*
 2^o *De militairen werken te Antwerpen;*
 3^o *De havenwerken te Antwerpen, enz.?*

ANTWOORD.

- I. — Ja.
 II. — Soortgelijke uitgaven kunnen onmogelijk geraamd worden twee, drie en vier jaar vooraf. De werken voor de industriele uitrusting, namelijk, hangen af van de behoeften die zich achtereenvolgens voordoen, van de omstandige studiën die worden voortgezet, van den gang der onteigeningen; het bedrag van de uitgaven hangt ook af van den uitslag der aanbestedingen, enz.

V. — A. ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN VAN HET WETSONTWERP.

TITEL I.

VERSCHILLENDE BEPALINGEN.

AFDEELING I.

Rechtstreekscheb elastingen, patentrecht der bedienden.

EERSTE ARTIKEL.

« Artikel 1, § 1, der wet van 30 December 1901, houdende de Begrooting »
 » van 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1902, wordt ingetrokken en »
 » door de volgende bepalingen vervangen :

» De bedienden of klerken, in dienst zijnde bij particulieren, vennoot- »
 » schappen, private ondernemingen of inrichtingen, aangewezen in de tabel »
 » n° XI gevoegd bij de wet van 21 Mei 1819; zijn vrij van het patentrecht, »
 » wanneer het bedrag hunner wedden, loonen en andere bijwinsten in het »
 » laatst verlopen jaar 2,000 frank niet bereikt.

» Wanneer dit bedrag 2,000 tot minder dan 3,000 frank bereikt, »
 » wordt de aanslag geregeld op voet van twee derden der gemelde vergel- »
 » ding. »

Dit artikel heeft ten doel den regel, sedert ettelijke jaren door den fiscus toegepast, voorgoed te vestigen door eene wetsbepaling, en wel tot minder strengere heffing van het recht en eerbiediging van de evenredige gelijkheid tusschen de belastingschuldigen eener zelfde klasse.

Taxe op de werkelijke inkomsten en winsten: «Société du Crédit communal»

ART. 2.

« Wat betreft de interesten, premiën en loten van obligatiën, is de « Société »
 » anonyme du Crédit communal » vrijgesteld van de taxe op de werkelijke »
 » inkomsten en winsten, gevestigd bij de wet van 1 September 1913. »

Artikel 15 van het door de Regëering op 31 Mei 1913 ingediende wetsontwerp, waarbij, ter vervanging van het evenredig patentrecht, eene taxe wordt gevestigd op de inkomsten of winsten der vennootschappen op aandelen, luidde als volgt :

« Worden vrijgesteld van de taxe :

- » 1° De nationale maatschappij der buurtspoorwegen ;
- » 2° De maatschappijen hebbende uitsluitend ten doel, ofwel de oprichting, »
 » den aankoop, den verkoop of de verhuring van werkmanswoningen of van »
 » goedkoope woningen, ofwel leeningen voor het bouwen of aankopen van »
 » dergelijke woningen ;
- » 3° De vereenigingen van gemeenten en van particulieren tot het »
 » inrichten van diensten voor waterbezorging ;

» 4° De maatschappij van het Gemeentekrediet, die van de Vaart- en
» Haveninrichtingen van Brussel, en alle andere die, door bemiddeling der
» openbare machten, ten algemeenen nutte mochten opgericht worden. »

Een amendement, uitgaande van de Middenafdeeling, werd aangenomen en de definitieve tekst van artikel 15 der wet van 1 September 1913 luidt als volgt :

« Art. 15. — Worden vrijgesteld van de taxe : de maatschappijen welke,
» door bemiddeling van de openbare machten, ten algemeenen nutte mochten
» opgericht worden en welke thans zijn vrijgesteld van het patentrecht. »

In het verslag van de Middenafdeeling werd dit amendement gerechtvaardigd als volgt :

« De Middenafdeeling is van meening, dat het ook gevaarlijk is eene op-
» somming te doen die onjuist zou kunnen zijn en vrijstellingen te bepalen
» voor later op te richten vennootschappen.

» Het doel van de wet is, het patentrecht te vervangen door de taxe ;
» artikel 15 moet niets anders beoogen dan de verworven toestanden te vrij-
» waren door vrijstelling van taxe inde plaats van ontheffing van patent-
» recht. »

Krachtens den nieuwen tekst waren, behalve het « Gemeentekrediet », van de nieuwe taxe feitelijk vrijgesteld al de maatschappijen, die bestonden op het oogenblik dat de wet werd goedgekeurd en die uitdrukkelijk waren vermeld in den tekst uitgaande van de Regeering.

Nergens vinden wij de reden van deze uitsluiting aangegeven.

Het Gemeentekrediet, dat geenszins op rechtstreeksche wijze door de Middenafdeeling werd bedoeld, werd, ten slotte, op onrechtstreeksche wijze het slachtoffer van een algemeenen maatregel die, in beginsel, uitmuntend is. De Middenafdeeling heeft dit beginsel willen stellen in de plaats van eene opsomming die tot onrechmatige toevoegingen zou hebben kunnen aanleiding geven.

Waarom moet het Gemeentekrediet alleen daarvan het slachtoffer zijn ?

De redenen, welke de Regeering hebben genoopt de vrijstelling voor te stellen ten bate van de Nationale Maatschappij der Buurtspoorwegen, van de « Compagnie intercommunale bruxelloise des eaux », de « Société du canal et des installations maritimes de Bruxelles », pleiten met des te meer reden ten voordeele van het Gemeentekrediet, waarvan, krachtens de statuten zelve, alleen de provinciën en de gemeenten aandeelhouders kunnen zijn. De bovengemelde maatschappijen, daarentegen, tellen bijzondere personen onder hare aandeelhouders.

Bij zijn ontstaan was het Gemeentekrediet minder bevoordeeld dan de gelijksoortige maatschappijen die eerst naderhand werden opgericht. Men mag veronderstellen dat, ware het een goede twintig jaren later opgericht geworden, het, zoowel als de Nationale Maatschappij der Buurtspoorwegen, van het patentrecht zou vrijgesteld geweest zijn.

Een eenvoudig onderzoek van de onderstaande cijfers volstaat om te bewijzen hoe duur deze ongewone toestand aan het Gemeentekrediet dreigt te kosten.

Voor het dienstjaar 1912 betaalde het Gemeentekrediet in 1913 als patent-recht :

1^o Aan den Staat, fr. 26,780.89, waarvan fr. 23,457.71 den Staat zelf en fr. 3,313.18 aan de provincie Brabant toekomen.

2^o Aan de provincie Brabant, fr. 14,661.07;

3^o Aan de stad Brussel, fr. 9,774.07;

De toepassing van de nieuwe taxe op het Gemeentekrediet zou voor gevolg hebben, dat het aan den Staat zou moeten betalen eene som van meer dan fr. 472,614.92, wanneer men tot grondslag neemt de cijfers der Balans op 31 December 1912, namelijk :

Dividend aan de aandeelen	fr. 858,887
Reserveaandeelen verdeeld onder de aandeelhouders	241,332
Beheerders en commissarissen	31,000
Coupons van de obligatiën	10,684,154
	fr. 11,815,373

De goedkeuring van artikel 2 der Begrooting van 's Lands Middelen voor 1913 zou deze taxe, volgens de thans gekende gegevens van de Balans van dit jaar, verminderen tot ongeveer 36,000 frank, te heffen op de winsten van de aandeelen alleen. Het spreekt vanzelf dat bij deze som dienen te worden gevoegd de taxes ten bate van Provincie en Gemeente.

De gevolgen van de verwerping van artikel 2 springen in het oog : in stede van ongeveer 100,000 frank in het reservefondstekunnen storten, zou men, krachtens artikel 19 der statuten van het Gemeentekrediet, ongeveer 500,000 frank en wellicht nog meer uit het reservefonds moeten nemen om het dividend aan de aandeelhouders te betalen. Artikel 19 der statuten, goedgekeurd bij koninklijk besluit van 8 December 1860, bepaalt inderdaad dat men, wanneer de winsten ontoereikend zijn, eene som van dien aard moet voorafnemen om een dividend van 5 t. h. aan de aandeelhouders uit te betalen. Na enkele jaren zou het reservefonds, dat onmisbaar is voor de werking der Maatschappij, uitgeput zijn en het dividend bleef niet meer gewaarborgd voor het kapitaal gestort door de aandeelhouders, die uitsluitend de gemeenten en de provinciën van het land zijn. Het vaststellen van de begrootingen van al die gemeenten en provinciën zou gestoord zijn en de werking van het Gemeentekrediet zou ernstig belemmerd worden.

Uwe Middenafdeeling is dus van meening dat de aanneming van artikel 2 zich aan de Kamer opdringt, doch de wenschen van het Gemeentekrediet reiken verder.

Het wenschte te worden vrijgesteld van de taxe op de aandeelen. Soortgelijke maatregel ware van geheel anderen aard : het zou niet meer de vrijstelling van een hoogere belasting zijn, maar eene vermindering van belasting.

De Middenafdeeling heeft niet gemeend uitspraak te moeten doen over de vraag of een gunstig antwoord op dit verzoek zou gepast zijn : zij bepaalt er zich bij, den achtbaren Minister van Financiën te verzoeken het zeer welwillend te onderzoeken.

AFDEELING II

Accijnzen : methyleen, methyl-alcohol ; suikers.

ART. 3.

« § 1. De Regeering wordt gemachtigd om de vervaardiging van en den
» handel in methyleen en methyl-alcohol te regelen.

» Zij mag, namelijk, de denatureering van methyl-alcohol voorschrijven en
» aanwijzen welke bepalingen van de artikelen 14 tot 16 der wet van 15 April
» 1896 betreffende de vervaardiging en den invoer der alcoholen, ter zake toe-
» passelijk zijn

» § 2. Elke overtreding van de maatregelen, getroffen ter uitvoering van het
» 1^{ste} lid, wordt gestraft met eene boete van 1,000 tot 5,000 frank. »

ART. 4.

« De bepalingen van de artikelen 6, 7 en 12 tot 14 der wet van 12 Decem-
» ber 1912 betreffende het vervoer van brandewijn en van likeuren, worden van
» toepassing gemaakt op het vervoer van methyleen en van methyl-alcohol en
» op den uitslag dezer vloeistoffen uit de fabrieken van vervaardiging. »

Het bepaalde in de artikelen 3 en 4 heeft ten doel, eene leemte in de wetgeving op den alcohol aan te vullen. Krachtens deze wetgeving kan, zooals men weet, de Regeering, dank zij vooral de wet van 12 December 1912, een onverbiddelijken strijd aanbinden tegen het bedrog.

Op methyl-alcohol, of alcohol gedistilleerd, uit hout werd dit streng toezicht niet uitgeoefend, ofschoon methyleen vergif is en niet zonder gevaar kan verorberd worden.

Het was dus te vreezen, uit hoofde van de nieuwe verhooging der accijns-rechten, dat die producten aan hunne nijverheidsbestemming onttrokken en tot het verbruik bestemd zouden worden.

Behalve deze toezichtsmaatregelen, heeft de Minister van Financiën, terecht bekommerd om de volksgezondheid, een dienst van onderzoeking der monsters, die voortaan door de beambten van den fiscus in de drank-slijterijen herhaaldelijk zullen genomen worden, bij zijn Departement zelf ingericht.

De Minister van Financiën dient wegens dit gelukkig initiatief te worden gelukgewenscht.

ART. 5.

« § 1. Elk vervoer van suiker binnen het land, bij hoeveelheden van meer
» dan 50 kilogram, moet vergezeld zijn van een document opgemaakt naar
» de voorschriften door den Minister van Financiën te bepalen.

» De verkooper of verzender is daarenboven gehouden, de soort, den datum
» en het nummer van het vervoerdocument, de geleverde hoeveelheden suiker,
» de juiste naam en adres van de koopers, alsmede van de bestemmingen der
» koopwaar, in een register te boeken.

» § 2. *Het document en het register, bedoeld bij § 1, moeten op elk verzoek der ambtenaren van het Beheer vertoond worden.* »

ART. 6.

« *Elk vervoer van niet door een geldig document gedekte suiker geeft aanleiding tot de toepassing van de bepalingen der artikelen 19 en 22 tot 25 der wet van 6 April 1843 op de smokkelarij. De straffen, voorzien bij artikel 25 der wet van 6 Augustus 1849 op den doorvoer, worden daarenboven toegepast op het vervoer van suiker.* »

ART. 7.

« *Elke overtreding, niet voorzien bij artikel 6, wordt gestraft met eene boete van 1,000 tot 5,000 frank, onverminderd, bij voorkomend geval, de betaling der ontdoken rechten.* »

De bepalingen van de artikelen 5, 6 en 7 hebben ten doel, evenals de artikelen 3 en 4, de wetgeving tot beteugeling van bedrog in zake van alcohol aan te vullen. De vroeger ingevoerde bepalingen betreffende glucose, stroop en melasse worden daardoor van toepassing gemaakt op suiker.

Uit de toelichting van de begroting van 's Lands Middelen blijkt, dat « thans de geheime stokerijen bij voorkeur suiker bezigen. Zij werden daartoe aangezet door de prijsvermindering van de suiker, die het gevolg was van de vermindering der accijnsrechten, en vooral door het gemak waarmede zij zich deze grondstof kunnen aanschaffen zonder argwaan te verwekken ».

Tot nu toe was het vervoer van suiker, voor het verbruik aangegeven, aan geen enkele vormvereischte onderworpen.

Hier mag wel worden aangestipt dat bedoelde maatregelen een gunstigen invloed zullen oefenen ook op de beteugeling van het sluiken der accijnsrechten op suiker.

Dergelijk bedrog, dat betrekkelijk erg is, werd in 1913 ontdekt.

ART. 8.

« *Zijn bevoegd om, bij toepassing van § 3 van artikel 1 der wet van 18 November 1862, warranten en cedels af te geven, de derden, aan wie de bergplaatsen, vermeld onder de artikelen 31, 54 en 56 van laatstgenoemde wet, verhuurd of afgestaan werden in de voorwaarden voorzien bij artikel 71, § 3, der wet van 21 Augustus 1903 betreffende de vervaardiging en den uitvoer van suiker.* »

Deze bepaling heeft enkel ten doel, een eind te maken aan de geschillen, die tusschen het bestuur en de belanghebbenden meermaals zijn opgerezen betreffende de toepassing der wet van 31 Augustus 1903 (artikel 71) op het vervaardigen en invoeren van suiker.

AFDEELING III.

**Zegel : Buitenlandsche titels ; registers ; vervanging van titels ;
certificaten van obligatiën.**

ART. 9.

« Met afwijking van artikel 60, IV, 2^e lid, der wet van 30 Augustus 1913,
» wordt het zegelrecht op de buitenlandsche titels met onbeprekten termijn of
» hebbende eenen duur van meer dan vijf jaar te rekenen van hunne uitgifte,
» welke vóór 6 Maart 1914 worden bekleed met het buitengewoon zegel,
» verminderd als volgt :

» Voor de titels van 100 frank en daaronder, tot fr. 0.10

» Voor die van meer dan 100 frank tot 250 frank, tot 0.25

» De titels van een hooger bedrag dan 250 frank worden tot 5 Maart 1914,
» met het buitengewoon zegel bekleed volgens het tarief van artikel 14 van
» het Wetboek van 25 Maart 1891. »

Deze bepaling werd in de Begrooting van 's Lands Middelen opgenomen om voldoening te schenken aan een rechtmatigen wensch van de handelsbeurzen.

De titels van minder dan 500 frank worden vooral aangekocht door geringe lieden. In den jongsten tijd werden vaak door de vreemde vennootschappen titels in verdeeling van 100 frank en zelfs van een pond sterling uitgegeven.

Een zegelrecht van 50 centiemen komt misschien in volstrekten zin overdreven voor, doch is, in elk geval, niet geëvenredigd, in vergelijking met de titels van hoogere waarde.

Artikel 15, § 3, van de bestaande wet bevestigt ten bate van de slijters, die pas werden vrijgesteld van de openingstaxe op de drankslijterijen, het beginsel van de teruggave van het recht, sedert 14 September 1913 betaald.

Het kwam de Middenafdeeling billijk voor, een gelijken maatregel toe te passen op de houders van titels, sedert 14 September 1913 gezegeld, op welken datum de wet van 30 Augustus werd bekendgemaakt.

De Middenafdeeling meende dus aan de Kamer te mogen voorstellen, een amendement in dien zin aan te nemen.

Dit amendement werd opgesteld overeenkomstig de administratieve gebruiken, derwijze dat de terugbetaling gemakkelijk kunne geschieden en de oprechtheid van het bezwaarschrift gewaarborgd zij.

Amendement, door de Middenafdeeling voorgesteld.

Aan artikel 9 de volgende bepaling toe te voegen :

« Van soortgelijke, niet boven 250 frank gaande titels die vóór 1 Januari
» 1914, met het zegel werden bekleed tegen het minimum-recht van
» fr. 0.50, kunnen de titularissen of de houders daarvan zich tot 31 Decem-
» ber 1915, ten kantore van het buitengewoon zegel, waar de formaliteit

» plaats had, doen terruggeven het verschil tusschen dit recht en het recht
 » dat mocht zijn geheven volgens het hierboven voorziene tarief.

» Bedoelde teruggave wordt afhankelijk gemaakt van het op de titels
 » aangebracht zegel en van het afdrukken daarop van het nieuw stempel.
 » De kwijting wordt vermeld onder aan den voet van het proces-verbaal
 » van vernietiging.

» De teruggave wordt niet toegestaan, indien het bestuur vaststelt dat de
 » titels geene waarde meer hebben, dat ze werden geregistreerd of dat
 » daarvan gebruik werd gemaakt in den zin van de artikelen 15, 67 en 68
 » der wet van 25 Maart 1891, dit alles vóór 14 September 1913. »

ART. 10.

« De bepalingen van de artikelen 12, 3^o, 46, 47 en 48 der wet van 25 Maart
 » 1891 worden toepasselijk gemaakt op de registers der obligatiën op naam van
 » Belgische vennootschappen.

» Worden kosteloos met het zegel bekleed de aandeele en obligatiën op naam
 » van Belgische vennootschappen, uitgegeven ter vervanging van behoorlijk
 » gezegelde titels aan toonder, waarvan het zegel onbruikbaar zal gemaakt
 » worden.

» Zijn vrij van zegel, de certificaten van obligatiën op naam van Belgische
 » vennootschappen. »

Om dezelfde redenen als die uiteengezet bij artikel 9, doet de Midden-
 afdeeling aan de Kamer het voorstel onderstaand amendement, dat van
 gelijke redenen van billijkheid uitgaat, goed te keuren :

Amendement op artikel 10.

De volgende bepaling achter artikel 10 toe te voegen :

« De Regeering wordt gemachtigd tot het terugkeeren van de zegelrechten
 » die, sedert 11 Juni 1913 (1) werden geheven op de aandeele en obliga-
 » tiën op naam uitgegeven ter vervanging van de titels aan houder, in het
 » 2^{de} lid vermeld.

» De terugbetaling moet worden gevraagd binnen twee jaar na de beta-
 » ling der rechten. Zij wordt afhankelijk gemaakt van de vernietiging van
 » het zegel aangebracht op de titels aan houder overeenstemmende met de
 » titels op naam. »

AFDEELING IV

Gemeentefonds. — Openingstaxe der dranksluiterijen.

Gemeentefonds.

ART. 11.

« Met wijziging van § 3 van artikel 2 der wet van 29 September 1906 betref-
 » fende de verdeling van het gemeentefonds en het bijzonder fonds, zullen de

(1) Dagteekening van het in werking treden der wet op de naamloze vennootschappen.

» bepalingen der §§ 1 en 2 van hetzelfde artikel, hebbende ten doel aan de
 » gemeenten de uitkeering van een minimum van inkomsten uit het gemeente-
 » fonds te waarborgen, slechts met ingang van 1 Januari 1922 ophouden van
 » kracht te zijn. »

Openingstaxe der drankslijterijen.

ART. 12.

« Met wijziging van n^o 3 van artikel 19 en n^o 4 van artikel 20 der wet van
 » 12 December 1912, betreffende de openingstaxe der slijterijen van geestrijke
 » of gegiste dranken, wordt als nieuwe slijter niet beschouwd hij, die zijne
 » slijterij overbrengt naar eene andere gemeente of gedeelte van gemeente.

» Nochtans, indien het bedrag van de taxe in de nieuwe gemeente of
 » gedeelte van gemeente, hooger is dan in de vorige, is de slijter, tot beloop
 » van het verschil in meer, eene bijtaxe of een gedeeltelijke taxe verschul-
 » digd, naar gelang hij vroeger de taxe al of niet heeft betaald. »

ART. 13.

« § 1. Behoudens tegenbewijs, worden voorondersteld lastgevers te zijn in
 » den zin van § 1 van artikel 21 der wet van 12 December 1912 :

« 1^o De kringen, maatschappijen of bijzondere vereenigingen, wat betreft
 » de drankslijterijen gevestigd in de lokalen waarvan zij eigenaars of
 » hoofdhuurders zijn;

« 2^o De brouwers, stokers, likeurstokers of bierhandelaars, wat betreft
 » de slijterijen gehouden door andere personen in lokalen, waarvan zij
 » eigenaars of hoofdhuurders zijn en waarin worden verkocht de dranken die
 » zij bereiden of waarin zij handel drijven.

« § 2. De lastgever is aansprakelijk voor de belastingen betreffende de slij-
 » terij; bij gebreke van betaling door den aangestelde, kan hij rechtstreeks
 » vervolgd worden. »

ART. 14.

« De openingstaxe is niet verschuldigd in geval van inbreng eener slijterij
 » in eene vennootschap waarvan de gewezen slijter of zijne rechthebbenden deel
 » uitmaken; zij is evenmin verschuldigd wanneer de vennootschap een ande-
 » ren vorm aanneemt.»

OVERGANGSBEPALINGEN.

ART. 15.

« § 1. De hoedanigheid van gewezen slijter gevestigd op 9 December 1912,
 » zal alleen dan aan de kringen, maatschappijen, vereenigingen of handelaars,
 » bedoeld bij § 1 van artikel 13, worden toegekend, wanneer zij gemelde
 » hoedanigheid hebben doen erkennen vóór 1 November 1913 of vóór 1 Fe-
 » bruari 1914, indien zij dezen eersten termijn niet mochten gekend hebben.

» § 2. — *Hij die, persoonlijk gepatenteerd, op den datum van 9 Decem-
 » ber 1912 eene slijterij hield, waarvoor een derde zich als lastgever heeft doen
 » erkennen, wordt niet als nieuwe slijter beschouwd, indien hij zich voor eigen
 » rekening vestigt vóór 1 Januari 1917 of uiterlijk binnen zes maanden na
 » afloop van den verplichten loopenden termijn van een huurcontract waarvan
 » behoorlijk bewijs zou worden geleverd. »*

« § 3. *Wordt teruggegeven de openingstaxe die mocht betaald zijn door per-
 » sonen of maatschappijen, welke het voordeel van de vorige bepalingen
 » kunnen genieten, mits zij, vóór 1 April 1914, de aanvraag daartoe doen aan
 » den provincialen bestuurder der belastingen. »*

De artikelen 12 tot 15 zijn omstandig toegelicht in de beschouwingen uiteengezet in het hoofdstuk van dit verslag, dat handelt over de regelen van toepassing op den alcohol.

TITEL II.

S' LANDS MIDDELEN.

ART. 16.

« *De rechtstreeksche en onrechtstreeksche belastingen, in hoofdsom en opcen-
 » tiemen ten bate van den Staat, bestaande op 31 December 1913, zullen,
 » gedurende het jaar 1914, geïnd worden volgens de wetten en de tarieven
 » welke de zetting en de heffing ervan regelen. »*

ART. 17.

« *De gewone ontvangsten van den Staat voor het dienstjaar 1914 worden
 » geraamd op de som van acht honderd zeven miljoen drie honderd dertien
 » duizend vijf honderd vier en twintig frank (807,313,524 frank) overeen-
 » komstig de hierbijgevoegde tabel. »*

B. — ONDERZOEK VAN ENKELE ARTIKELEN DER TABEL.

De omstandige opgave der ontvangsten van den Staat gedurende het dienstjaar 1914, alsmede de raming dezer ontvangsten, benevens de vermelding van de werkelijke ontvangsten in de vorige jaren, werd gevoegd bij het ontwerp van wet tot vaststelling van de Begrooting van 's Lands Middelen.

Men kan er aldaar kennis van nemen. Het scheen dus nutteloos, al die tabellen in dit verslag op te nemen.

Hieronder volgen enkele beknopte aanmerkingen betreffende sommige artikelen der tabel I, die van eenigszins bijzonderen aard zijn.

De overige artikelen betreffen ontvangsten die sedert enkele jaren reeds geïnd worden en waarvan de schommelingen normaal zijn.

ART. 3 van de tabel.

Patentrecht (hoofdsom en 20 opeentiemen).

Gemiddelde opbrengst gedurende de jongste vijf	
jaren (1908-1912) fr.	16,276,879
Raming voor 1913.	17,500,000
Raming voor 1914	9,500,000
Vermindering :	<u>8,000,000</u>

De wet van 1 September 1913 schafte het patentrecht op de vennootschappen op aandelen af en verving het door eene taxe op de werkelijke inkomsten of opbrengsten.

De vermindering uit dien hoofde wordt geraamd op 9,000,000 frank. De verhooging van het patent der bankiers, wisselagenten, enz., enz., zal integendeel ongeveer 1,000,000 frank opbrengen.

Het vermoedelijk te kort wordt dus tot 8,000,000 verminderd, doch wordt vergoed door de ontvangst van het volgende artikel, dat voor de eerste maal op de begrooting van 's Lands Middelen voorkomt.

ART. 4 van de tabel.

Taxe op de inkomsten of winsten der vennootschappen op aandelen en sommige financieele en nijverheidsbedrijven. fr.	18,000,000
---	------------

Deze geheel nieuwe ontvangst wordt geïnd krachtens de wet van 1 September 1913.

Deze raming, die noodzakelijk benaderend is, dient niet toegelicht te worden.

ART. 5 van de tabel.

Taxe op de automobielen en andere motorrijtuigen . fr.	1,500,000
--	-----------

Deze taxe wordt geheven krachtens de wet van 2 September 1913. Hier geldt dezelfde aanmerking als bij artikel 4.

ART. 6 van de tabel.

Taxe op de kinematographische voorstellingen. . . fr.	500,000
---	---------

Het geldt eene nieuwe ontvangst ; zij wordt geheven krachtens de wet van 3 September 1913.

ART. 7 van de tabel.

Vaste mijprechten :	
Ontvangst in 1912 fr.	579,596
Raming voor 1913.	680,000
— 1914.	<u>29,000</u>
Vermindering . . . fr.	651,000

De wet van 1 September 1913 heeft het evenredig mijnrecht afgeschaft. Voortaan zal alleen het vaste recht geheven worden. De gemiddelde opbrengst van dit recht bedroeg in den loop der jongste vijf jaren 29,000 frank; op dit cijfer wordt de ontvangst van 1914 begroot.

ART. 8 van de tabel.

Tolrechten.

Gemiddelde ontvangst in de jongste vijf jaren (1907-1912)	fr.	61,999,695
Raming voor 1913		67,270,650
» » 1914		72,031,000
Vermeerdering	.fr.	4,760,350

Bovenstaande cijfers zijn bepaald na aftrek van het deel dezer ontvangsten, dat dient te worden gestort in het gemeentefonds, ingesteld bij de wet van 18 Juli 1860 (afschaffing van het octrooi), en in het bijzonder fonds ingesteld bij de wet van 19 Augustus 1889.

De omstandige opgave dezer stortingen is opgenomen in het ontwerp van begroting van 's Lands Middelen voor 1914.

ART. 9 van de tabel.

Accijnzen.

Gemiddelde ontvangst gedurende de jongste vijf jaren (1908-1912)	fr.	82,809,556
Raming voor 1913		87,596,500
— 1914		94,705,500
Vermeerdering	.fr.	7,307,000

Het is niet mogelijk, juiste cijfers te bepalen wegens de talrijke factoren die de heffing der accijnsrechten op den inlandschen brandewijn beïnvloeden; het is nog veel minder mogelijk, te bepalen in welke verhouding elk dezer factoren invloed oefent op de opbrengst van deze belasting.

Het staat vast, dat de verhooging der accijnsrechten aanleiding geeft tot eene vermindering van het verbruik. Wordt deze laatste vergoed door de verhooging der rechten?

Door de bestrijding van het bedrog neemt de geheime stokerij af, weinige producten ontsnappen voortaan aan den fiscus; daarentegen wordt er ook in volstrekten zin minder alcohol vervaardigd in de stokerijen, die haren kostenden prijs bepaalden op grond van eene ongeoorloofde winst.

De Regeering weet niet, of de vermoedelijke meerdere ontvangsten uit deze of gene oorzaak zullen voortspruiten.

Men kan dus die meerdere ontvangsten niet in aanmerking nemen bij de raming van de opbrengst der nieuwe belastingen.

ART. 11 van de tabel.

Registratie en overschrijving.

Gemiddelde opbrengst der jongste vijf jaren (1908-1912) fr.	39,749,924
Raming voor 1913	44,000,000
Raming voor 1914.	49,000,000
Vermeerdering. fr.	5,100,000

Volgens de toelichting van de begrooting van 's Lands Middelen is geheel die vermeerdering het gevolg van de toepassing der wet van 30 Augustus 1913.

De raming blijkt zeer matig te zijn; men heeft immers geen rekening gehouden met de meerdere ontvangsten, die voor elk van de jongste jaren zeer aanzienlijk waren.

Van 1911 tot 1912 bedragen zij meer dan 3 milloen.

De ontvangsten in 1913 (eerste tien maanden) bedragen 35,485,547 frank. Men zal slechts met moeite het geraamde bedrag (44,000,000) bereiken, en wel dank zij tamelijk hooge ontvangsten ten gevolge van de toepassing der nieuwe wet.

ART. 14 van de tabel.

Successierechten.

Gemiddelde opbrengst in de jongste vijf jaren (1908-1912) fr.	26,545,264
Raming voor 1913.	28,000,000
Raming voor 1914.	32,100,000
Vermeerdering. fr.	4,000,000

De nieuwe opbrengst wordt op 6,600,000 frank geraamd (wet van 30 Augustus 1913). Zij is het gevolg van de verhooging van sommige rechten, alsmede van de maatregelen tot bestrijding van het bedrog.

Het ontwerp van begrooting is echter uiterst voorzichtig bij de raming der ontvangsten uit hoofde van de toepassing der vorige wet. Eene tamelijk ernstige daling werd vastgesteld voor de eerste negen maanden van 1913, zoodat men voor 1914 slechts eene som van 25,500,000 frank uit dien hoofde voorziet.

De ontvangsten der laatste tien maanden van 1913 bedragen 18,956,852 fr. De laatste twee maanden zullen waarschijnlijk 4,000,000 frank opleveren. Er zal dus een tekort zijn op de ramingen van 1913.

ART. 19 van de tabel.

Weggelden. Rivieren en vaarten.

Gemiddelde opbrengst in de jongste vijf jaren . . . fr.	2,563,254
Raming voor 1913	2,500,000
Raming voor 1914.	2,700,000

De vermeerdering van dezen post der begrooting is regelmatig en normaal.

Daar het vraagstuk van de binnenvaart aan de dagorde is, heeft men, in den jongsten tijd, de afschaffing van de weggelden op de vaarten, stroomen en rivieren herhaaldelijk geëischt.

Het is echter moeilijk, de geringe opbrengst der weggelden niet in verband te brengen met de hooge sommen uitgegeven voor de bevaarmaking onzer waterwegen.

Deze onbeduidende vermindering zou bijna geen invloed hebben op het vervoer en zou niet opwegen tegen het afzien van het beginsel der weggelden, waardoor de uitvoering van sommige hoogst noodzakelijke werken misschien zou kunnen vertraagd worden.

ART. 23 van de tabel.

Spoorwegen.

Opbrengst van 1908.	262,637,604
— 1909.	274,842,938
— 1910.	302,083,243
— 1911.	306,488,365
— 1912.	323,527,288
Raming voor 1913.	347,500,000
— 1914.	352,500,000
Vermeerdering.	4,800,000

Uit een antwoord van de Regcering op eene vraag van de Middenafdeeling blijkt, dat de mindere ontvangsten, in vergelijking met de ramingen aangenomen voor 1913, waarschijnlijk 7,500,000 frank zullen bedragen.

Deze bevinding volstaat om de voorzichtigheid, waarmee men de vermoedelijke ontvangsten van 1914 heeft geraamd, te billijken.

De vermoedelijke meerdere opbrengst bedraagt slechts 4,400,000 frank terwijl de begrooting der gewone uitgaven van den spoorweg 10,440,965 frank meer bedraagt, zijnde 236,045,784 frank voor 1913 en 246,484,749 frank voor 1914.

Bij deze uitgave dient natuurlijk te worden gevoegd het aandeel van den spoorweg in den dienst van de gevestigde schuld en van de Schatkistbiljetten.

Mochten bovenstaande ramingen bewaarheid worden zonder verbetering, dan zou het tekort van den spoorweg dit jaar nog grooter zijn.

Deze beschouwing moet ons aanzetten om den spoorweg zoo spoedig mogelijk in bedrijf te nemen naar het voorbeeld van de bijzondere nijverheidsondernemingen.

ART. 45 van de tabel.

Aandeel van den Staat in de winsten van de Nationale Bank van België.

Gemiddelde opbrengst in de jongste vijf jaren (1908-1912) fr.	5,472,705
Raming voor 1913	2,600,000
Raming voor 1914	8,600,000
Vermeerdering.	6,000,000

Artikel 45 der begrooting van 's Lands Middelen van 1914 bevat eene zeer merkelijke vermeerdering — 6,000,000 frank —, die volstrekt de aandacht moet trekken.

De toelichting van de begrooting billijkt dit optimistisch vooruitzicht als volgt :

« Na meer dan 6,000,000 bedragen te hebben in 1910 en 1911, steeg het aandeel van den Staat, in 1912, tot 8,278,000 frank; het zal waarschijnlijk 11 millioen in 1913 bedragen. Door den gang der zaken kan men 8 millioen 600,000 frank voorzien zonder overdrijving. »

Men deed opmerken dat de Regeering hier ruim voordeel trok uit een voor den handel ongelukkigen toestand en dat de hoop op eene verbetering van de geldmarkt deze ontvangst te wisselvallig maakte om daarop zoo volstrekt te kunnen rekenen.

Deze twee opwerpingen zijn beide even ongegrond.

Bedoelde opbrengst is het gevolg van de toepassing der wet van 26 Maart 1900 op de inrichting van de Nationale Bank; artikel 7*bis* van dezewet luidt :

« Art. 7*bis*. — De winst, voor de Bank voortspuitende uit het verschil » tusschen den interest van 3 1/2 t. h. en den interest door deze inrich- » ting geheven, wordt aan den Staat toegekend. »

Het is dus wel de verhooging van den discontovoet, die aanleiding geeft tot de verhooging van de ontvangst, voorzien bij artikel 45.

De Staat is echter geheel vreemd aan dezen toestand. Het ware onbillijk, hem te beschuldigen, daaruit voordeel te trekken; zoo deze ontvangst niet in de Schatkist werd gestort, zou zij de winsten van de Nationale Bank vergrooten ten bate van hare aandeelhouders alleen en niet van de gemeenschap.

De Staat ondergaat overigens eene ten minste even groote schade uit hoofde van de verhooging van den geldprijs, welke schade gemakkelijk kan vastgesteld worden in de begrooting van 's Lands Schuld. Het geldt dus hier eene echte vergoeding.

Deze eenvoudige opmerking volstaat om de tweede opwerping te weerleggen. Bedoelde ontvangst is niet wisselvallig, vermits hare verdwijning aanleiding zou geven tot eene ten minste gelijke vermindering van uitgaven voor den Staat, uit hoofde van het groot gemak dat hij zou ondervinden voor de vestiging van de Schatkistbiljetten of voor dezer plaatsing tegen een gunstigeren prijs.

Art. 49 van de tabel.

Buurtspoorwegen.

Gemiddelde opbrengst in de jongste vijf jaren (1908-1912)	fr.	2,698,656
Raming voor 1913.		3,500,000
Raming voor 1914.		3,800,000
Vermeerdering.		5,000,000

Het is niet zonder nut, hier in herinnering te brengen welke thans de toestand van den Staat is tegenover de Nationale Maatschappij der Buurtspoorwegen.

De Staat komt elk jaar de genomen verbintenissen na door het betalen van eene annuïteit op 30 Juni.

De annuïteit, door den Staat betaald op 30 Juni 1913, bedroeg 4,589,500 frank, overeenstemmende met een aandeel van 130,582,000 frank in het kapitaal van 304,708,000 frank.

Op 15 November 1913 bedroeg het geheel kapitaal der aan de Nationale Maatschappij geconcedeerde lijnen 370,948,000 frank, waarvan 163 miljoen 544,000 frank als aandeel van den Staat.

Vergelijkt men deze cijfers met de geraamde opbrengst in 1913, zijnde 3,800,000, dan stelt men vast dat de buurtspoorwegen een jaarlijkschen last van meer dan 800,000 frank opleggen aan den Staat.

Weliswaar stijgen de ontvangsten van vele dezer lijnen voortdurend, doch de voortdurende aanleg van nieuwe lijnen vergt steeds nieuwe uitgaven.

De duurte van het geld laat zich hier ook gevoelen. De door den Staat, de provinciën en de gemeenten gewaarborgde rente, die vóór enkele jaren slechts fr. 3.65 t. h. bedroeg, is geleidelijk gestegen.

Thans bereikt zij ongeveer 4.40 t. h.

BESLUIT.

De begrooting van 's Lands Middelen omvat de gezamenlijke financiële belangen van den Staat. Het is onmogelijk, die ruime stof in een beperkt kader samen te vatten.

Nochtans trachtte uw verslaggever den ganschen toestand met een oogopslag op te nemen en hem voor u in 't ware licht te stellen.

Alles laat ons toe, voortaan vertrouwen te stellen in de onuitputbare hulpbronnen van onzen landbouw, onzen handel en onze nijverheid: wij mogen nochtans niet ophouden ze toe te rusten, zonder ons te bekommeren om ongetwijfeld zware, doch uiterst vruchtbare opofferingen!

De spoorwegen, de havens, de binnenvaarten vergen dus onze bezorgdheid.

Aan ons zoo arbeidzaam volk zijn wij de spoedige oplossing verschuldigd van de maatschappelijke vraagstukken, die thans aan de orde van den dag staan.

Dank zij de voortzetting dier wijselijk vooruitstrevende politiek, kan België een nieuwen tijd van vrede en voorspoed te gemoet zien!

De Middenafdeeling heeft dit verslag wel willen goedkeuren met 4 stemmen en eene onthouding.

Met 4 stemmen tegen 1 neemt zij de Begrooting van 's Lands Middelen voor 1914 aan.

De Verslaggever,

FERNAND DE WOUTERS.

De Voorzitter,

F. SCHOLLAERT.

BIJLAGE

BEKNOPTE OPGAVE DER WETTEN WAARBIJ VERMINDERINGEN VAN BELASTING WERDEN TOEGESTAAN VAN 1884 TOT 1913.

Rechtstreeksche belastingen.

DAGTEEKENING.	VOORWERP.	GEVOLGEN.
9 Augustus 1889 en 18 Juli 1895.	<i>Personeele belasting.</i> — Werkmanswoningen.	Waar men, in 1889, 80,079 werklieden telde, die deze vrijstelling genoten tot een bedrag van 745,485 frank, waren er, in 1913, 257,352 vrijgesteld tot een bedrag van 2,762,751 frank.
11 April 1895.	<i>Personeele belasting.</i> — Geheele of gedeeltelijke (1/2) vrijstelling voor de huizen, welke huurwaarde niet boven een cijfer gaat, bepaald volgens de bevolking der gemeenten.	Benevens een aantal belastingsschuldigen die geheel werden vrijgesteld van de belasting, hebben er, in 1912, 37,000 de vermindering van de helft genoten. Men kan het geheele bedrag van de vrijstellingen, uit deze wet voortspuitend, op meer dan 200,000 frank ramen.
29 December 1899.	<i>Patentrecht.</i> — Vermindering van het schippersrecht.	Het recht verschuldigd per ton werd op de helft verminderd en er wordt geen rekening meer gehouden met het aantal reizen. Van deze vermindering genoten 5,700 schippers en het gezamenlijk bedrag daarvan bereikte ongeveer 95,000 frank.
50 December 1901.	<i>Patentrecht.</i> — Vrijstelling van de kleine bedienden.	Deze vrijstelling werd verleend aan ongeveer 20,000 bedienden en het bedrag daarvan bereikt ten minste 100,000 frank.
50 December 1903.	<i>Personeele belasting.</i> — Vrijstelling van labuurpaarden, door eigenlijke landbouwers toevallig onder den zadel bereden of gebruikt voor het bespannen van rijtuigen op vee ren of riemen.	Van deze vrijstelling genoten 4,000 landbouwers tot een gezamenlijk bedrag van 100,000 frank.
50 December 1910.	<i>Patentrecht.</i> — Vrijstelling aan talrijke ambachtslieden die alleen werken of enkel door hunne vrouw en kinderen worden bijgestaan.	Deze vrijstelling strekt zich uit tot meer dan 8,500 kleine ambachtslieden die, onder de vroegere wet, aan den Staat meer dan 100,000 frank patentrecht betaalden.

Douanen.

DAGTEEKENING.	VOORWERP.	GEVOLGEN. — (Jaarlijksche vermindering van belasting.)
		Frank.
Wet van 30 Juni 1887.	Vermindering van de invoerrechten op de koffie .	850,000
Wet van 30 Januari 1892.	Vermindering van de rechten op: Rammen, schapen en lammeren	75,000
	Bier of rust	50,000
	Wild	35,000
	Pruimen, gedroogde, in vaten van ten minste 180 kilogrammen of in zakken van ten minste 80 kilogrammen, ruw gewicht, zonder inwen- dige verpakking	70,000
	Gewoon aardewerk (niet aangeduid)	»
	Afschaffing van de rechten op : Kettingen van alle lengte dienende tot de fabricatie van juweelen, goud- en zilverwaren	»
	Vlechten, andere dan van stroo, en benoodigd- heden van alle slag in riet, strooi, spartogras, schors, palmfiber of paardshaar, voor de hoe- denfabricatie	»
Wet van 12 Juli 1893.	Vermindering van de invoerrechten op timmer- en meubelmakershout (behalve eiken- en not- boomenhout)	430,000
	Afschaffing van het invoerrecht op cacao in boonen, op cacaopellen en cacaoboter	460,000
	Vermindering van de invoerrechten op : De garens	100,000
	Verschillende voortbrengselen voor de nijverheid, welke vroeger behoorden tot de afdeeling « kramerij en ijzerkramerij »	»
	Afschaffing van de rechten op oud ijzer en ver- mindering van het recht op ruw gietijzer, uit den ruwe bewerkt ijzer en ijzer in staven, ruw gegoten staal, geslagen, getrokken of geplet ijzer, slaghouten en ijzeren platen	420,000
	Afschaffing van de rechten op : Onbewerkt blik	50,000

N. B. De gevolgen van de wetten tot vermindering van belastingen werden aangeduid in de mate
zulks mogelijk was.

DAGTEKENING.	VOORWERP.	GEVOLGEN. — (Jaarlijksche vermindering van belasting.)
		Frank.
Wet van 12 Juli 1895 (vervolg).	Gelooide en hard gedroogde geite- en schape- vellen en gewitloode en hardgedroogde geitjes- vellen	26,000
Wet van 30 December 1896.	Machtiging om in de reeks der «Verschillende voort- brengselen voor de nijverheid » te rangschikken de artikelen van eene andere afdeeling, van het toltarief, bestemd zijn om aangewend te wor- den bij werktuigen, toestellen of gereedschappen of om als aanhoorigheden daarbij te dienen . .	»
	Vermindering van de rechten op de gezaagde balken	40,000
	Vermindering van de rechten op wijnen, anders dan in flesschen ingevoerd	170,000
Wet van 9 Augustus 1897.	Afschaffing van de rechten op de thee	60,000
Wet van 28 December 1897.	Vermindering van het invoerrecht op geplette versche rozijnen, ingevoerd in vaatwerk van minstens 400 kilogrammen brutogewicht. . .	»
	Vrijstelling van de invoerrechten op de stukken hout in schors of ongezaagd van minder dan 1 ^m 90 lengte, bestemd om verwerkt te worden in de fabrieken van papierdeeg en van houtvezels.	»
Wet van 17 Mei 1898.	Aftrek van 20 t. h. wegens tarra op het gewicht der los ingevoerde beetwortels.	»
Wet van 29 December 1899.	Vermindering van de invoerrechten op gedistil- leerde waters getrokken uit fruit die niet meer dan 5 t. h. alcohol bevatten	»
	Vermindering van de rechten op Caseogom of kaas- stof bereid door middel van alcalis voor nijver- heidsgebruik	»
	Vermindering tot 5 t. h. ad valorem van het recht van 15 t. h. ad valorem op vogelshuiden en vogelsvederen die reeds eene zekere bewerking hebben ondergaan.	»
	Vermindering van het invoerrecht op de bloem en in plateelwerk of in porcelein	»

DAGTEEKENING.	VOORWERP.	GEVOLGEN. — (Jaarlijkse vermindering van belasting.)
		Frank.
Wet van 29 December 1899 (vervolg).	Vermindering van de rechten op het berberissap Machtiging voor den Minister van Financiën om de materialen, die dienen tot het bouwen, bewapenen, optuigen en meubileeren der schepen en booten en door het tolltarief niet zijn vrijgesteld van invoerrechten, met vrijstelling van rechten in te voeren	» 150,000
Wet van 31 December 1900.	Verlaging tot 20 frank per hectoliter van het accijnsrecht van 60 frank per hectoliter op de gesteriliseerde most van wijn (ongegist druivensap), zonder alcohol en verpakt in flesschen . . . Vrijstelling, gedurende eene tijdruimte van drie jaren, van de inkomende rechten op de door stoom bewogen pers-cylinders, dienende tot het effenen van kiezelwegen. Machtiging om, bij wederkeerigheid, de vrijstelling der inkomende rechten te vergunnen voor de officieele kentekenen, zooals vlaggen, zegels, wapenschilden en andere soortgelijke voorwerpen, bestemd tot het gebruik der in het land gevestigde vreemde consulaten	» 6,300 »
Wet van 30 December 1901.	Afschaffing van de invoerrechten op geweerhout en vuursteen Vermindering van 50 tot 15 frank per 100 kilogrammen van de rechten op de schapevellen (stroogeel)	» »
Koninklijk besluit van 10 Februari 1902.	Vrijstelling van de invoerrechten op verschillende voortbrengselen tot de klasse der « reukwerken » behorend	20,000
Wet van 27 December 1902.	Afstrek van 20 t. h., wegens tarra, op het zuiver gewicht van de in parkementvel of vliesjes ingevorde koffie Bepaalde vrijstelling van de invoerrechten op de door stoom bewogen pers-cylinders dienende tot kiezelwegen Vrijstelling van de betaling der boete, alsmede van de rechten of van de waarde ingeval van verlies, ten gevolge van behoorlijk vastgestelde overmacht, van goederen onder toltoezicht in doorvoer verzonden	» » »

DAGTEEKENING.	VOORWERP.	GEVOLGEN. — (Jaarlijkse vermindering van belasting).
		Frank.
Wet van 18 Februari 1903.	Afschaffing van het invoerrecht op ongebrande koffie	3,000,000
	Vermindering van het invoerrecht op gebrande koffie van 15 tot 10 frank per 100 kilogrammen.	8,000
Wet van 21 Augustus 1903.	Vermindering van de rechten op : suiker, stroop en melasse	»
	bereide cacao.	160,000
	verduurzaamde eetwaren met suiker.	»
	Afschaffing van de invoerrechten op de beetwor- telen	150,000
Wet van 28 Decembre 1904.	Vrije invoer van : 1° vogelhuiden ontleurd, gebleekt of geverfd, niet anders bereid noch opgemaakt; 2° vogelvederen enkel ontvet, ontleurd, gebleekt of geverfd, niet afgeschraapt	3,000
Wet van 16 Juni 1905.	Vrijstelling van invoerrechten op sommige stalen draden tot vervaardiging van geraamten van regen- of zonneschermen, alsmede tot de ver- vaardiging van kaardebeslagen	5,000
	Vermindering tot 5 frank per 100 kilogrammen van het recht van 10 t. h. op de waarde van platen of bladen in aluminium, rondvormig ef volgens teekening gesneden.	2,500
	Wijziging in het toltarief voor : de voorwerpen begrepen onder de benaming : « Kramerij en ijzerkramerij »	206,000
	de voorwerpen in ijzer of staal op bijzondere wijze aangeduid	60,800
	de flesschen, fleschjes, groote flesschen, glazen ballons en vervoerflesschen	»
	Vermindering van de invoerrechten op : allerlei gegarneerd linnengoed	16,000
	gegarneerde vrouwenkleederen, andere dan van zijde	36,000
	werken in steendruk in meer dan twee kleuren	62,700
	prenten- of tekeningsalbums	2,500

DAGTEEKENING.	VOORWERP.	GEVOLGEN. — (Jaarlijksche vermindering van belasting.)
		Frank.
Wet van 16 Juni 1905 (vervolg).	Weefsels van katoen, met zijde gemengd, waarin katoen de hoofdstof is volgens het gewicht . . .	18,000
Wet van 30 December 1903.	Vermindering van het invoerrecht op : Bananen met of zonder twijg	10,000
	knoppen in porselein voor het vervaardigen van mechanische stopsels.	»
	Afschaffing van de invoerrechten op de : caoutchouchoudende weefsels, gevoerd of niet gevoerd met vilt, bijzonder vervaardigd voor het maken van kaardebeslagen	12,000
Wet van 24 December 1906.	Vermindering tot 1 frank per 100 kilogrammen van de invoerrechten van 2 of 3 frank per 100 kilogrammen op stalen draden, blanke en gegalvaniseerde, hebbende een diameter van minder dan 5 millimeter en een weerstand van ten minste 120 kilogrammen per vierkanten millimeter, die bestemd zijn tot het vervaardigen van kabeltouw en koorden	13,000
Wet van 23 December 1907.	Vermindering van de invoerrechten op de langs de vier zijden gezaagde stukken hout van ten minste 0 ^m 25 x 0 ^m 25 dikte in het vierkant . . .	»
	Afschaffing van de invoerrechten op de bij rollen ingevoerde draden in staal voor het vervaardigen van geraamten van regen- of zonneschermen . .	»
	Gelijkstelling van de pijpen en buizen in ijzer of in staal overdekt met een huls van met teer of asphalt bestreken weefsel, met de gelijkaardige voortbrengselen die enkel zijn geteerd of met menie bestreken	»
Wet van 30 December 1908.	Vermindering van de invoerrechten op de schijfjes en geëmailleerd aardewerk bestemd tot het vervaardigen van rolletjes voor meubels	»
Wet van 29 December 1909.	Afschaffing van de invoerrechten op de diastafa bestemd voor nijverheidsdoeleinden en voorafgaandelijk gedenatureerd.	»
Wet van 30 December 1910.	Vrijstelling van de invoerrechten op de malt-extracten bestemd tot nijverheidsdoeleinden en vooraf ontaard.	»

Registratie.

DAGTEEKENING.	VOORWERP.	GEVOLGEN.
11 Juni 1887	Zegel der verzekeringspollissen. Intrekking van de wet van 26 Augustus 1888.	Fr. Jaarlijksche ontlasting: ongeveer (1). 1,000,000
17 Juni 1887	Ruiling van niet gebouwde landelijke goederen. Vermindering van het registratierecht en vrijstelling van het recht van overschrijving	Id. id. . . . 80,000
3 Augustus 1887	Huurcedels van allen aard. Vermindering van het registratierecht	Id. id. . . . 120,000
28 April 1888	Levensbewijzen en bewijs-schriften voor pensioenen niet gaande boven 2,000 fr. Vrij-telling van het zegel-recht	Id. id. . . . 20,000
31 December 1888	Eedaflegging. Vermindering van het registratierecht.	Id. id. . . . 25,000
9 Augustus 1889-30 Juli 1892	Werkmanswoningen. Vrijstelling en vermindering van het registratierecht en van het hypotheekrecht .	Id. id. . . . 200,000
6 September 1895.	Mandaten aan order. Vrijstelling van het registratierecht.	Id. id. . . . 75,000
21 Mei 1897	Geringe landelijke eigendommen. Vrijstelling en vermindering der registratie-en overdrachtsrechten. .	Id. id. . . . 260,000
13 Mei 1905	Verdeelingsakten. Wijziging der registratie-en der hypotheekrechten.	Id. id. . . . 400,000

(1) Benaderende cijfers op het tijdstip waarop de ontlastingen werden toegestaan. Sedert werden die cijfers elk jaar overschreden.

Accijnzen.

DAGTEKENING.	VOORWERP.	GEVOLGEN.
--------------	-----------	-----------

Bier en azijn.

20 Mei 1898.	Wet houdende vrijstelling van alle accijnsrecht op het maken van azijn door middel van appels, peren of inlandschen honig.	Deze maatregel werd inzonderheid genomen ter bevordering van de bijenteelt.
--------------	--	---

Azijnzuur.

Koninklijk besluit van 14 Maart 1905, ter uitvoering van de wet van 11 Juni 1897.	Vermindering van het bedrag van het accijnsrecht op het maken van azijnzuur.	Het accijnsrecht op het maken van azijnzuur, dat fr. 1.80 per hectoliter en per kilogram verkregen azijnzuur bedroeg, werd verminderd op fr. 0.95 per kilogram monohydraat-azijnzuur. Deze maatregel werd ingevoerd in het belang van 's lands nijverheid.
---	--	---

Brandewijn.

15 April 1896.	a) Geheele of gedeeltelijke afschrijving der rechten op den alcohol, tot zekere nijverheidsdoeleinden bestemd. b) Bijkomende afschrijving van het accijnsrecht wegens verlies bij de overhaling van alcohol en gezuiverden brandewijn, wanneer die worden uitgevoerd of voor nijverheidsverbruik ontwaard worden met geheele vrijstelling van de rechten.	De nijverheidstakken, die tot nog toe door deze afschrijving werden bevoordeeld, zijn de volgende : het vervaardigen van aether, kunstzijde, vernis, azijn; het vergulden van lijsten; het zuiveren en wasschen van ruwe olie; het gloeien, in de gasvlam, van bindgarens; het bereiden van peptones door middel van brouwersgist; het vervaardigen van vilt en hoeden, van knalkwik, van artsenij of scheikundige producten waarbij de alcohol volkomen ter zijde wordt gelaten gedurende de bewerking; het vervaardigen van simili-leder, van collodion verbruikt in de fabriek zelve, van bederfwerende en geneeskrachtige watten, van anilinekleuren, van kunstbloemen, van doorzichtige zeep, van looizuur, van pyrotechnische producten en van rookloos buskruit. De maatregel heeft de meeste nationale nijverheidsbedrijven, die alcohol verwerken, bevoordeeld en aan verschillende bedrijven toegelaten, zich in België te vestigen, zooals die der aethers en der kunstzijde. Krachtens het koninklijk besluit van 15 Juni 1913 (<i>Staatsblad</i>, n^o 167-168) wordt deze bijkomende afschrijving bepaald als volgt : 1^o Op 1 l. h. voor den gezuiverden brandewijn of alcohol van 40 graden sterkte of meer van den alcoholmeter van Gay-Lussac, bij de temperatuur van 15 graden van den honderdgradigen thermometer, wanneer de voortbrengselen uitgevoerd worden; 2^o Op 1 1/2 l. h. voor den gezuiverden alcohol van 90 graden sterkte of meer, bij de temperatuur van 15 graden, wanneer hij ontaard is tot nijverheidsgebruik met geheele vrijstelling van de rechten. Deze bijkomende afschrijving heeft voor gevolg, den afval te vergoeden, voortkomende van de overhaling der flegma's of van bruto-alcohol.
----------------	---	---

DAGTEKENING	VOORWERP.	GEVOLGEN.
-------------	-----------	-----------

Druivensuiker, mállose, stroop en invertsuiker.

49 Mei 1898.	a) Kortíng tot vergoeding van den afval voortkomende van het zuiveren der van zuur gereinigde sappén en van het verlies te weeg gebrácht door de fabricatie.	Deze vermindering, waarvan het bedrag bij koninklijk besluit van 27 Juli 1898 (<i>Staatsblad</i> , n ^o 212) werd vastgesteld op 10 t. h. van de aangegeven hoeveelheid sap, heeft voor gevolg, van de belasting vrij te stellen : de hoeveelheden die verloren gaan in den loop van de fabricatie en van de zuivering der sappén.
	b) Afschrijving van de accijnsrechten voor uitgevoerde druivensuiker	Deze maatregelen laten 's lands nijverheid voor de fabricatie van druivensuiker toe, op meer voordelige wijze op de uitvoermárkten te concurreeren.
	c) Afschrijving van de accijnsrechten voor de ontaarde druivensuiker bestemd tot nijverheidsverbruik buiten al wat eetwaren betreft.	Tot nog toe werd deze afschrijving verleend voor de druivensuiker gebruikt in de nijverheidsbedrijven voor het spinnen, het weven, het opwerken der weefsels, in de ververij en de leerlooierij; in de fabrieken van speelkaarten, schoensmeer, perkamentpapier en bij het glanzen van rijst, evenals in het toebereiden van leder. Door dezen maatregel konden verschillende nijverheidstakken onder minder bezwarende voorwaarden werken.
Koninklijk besluit van 8 December 1903 ter uitvoering van de wet van 19 Mei 1898.	Afschrijving van 3 fr. per 100 kilogram suiker welke tot de fabricatie van invertsuiker dient, en van 15 frank per 100 kilogram droog extract verval in tot uitvoer bestemde invertsuiker.	Dank zij dezen maatregel, kon de fabricatie van invertsuiker in het land gevestigd worden. Ingeval van uitvoer wordt de invertsuiker vrijgesteld van alle accijnsrechten.

Margarine.

12 Juli 1895.	Afschrijving van de accijnsrechten voor de uitgevoerde margarine.	Door dezen maatregel wordt 's lands nijverheid bevoordeeld.
---------------	---	---

Suiker.

21 Augustus 1903.	a) De accijns wordt met ongeveer $\frac{2}{5}$ verminderd.	Ten gevolge van deze afschrijving nam de suikervoorbrenging op aanzienlijke wijze toe.
-------------------	--	--

DAGTEEKENING.	VOORWERP.	GEVOLGEN.
	b) Afschrijving van de accijnsrechten voor suiker gebruikt bij het bereiden van verduurzaamde groenten, confijten, geleien of van vruchtensiroop, van biscuits, gecondenseerde melk en melkmeel. c) Afschrijving van de accijnsrechten mits voortgaandelijke ontleding voor suiker en door raffinering verkregen stroop bestemd voor nijverheidsdoel-einden of voeding van het vee.	Bedoelde afschrijving deed de nijverheid der confijten, der ingelegde groenten, der biscuits, enz. in aanzienlijke mate toenemen; tevens stelde zij, onder voordeelige voorwaarden, voedzame eetwaren in het bereik van de volksklasse. Door dezen dubbelen maatregel konden de nijver- raars, die suiker bezigden voor het toebereiden van hunne producten, de fabricatiekosten vermindern, en de landbouwers of houders van dieren konden het vee op goedkoope wijze voeden door middel van gesuikerd voedsel.